



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 36.996.185 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p style="text-align: center;">RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2008</p>
--

1 – Comptes annuels du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008
Page 2

2 – Comptes consolidés du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008
Page 27

3 – Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice 2007/2008
(du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008)
Page 69

Rapport du Président sur le fonctionnement du conseil d'administration
et sur l'organisation du contrôle interne
Page 101

4 – Rapport général des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels du 01/04/07 au 30/06/08
Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés du 01/04/7 au 30/06/08
Page 113

5 – Attestation du rapport financier annuel
Page 119



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 36.996.185 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2008</p>
--

1 – Comptes annuels du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008

RISC GROUP**COMPTES ANNUELS AU 30/06/08****BILAN**

en EUROS

	15 mois			12 mois		15 mois		12 mois
	30/06/08			31/03/2007		30/06/2008	31/03/2007	
ACTIF	BRUT	AMORT & PROV	NET	NET	PASSIF	NET	NET	
Frais de recherche et développement	3 552 823	-2 120 254	1 432 569	0	Capital social	36 604 579	18 173 751	
Concession, brevets & dts similaires	12 362 472	0	12 362 472	0	Primes d'émission	96 629 542	58 688 511	
Autres immobilisations incorporelles	350 817	-347 843	2 974	815 950	Réserve légale	15 245	15 245	
Immobilisations incorporelles	16 266 112	-2 468 097	13 798 015	815 950	Autres réserves	164 653	164 653	
Installations techniques, agencements	900 871	-117 554	783 317	80 126	Report à nouveau	-52 473 357	-50 587 645	
Autres immobilisations corporelles	1 846 917	-1 226 807	620 110	89 547	Résultat de l'exercice	1 818 334	-1 885 715	
Immobilisations en cours	6 750		6 750	0	CAPITAUX PROPRES	82 758 995	24 568 800	
Immobilisations corporelles	2 754 538	-1 344 361	1 410 177	169 673	Provisions pour risques	775 886	60 000	
Participations	50 569 961	-150 000	50 419 961	15 355 677	Provisions pour charges	43 750	15 000	
Autres immobilisations financières	306 197		306 197	222 092	PROVISIONS P. RISQUES & CH.	819 636	75 000	
Immobilisations financières	50 876 158	-150 000	50 726 158	15 577 769	Emprunt obligataire convertible	2 115 399	2 165 848	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	69 896 807	-3 962 458	65 934 349	16 563 392	Emprunts et dettes fin. / Ets de crédit	946 269	55 848	
Marchandises	350 644	-170 911	179 733	6 343	Emprunts et dettes financières divers	102 164	130 003	
Stock et en cours	350 644	-170 911	179 733	6 343	Fournisseurs et comptes rattachés	3 985 910	1 767 178	
Clients et comptes rattachés	17 689 052	-452 743	17 236 309	4 667 731	Dettes fiscales et sociales	4 486 817	550 613	
Autres créances et comptes de régul.	3 823 519		3 823 519	2 171 149	Dettes sur immob. & cptes rattachés	0	0	
Disponibilités	10 201 710		10 201 710	6 955 601	Autres dettes	2 381 188	500 084	
Charges constatées d'avance	1 096 979		1 096 979	385 412	Produits constatés d'avance	900 066	999 867	
Charges à étaler	0		0	0	DETTES	14 917 813	6 169 441	
Prime de remboursement des OC	23 845		23 845	63 613	TOTAL GENERAL PASSIF	98 496 444	30 813 241	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	33 185 749	-623 654	32 562 095	14 249 849				
TOTAL GENERAL ACTIF	103 082 556	-4 586 112	98 496 444	30 813 241				

RISC GROUP
COMPTES ANNUELS AU 30/06/08 (15 mois)

COMPTE DE RESULTAT en EUROS	30/06/2008 15 mois	31/03/2007 12 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	41 812 441	6 468 621
Autres produits d'exploitation	1 345 919	89 347
Achats	4 561 787	1 979 409
Charges externes	13 693 497	3 989 597
Impôts et Taxes	1 573 582	155 193
Salaires	14 392 335	1 550 493
Charges sociales	5 958 026	630 064
Dotations aux amortissements	1 017 809	153 984
Dotations aux provisions	141 587	10 873
Autres charges	0	30 853
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 819 737	-1 942 498
Produits financiers	1 098 076	222 127
Charges financières	1 104 333	239 164
RESULTAT FINANCIER	-6 257	-17 037
Produits exceptionnels	1 048 522	189 160
Charges exceptionnelles	1 043 668	115 340
RESULTAT EXCEPTIONNEL	4 854	73 820
RESULTAT avant IS & PARTICIPATION	1 818 334	-1 885 715
IS courant	0	0
RESULTAT NET	1 818 334	-1 885 715

RISC GROUP

Annexe aux comptes annuels au 30 juin 2008

Tous les chiffres présentés sont en euros, sauf mention particulière.
Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 13 octobre 2008.

1 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

1.1 Transmission universelle du Patrimoine (T.U.P) de Risc Security France à sa société mère Risc Group

Dans le cadre de la restructuration juridique du groupe, *Risc Group* a réalisé sur le premier semestre de l'exercice 2007-2008 la Transmission Universelle de Patrimoine à son profit de sa filiale détenue à 100% *Risc Security SA*.

L'ensemble fusionné regroupe ainsi la structure historique cotée et la principale société opérationnelle du groupe, avec tout le secteur de vente directe aux TPE-PME et tous les moyens de production du groupe.

Cette fusion justifie notamment les variations bilancielle significatives constatées entre l'arrêté au 31 mars 2007 et celui au 30 juin 2008.

1.2 Lancement de la Risc Box (mai 2007)

Risc Group a acquis le 27 mai 2007 par l'intermédiaire de sa filiale *BESDI* (Banque Européenne de Sauvegarde de Données Informatiques) la totalité des titres de la société *Linone*, déjà détenue à hauteur de 50% par *BESDI*.

Concepteur d'une plateforme technologique unique de mobilité et de sécurité à destination des TPE-PME, *Linone* a développé une offre unique de « boîtier » multifonctions, combinant des services de mobilité et de sécurité informatique adaptés au marché des TPE-PME.

Cette plateforme basée sur de l'open source a la capacité de livrer une solution « all in one » pour des TPE-PME soucieuses de confier à un prestataire tel que *Risc Group* ses services de mobilité (accès distant VPN SSL) et de sécurité informatique (Backup local et distant, firewall, antivirus...).

Risc Group a vu dans cette approche une réponse évidente à la problématique des chefs d'entreprises, et s'est appuyé sur cette technologie pour lancer une offre innovante à destination de son marché de TPE-PME.

Cette offre, déployée sous le nom « RISC BOX », a été lancée dès le mois de Juin 2007 dans l'ensemble des réseaux commerciaux du groupe en France.

1.3 Acquisition de la société Backup Avenue (juillet 2007)

Le conseil d'administration a approuvé dans sa séance du 3 juillet 2007 l'apport à *Risc Group* de 100% des actions de la société *Backup Avenue*.

Cette acquisition évaluée à 6,5 M€ a été rémunérée par l'émission de 21.428.572 actions nouvelles et le versement d'une soulte de 500 K€ en numéraire.

Backup Avenue est la première entreprise en Europe à avoir développé une technologie propriétaire et des savoir-faire spécifiques afin d'intégrer le logiciel référence « *IBM Tivoli Storage Manager* » dans un service de sauvegarde informatique en ligne sur internet. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 M€ sur son dernier exercice clos le 31 décembre 2006.

Cette acquisition va permettre à *Risc Group* de se positionner sur le segment des Grands Comptes, encore non adressé par le groupe, et compléter ainsi son approche globale du marché de la sauvegarde informatique en ligne.

1.4 Changement de date de clôture

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 12 juillet 2007 a décidé de modifier les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social qui seront dorénavant respectivement le 1^{er} juillet et le 30 juin de chaque année. Cette modification des dates de l'exercice social va permettre un meilleur équilibre avec le cycle d'activité de la Société.

L'exercice social 2007-2008 a donc une durée exceptionnelle de 15 mois, du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008, ce qui, associé à la fusion de l'activité *Risc Security* à compter du mois d'avril 2007 (voir **note 1.1**), rend les données au 30 juin 2008 non directement comparables à celles du 31 mars 2007.

1.5 Augmentation de capital de 53,5 millions d'euros du 28 août 2007

Le conseil d'administration s'est réuni le 28 août 2007 afin de constater le montant des souscriptions reçues dans le cadre de l'augmentation de capital d'un montant de 53.502.034,32 € réalisée par l'émission de 297.233.524 actions nouvelles émises à une valeur de 0,18 euro chacune (pour un nominal de 0,05 €).

Sur les 297.233.524 actions émises, 212.832.990 actions ont été souscrites à titre irréductible par les titulaires de droits préférentiels de souscription pendant la période souscription et le conseil d'administration a en conséquence attribué le solde disponible de 84.400.534 actions non souscrites.

Le capital de la société après cette opération a été porté à 34.395.922,60 euros, divisé en 687.918.452 actions de même catégorie.

Après imputation des frais de conseil, d'avocat et d'audit, le produit net encaissé de l'augmentation de capital s'élève à 49.835 K€.

1.6 Acquisition du groupe ORNIS (septembre 2007)

Risc Group a acquis le 25 septembre 2007 100% du groupe *Ornis*, spécialiste de l'infogérance et des applications en mode hébergé.

Cette acquisition a été réalisée en numéraire pour un montant de 34,8 M€, entièrement financé sur le produit de l'augmentation de capital de 53,5 M€ réalisée en août 2007.

Créé en 1999, *Ornis* est devenu un opérateur de services informatiques « *net generation* », offrant aujourd'hui une gamme de services d'infrastructures, de (télé)communications et d'applicatifs en mode hébergé (ASP) ou « *Software as a Service* » (SaaS), qui répond parfaitement à la nouvelle demande croissante d'externalisation de services des entreprises.

Le groupe s'est renforcé fin 2006 et début 2007 par l'acquisition d'*External*, spécialiste de l'infogérance experte, et de *G3 Net*, distributeur de solutions Télécoms IP.

Propriétaire de son infrastructure et labellisé « *opérateur télécom* », *Ornis* a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 17M€ en 2006 (proforma 12 mois) pour un résultat net supérieur à 1 M€, et emploie plus de 100 salariés (92 au moment du rachat).

1.7 Transfert du siège social

Le Conseil d'administration du 8 novembre 2007 a décidé le transfert du siège social de la société au 7/11 rue Castéja à Boulogne-Billancourt (92100).

Ce transfert a généré sur l'exercice 2007-2008 des charges non récurrentes de l'ordre de 560 K€ (frais de déménagement et de double loyer ponctuel).

1.8 Lancement de la filiale eFlag

eFlag est un nouvel opérateur de services de vidéosurveillance sur IP pour les PME. La société propose des services managés permettant de rester en contact visuel avec son bureau, ses locaux, ses sites distants, depuis un simple navigateur web ou via un Smartphone 3G.

eFlag est une filiale de Risc Group qui a été incubée pendant 6 mois avant son lancement en octobre 2007, dans l'ancienne structure X-Support qui n'avait plus d'activité depuis 2003. Elle facture des matériels et des redevances à ses distributeurs en fonction du nombre de caméras managées.

1.9 Regroupement des actions Risc Group

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 12 juillet 2007 a approuvé le regroupement de 10 actions *Risc Group* en 1 action nouvelle et a donné tous pouvoirs au Conseil d'administration pour mettre en œuvre cette décision. Le Conseil d'administration, dans sa séance du 8 novembre 2007, a décidé que le regroupement des actions interviendrait le 28 novembre 2007, date à laquelle seront cotées les nouvelles actions *Risc Group*.

Ce regroupement d'actions vise à permettre à la Société de retrouver un cours plus conforme aux standards de marché ainsi qu'à réduire la volatilité intrinsèque du titre induite par la valeur actuelle de l'action.

En conséquence, le nombre de titres *Risc Group* en circulation au 28 novembre 2008 a été divisé par 10 et est passé de 687.918.460 à 68.791.846.

1.10 Lancement d'une nouvelle filiale en Suisse

Risc Group a lancé en janvier 2008 une nouvelle filiale en Suisse à Nyons, près de Genève, sur le modèle *Risc Security* du pôle TPE-PME.

Risc Security Suisse a été placée sous la houlette d'un directeur de région français, précédemment responsable de la région Sud Est de la France et qui a été promu Country Manager à l'occasion de la création de cette nouvelle filiale.

Le démarrage de cette nouvelle entité est prometteur avec près de 0,46 M€ de chiffre d'affaires réalisé à fin juin 2008 avec une équipe locale de 9 personnes.

1.11 Prise de participation dans le capital de la société Normaction

Faisant suite à l'autorisation donnée par l'assemblée générale de *Normaction* le 8 février 2008; *Risc Group* a souscrit le 28 février 2008 à une augmentation de capital réservée pour un montant de 1,9 M€ et a acquis des actions pour un montant de 0,3 M€, et détient aujourd'hui 17,5% du capital de *Normaction*.

Cette prise de participation stratégique va s'accompagner d'un partenariat commercial entre les deux groupes par lequel *Normaction* va distribuer le produit de Téléphonie sur Internet (ToIP) développé par *Ornis*, qui pourra bénéficier par ailleurs du savoir-faire reconnu de *Normaction* dans le domaine de la téléphonie « entreprise », autour de la présélection, du dégroupage et de la fourniture de PABX.

Par la suite, *Risc Group* aura la faculté de renforcer sa participation au moyen de l'exercice de bons de souscription d'actions (BSA) attachés aux actions émises dans le cadre de l'augmentation de capital et d'une option d'achat qui lui serait consentie par Jean-Marc Amouroux, Président fondateur de *Normaction* ainsi que deux autres actionnaires historiques portant sur 671.114 actions de la société (BSA et option d'achat courant sur 24 mois).

A l'issue de cette deuxième étape, *Risc Group* pourrait détenir une participation dans *Normaction* et des droits de vote supérieurs à 50%. En cas d'exercice de l'option d'achat, et en application de la

réglementation boursière, Risc Group déposerait alors auprès de l'AMF une garantie de cours visant les actions de *Normaction*.

1.12 Augmentation de capital par émission de 4.417.248 actions gratuites

Le 28 avril 2008, en application du plan d'actions gratuites d'avril 2006 ont été créées et émises 4.417.248 actions nouvelles au profit de 27 salariés du groupe, soit une augmentation de capital de 2.208.624 euros par imputation sur la prime d'émission.

Ces 4.417.248 actions ne pourront pas être cédées par leurs bénéficiaires avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 27 avril 2010.

Avec l'émission de ces actions gratuites, le management du groupe détient désormais environ 10 % du capital de la société.

Après la création de 63 nouvelles actions en mars 2008 par conversion d'obligations convertibles, le capital de la société est désormais de 36.604.578,50 euros, divisé en 73.209.157 actions entièrement libérées.

1.13 Relance de la filiale italienne

Fort du succès du lancement de l'Espagne et de la Suisse, le groupe a décidé de relancer l'activité de sa filiale italienne *Risc Security Italie*, qui avait été mise en sommeil en 2005 lors de la restructuration du groupe.

Un nouveau manager a été recruté en avril 2008 et a été formé au sein du groupe sur le dernier trimestre d'avril à juin 2008 avant de rejoindre les nouveaux bureaux de la filiale à Milan. Les équipes commerciales sont en place à Milan depuis fin juin 2008 et les premières ventes sont attendues début juillet 2008 pour le lancement du nouvel exercice fiscal.

1.14 Acquisition de la société britannique Clunk Click

Clunk Click a été créée en 2001 par son actionnaire majoritaire et dirigeant actuel, avec un positionnement ciblé sur les TPE-PME, concentré sur une offre de sauvegarde en ligne et de stockage de données. Cette société a développé son activité sur un modèle économique de services pur, assurant une récurrence très importante des revenus.

Clunk Click est basée à Conwy au Pays de Galles et dispose d'implantations à Londres et d'un data center à Manchester.

Les 3.000 clients actuellement hébergés par *Clunk Click* ont été acquis via un modèle de distribution mixte : 50% en mode direct avec des ventes via internet et 50% en mode indirect via des revendeurs.

Sur son dernier exercice 2007/2008 (clos le 28/02/2008), *Clunk Click* a réalisé un chiffre d'affaires de 1,1 M€ pour une rentabilité opérationnelle de 9%.

Sur l'exercice 2008/2009 en cours, l'objectif d'activité se situe dans une fourchette de 2 à 2,4 M€. Cette forte progression attendue sera notamment due à la montée en puissance de la récurrence des revenus, déjà confirmée sur les premiers mois de ventes réalisées sur ce nouvel exercice.

Clunk Click pourra également s'appuyer sur les revenus d'un contrat cadre de 3 ans signé avec la société ZEN Internet, un des premiers FAI (Fournisseur d'accès internet) en Grande Bretagne.

Risc Group a acquis 100% de la société *Clunk Click* pour un montant de 3,3 M€ (frais inclus), réglés en numéraire. Des compléments de prix d'un montant de 1,2 M€ pourront être versés en fonction des réalisations d'activité et de résultat opérationnel sur les 24 prochains mois.

Le dirigeant historique de *Clunk Click*, M. Paul Roberts, et toute son équipe (11 personnes à ce jour) vont venir compléter les effectifs de *Risc Group* et contribuer à son développement sur le sol britannique.

2 - FAITS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2008

2.1 Augmentation de capital par émission de 783.200 actions gratuites

Le 27 juillet 2008, en application du plan d'actions gratuites de juillet 2006 ont été créées et émises 783.200 actions nouvelles au bénéfice du Président du groupe, soit une augmentation de capital de 391.600 € par imputation sur la prime d'émission.

Ces 783.200 actions ne pourront pas être cédées par leur bénéficiaire avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 27 juillet 2010.

Après la création de 29 nouvelles actions en juillet 2008 par conversion d'obligations convertibles, le capital de la société est à ce jour de 36.996.185 € euros, divisé en 73.992.370 actions entièrement libérées.

3 – PRINCIPES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions de la législation et aux conventions comptables généralement admises en respectant les principes de prudence et de permanence des méthodes (CRC 99-03 du 23 avril 1999).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles concernant la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs ont été modifiées par le règlement CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 et applicable depuis le 1^{er} janvier 2005. Ces nouvelles règles suppriment la possibilité de constater à l'actif des charges différées ou à étaler et permettent de porter ces coûts soit en immobilisations, soit en stocks, s'ils répondent aux critères d'activation, soit en charges dans le cas contraire.

La société a appliqué le règlement CRC 2002-10 pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005. L'application de ce règlement n'a pas eu d'effet sur les amortissements ou les dépréciations d'actifs.

Les principales méthodes sont les suivantes :

3.1 - Immobilisation incorporelles

Valorisation

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les valeurs d'acquisition des études et conceptions de logiciels correspondent à des charges internes (ex : rémunérations de personnel) et à des dépenses externes de prestataires de service. Risc Group développe sa gamme de logiciels de sauvegarde dénommée Backupia.

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des immobilisations incorporelles est comparée à la valeur d'utilité, déterminée sur la base d'un test d'évaluation (calculé sur la base de flux futurs de trésorerie) et sur ses perspectives de développement. Si cette valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision est constatée à due concurrence. A l'inverse, si elle est supérieure, aucune plus-value n'est constatée.

Amortissement

Le point de départ de l'amortissement est soit la date d'acquisition du logiciel, soit la date de validation des tests par le service technique, qui déclenche les installations chez le client.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

Logiciels	1 ou 2 ans en linéaire
Frais de R&D	4 ans en linéaire

3.2 – Immobilisations corporelles

Valorisation

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires).

Amortissement

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie prévue des biens.

Les durées utilisées sont les suivantes :

Agencements & installations	8 et 10 ans en linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 et 5 ans en linéaire
Baies de stockage	3 et 4 ans en linéaire
Mobilier	5 et 10 ans en linéaire

3.3 – Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont valorisés à leur valeur d'acquisition (incluant les frais d'acquisition).

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition est comparée à la valeur d'utilité, déterminée sur la base d'un test d'évaluation (calculé sur la base de flux futurs de trésorerie) et sur ses perspectives de développement. Si cette valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision est constatée à due concurrence. A l'inverse, si elle est supérieure, aucune plus-value n'est constatée.

3.4 – Stocks

Valorisation

Les stocks sont valorisés selon la méthode FIFO (premier entré / premier sorti).

Les stocks en devise sont valorisés au cours de paiement s'il est connu ou à défaut au cours de clôture.

Dépréciation

Les marchandises anciennes sont provisionnées si nécessaire pour ramener leur valeur nette au prix probable de réalisation.

3.5 – Créances

Valorisation

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Dépréciation

Une dépréciation est éventuellement constatée, en fonction du risque de non recouvrabilité.

3.6 – Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les frais d'acquisition éventuels ne sont pas incorporés au coût d'entrée des titres.

Au 30 juin 2008, il n'y a pas de plus value latente sur le portefeuille détenu.

3.7 – Provisions pour risques et charges

Les litiges ou les risques spécifiques identifiés à la clôture des comptes font l'objet d'une provision établie conformément à la règle de comptabilisation des passifs.

3.8 – Engagements de retraite et autres charges de personnel

Les régimes à prestation définie font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée séparément pour évaluer l'obligation finale, qui est ensuite actualisée. Ces calculs actuariels intègrent des hypothèses démographiques : date de départ à la retraite, taux de progression des salaires (2%), taux de rotation du personnel (8,83%) et financières : taux d'actualisation (5,2%) et d'inflation.

3.9 – Frais d'augmentation de capital

Les frais externes directement liés à une augmentation de capital sont imputés nets d'impôts sur la prime d'émission lorsqu'une économie d'impôt est générée. Les autres coûts sont imputés en charges de l'exercice.

3.10 – Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les ventes réalisées par Risc Group enregistrées en chiffres d'affaires sont de trois natures :

- le produit des licences d'utilisation des logiciels est comptabilisé lors de l'acceptation de l'installation par le client ;
- le produit de la maintenance et du support des logiciels est enregistré sur la période correspondant à la durée du contrat (24, 36 ou 48 mois) ;
- le produit des installations et des prestations de service après-vente est enregistré à la date de l'installation ou de la prestation de service.

4 – NOTES SUR LE BILAN**4.1 - immobilisations incorporelles et corporelles**

Le détail des mouvements de l'exercice est résumé dans le tableau ci-dessous.

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2007	var liées à TUP	acquisitions	cessions	30/06/2008
Logiciels	166 087	159 053	25 676		350 816
Frais de R&D	0	2 561 538	171 989		2 733 527
Immob. Incorporelles en cours		178 537	812 746	171 989	819 294
Fonds de commerce	815 950	11 546 521			12 362 471
Immob. incorporelles	982 037	14 445 649	1 010 411	171 989	16 266 108
Agencements, installations	147 394	74 251	907 037	227 812	900 870
Mat.bureau & informatique	329 700	1 486 490	969 621	932 145	1 853 666
Immob. corporelles	477 094	1 560 741	1 876 658	1 159 957	2 754 536

<i>Amortissements</i>	31/03/2007	var liées à TUP	dotations	reprises	30/06/2008
Logiciels	166 087	152 778	28 977		347 842
Frais de R&D		1 566 779	553 470		2 120 249
Immob. incorporelles	166 087	1 719 557	582 447	0	2 468 092
Agencements, installations	67 266	22 083	152 046	123 841	117 554
Mat bureau & informatique	240 155	1 153 381	326 350	493 079	1 226 807
Immob. corporelles	307 421	1 175 464	478 396	616 920	1 344 361

<i>Valeurs nettes</i>	31/03/2007	30/06/2008
Immob. incorporelles	815 950	13 798 015
Immob. corporelles	169 673	1 410 175
	985 623	15 208 192

Les « *frais de R&D* » correspondent aux frais de développement des logiciels de sauvegarde de la gamme *Backupia* et du logiciel de base de données développé en interne pour la gestion des contrats clients.

Les projets encore en cours de développement au 30/06/08 sont inscrits en immobilisations incorporelles en cours.

Ces frais de développement sont amortis sur une durée de 4 ans.

La fusion par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) de *Risc Security* dans *Risc Group* entraîne la comptabilisation du mali technique de fusion en « *fonds de commerce* » pour un montant de 11,5M€ (voir **note 1.1**).

La valeur d'utilité des frais de recherche et développement et des fonds de commerce (qui correspond à l'activité TPE du groupe) au 30 juin 2008 a été validée par le biais d'un test de valeur (ou « *impairment test* »). Ce test a été établi sur la base d'un calcul de flux futurs de trésorerie actualisés découlant du budget 2008-2009 validé par le conseil d'administration et du prévisionnel 2009-2010. Le taux d'actualisation retenu a été fixé à 11,21% (soit le coût moyen pondéré du capital déterminé pour le groupe par des actuaires externes) et le taux de croissance à l'infini a été fixé à 1%.

Au niveau des immobilisations corporelles,

- l'augmentation de la ligne « *Agencements* » sur la période est directement liée au déménagement du groupe dans son nouveau siège social à Boulogne (voir **note 1.7**) ;

- la variation de la ligne « *Matériels de bureau et informatique* » correspond à des achats de baies de stockage qui ont été cédées pour être refinancées sur 36 mois.

4.2 – Participations & Autres Immobilisations financières

Le détail des mouvements de l'exercice est résumé dans le tableau ci-dessous.

Valeurs brutes	31/03/2007	var liées à TUP	augmentations	diminutions	30/06/2008
Titres de participations	30 585 005	-27 495 382	47 480 337		50 569 960
Autres immobilisations fin.	222 092	61 386	234 727	239 646	278 559
Immob. financières	30 807 097	-27 433 996	47 715 064	239 646	50 848 519

Dépréciations	31/03/2007	var liées à TUP	dotations	reprises	30/06/2008
Titres de participations		150 000			150 000
Immob. financières	0	150.000	0	0	150 000

Le détail des « Titres de participation » est repris dans le tableau ci-dessous.

	31/03/2007	var liées à TUP	augmentations	diminutions	30/06/2008
eFlag (ex-X Support)	7 623				7 623
Risc Security France	29 559 882	-29 559 882			0
Risc Security Belgique	17 500	1 732 500			1 750 000
Risc Security Allemagne	0	152 000			152 000
Risc Security Espagne	0	30 000			30 000
Risc Security Italie	0	150 000	50 000		200 000
Risc Security Suisse	0	0	60 248		60 248
BESDI	1 000 000	0			1 000 000
Backup Avenue	0	0	6 945 184		6 945 184
Ornis	0	0	34 778 274		34 778 274
Normaction	0	0	2 321 927		2 321 927
Clunk Click	0	0	3 324 705		3 324 705
	30 585 005	-27 495 382	47 480 338	0	50 569 961

Sur l'Italie, les titres étaient provisionnés à 100% suite à la mise en sommeil de la filiale en 2005. Elle a été réactivée pour relancer l'activité sur ce pays (voir **note 1.13**) et un nouveau capital a été doté à hauteur de 50.000 €.

Risc Security Suisse est une structure lancée par le groupe en organique (voir **note 1.10**).

Les autres augmentations de la période sont liées aux acquisitions de sociétés réalisées par le groupe sur la période (voir **notes 1.3, 1.6 1.11 & 1.14**).

La valeur d'utilité des « Titres de participation » au 30 juin 2008 a été validée par le biais d'un test de valeur (ou « impairment test »). Ce test a été établi sur la base d'un calcul de flux futurs de trésorerie actualisés découlant du budget 2008-2009 validé par le conseil d'administration et du prévisionnel 2009-2010. Le taux d'actualisation retenu a été fixé à 11,21% (soit le coût moyen pondéré du capital déterminé pour le groupe par des actuaires externes) et le taux de croissance à l'infini a été fixé à 1%.

Les « autres immobilisations financières » sont essentiellement liées aux dépôts de garanties afférents aux locaux loués pour le nouveau siège du groupe à Boulogne Billancourt et pour les agences commerciales en Province, ainsi qu'aux prêts accordés au personnel (27 K€).

La diminution sur la période correspond pour 222 K€ à la restitution des locaux de l'ancien siège social du groupe à Gennevilliers.

4.3 - Stocks

	30/06/2008	31/03/2007
Marchandises	350 644	6 343
Provision pour dépréciation	-170 911	
Stocks nets	350 644	6 343

Le stock de marchandises qui apparaît au 30 juin 2008 est issu de l'activité commerciale apportée par la fusion de *Risc Security*. Il est composé de licences TSM IBM, de boîtiers Risc box et de boîtiers Firewall.

4.4 - Clients & comptes rattachés

	30/06/2008	31/03/2007
Clients	6 255 907	978 444
Clients Groupe (intercos)	11 221 707	3 447 937
Factures à établir	159 411	27 168
Factures à établir Groupe	0	247 868
Clients douteux	52 026	21 503
Clients bruts	17 689 051	4 722 920
Prov. p/dépréc. clients douteux	-452 743	-55 189
Clients nets	17 236 308	4 667 731

L'augmentation du poste « *clients* » est directement liée à la fusion de *Risc Security* qui apporte toute l'activité commerciale développée en France, avec notamment un chiffre d'affaires très significatif réalisé sur le mois de juin 2008.

Les « *clients groupe* » incluent toutes les facturations aux filiales du groupe des services techniques, marketing, et administratifs réalisés par *Risc Group* pour ses filiales. Suite à l'ajustement des conventions au 30 juin 2008, ce montant sera significativement diminué au prochain arrêté, notamment en raison des règlements qui seront effectués par les filiales à leur société mère.

4.5 - Autres créances

	30/06/2008	31/03/2007
Avoirs à recevoir	55 750	29 211
Avances et acomptes	15 789	
Org. sociaux et indemnités SS à recevoir		2 104
Etat - Impôt sur les bénéfices	575 953	482 009
Etat - Produit à recevoir	54 449	
TVA	549 637	153 826
Comptes courants groupe & entreprises liées	2 461 531	1 579 594
Débiteurs divers	110 410	0
Autres créances Brut	3 823 519	2 246 744
Provision pour dépréciation débiteurs divers		-75 597
Autres créances	3 823 519	2 171 147

Le poste « *Etat – Impôts sur les bénéfices* » est constitué à hauteur de 480 K€ par une créance de « *carry-back* » déclaré en 2003 et remboursable en 2009. Le solde correspond à un « *crédit d'impôt recherche* » (CIR) comptabilisé au 30 juin 2008 pour un montant de 90 K€.

L'augmentation de la TVA récupérable sur la période est liée à l'augmentation de l'activité commerciale suite à la fusion de *Risc Security*.

Les « *comptes courants groupe* » enregistrent sur la période une augmentation qui est liée à l'avance faite par *Risc Group* à *BESDI* pour l'acquisition d'*Itemos* à Lyon (1,2 M€) et aux avances en compte courant accordées aux filiales *eFlag* (0,25 M€) et *Risc Security Suisse* pour financer leur lancement (voir **notes 1.8 & 1.10**).

Au 30 juin 2008, l'ensemble des actifs courants est à moins d'un an.

4.6 - Comptes de régularisation

	30/06/2008	31/03/2007
Charges constatées d'avance	1 096 978	385 412
	1 096 978	385 412

Les charges constatées d'avance incluent les loyers du 3^{ème} trimestre civil 2008 (260 K€), des loyers liés au financement des baies de stockage également pour le 3^{ème} trimestre 2008 (65 K€), à des sommes engagées pour les séminaires commerciaux d'octobre 2008 (375 K€) et pour des études spécifiques lancées pour le développement du groupe à l'étranger (225 K€).

4.7 – Prime de remboursement des obligations convertibles

	30/06/2008	31/03/2007
Prime de rembt des OC	23 845	63 616
	23 845	63 616

Pour mémoire, ces OC seront remboursées en avril 2009 (voir **note 4.11**).

4.8 – Valeurs mobilières de placement et disponibilités

	30/06/2008	31/03/2007
Valeurs mobilières de placement	9 481 992	6 705 235
Disponibilités	719 718	250 366
	10 201 710	6 955 601

Les valeurs mobilières de placement sont issues du solde des fonds reçus à l'occasion de l'augmentation de capital du 30 août 2007 (voir **note 1.5**).

4.9 - Capitaux propres

Le capital de la société a évolué comme suit depuis le 1^{er} avril 2007 :

date	nature de l'opération	nbre actions	nominal	capital	prime d'émiss.
01/04/2007		363 475 010	0,05	18 173 750,50	58 688 510,88
03/07/2007	rémunération apport BUA	21 428 572	0,05	1 071 428,60	4 928 571,56
	imputation de frais sur prime (voir note 1.3)				- 170 559,32
27/07/2007	exercice de stock options	5 781 346	0,05	289 067,30	417 307,68
30/08/2007	aug. de capital (voir note 1.5)	297 233 524	0,05	14 861 676,20	38 640 358,12
	imputation de frais sur prime				-3 666 301,85
08/11/2007	exercice de stock options	8	0,05	0,40	0,32
08/11/2007	regroupement des actions 1 nouvelle pour 10 anciennes (voir note 1.9)	68 791 846			
31/03/2008	conv. de 162 OC en 63 actions	63	5	31,50	278,52
27/04/2008	création de 4.417.248 actions Gratuites (voir note 1.12)	4 417 248	0,5	2 208 624,00	-2 208 624,00
30/06/2008		73 209 157		36 604 578,50	96 629 541,91

Les capitaux propres de la société ont évolué comme suit depuis le 1^{er} avril 2007 :

	Capital	Primes	Réserve légale	Autres réserves	RàN	Résultat	Cap propres
au 31/03/07	18 173 751	58 688 511	15 245	164 653	-50 587 645	-1 885 715	24 568 800
résultat (n-1)					-1 885 715	1 885 715	0
aug. capital (apport)	1 071 429	4 758 012					5 829 441
aug. capital (stock options)	289 068	417 308					706 376
aug. capital (numéraire)	14 861 676	34 974 056					49 835 732
conv OC	32	278			2		312
aug. capital (actions grat.)	2 208 624	-2 208 624					0
résultat (n)						1 818 334	1 818 334
au 30/06/08	36 604 579	96 629 542	15 245	164 653	-52 473 358	1 818 334	82 758 995

4.10 - Provisions pour risques et charges

	30/06/2008	31/03/2007
Provision pour risques	775 886	60 000
Provision pour charges	43 750	15 000
	819 636	75 000

Les provisions pour risques, dont l'augmentation est liée à la TUP de *Risc Security* dans *Risc Group* se décomposent comme suit :

- 515 K€ au titre des provisions pour litiges prud'homaux (contre 60 K€ en mars 2007) ;
- 192 K€ au titre des provisions pour litiges clients ;
- 92 K€ au titre des provisions pour déménagements dans le cadre de la réorganisation des locaux.

Les provisions pour charges sont exclusivement constituées des provisions pour indemnités de départ à la retraite (voir **note 3.7**).

4.11 - Emprunt obligataire

	30/06/2008	31/03/2007
Emprunt obligataire	2 098 700	2 099 052
Intérêts courus sur EOC	16 698	66 796
	2 115 398	2 165 848

L'emprunt obligataire lancé le 7 avril 2003 était représenté par 2.666.667 obligations émises au pair à 3 €, convertibles à tout moment en actions Risc Group sur la base de 1,09 action pour une obligation. Cet emprunt porte intérêt à 3,5% l'an pour une durée de 6 ans avec un remboursement en totalité in fine le 7 avril 2009 au prix de 3,3 € (soit 110% du pair).

Les intérêts sont payés à la date anniversaire du 7 avril.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2005, 2.030.510 obligations ont été converties, entraînant l'émission de 2.213.250 actions.

Au 30 juin 2008, le solde de l'emprunt obligataire est de 1.907.910 € (hors primes) pour un solde de 635.970 obligations.

4.12 - Emprunt et dettes financières

	30/06/2008	31/03/2007
Positions banques court terme	942 378	55 493
Intérêts courus	3 890	350
Emprunts/dettes fin. Ets Cdt	946 268	55 843

Les « *lignes court terme* » correspondent à des positions comptables ponctuelles au 30 juin 2008, qui sont à compenser avec les positions débitrices des « *disponibilités* » à l'actif du bilan (voir **note 4.8**).

	30/06/2008	31/03/2007
Divers	102 164	130 003
Emprunts/dettes fin. div.	102 164	130 003

Au 31 mars 2007, le poste « *emprunts et dettes financières diverses* » était constitué par le dépôt de garantie reçu dans le cadre de la sous-location de l'ancien siège de Gennevilliers, qui a été restitué en juin 2008 suite à la terminaison du bail en question.

Au 30 juin 2008, le poste « *emprunts et dettes financières diverses* » est constitué du solde de diverses lignes de financement issues de la TUP de *Risc Security* et qui seront intégralement remboursées sur l'exercice 2008/2009.

4.13 – Fournisseurs – Charges à payer

	30/06/2008	31/03/2007
Fournisseurs	1 770 264	1 202 513
Fournisseurs interco	776 910	0
Fourn.- Fact. non parvenues	1 438 736	564 665
	3 985 910	1 767 178

L'augmentation du poste « *fournisseurs* » au 30 juin 2008 est lié à la TUP de *Risc Security* dans *Risc Group* (voir **note 1.1**) avec l'apport des prestataires liés à l'activité commerciale développée par *Risc Security*.

Le solde des fournisseurs intercos est représentée par des prestations de sous-traitance intra groupe réalisées par les filiales *Backup Avenue* et *eFlag*.

Au 30 juin 2008, l'ensemble du poste « *fournisseurs* » est à moins d'un an.

4.14 - Dettes fiscales et sociales - Charges à payer

	30/06/2008	31/03/2007
Personnel	628 349	7 172
Personnel - charges à payer	1 094 809	130 543
Organismes sociaux	951 122	126 796
Org. Soc. - charges à payer	1 006 713	98 946
TVA	805 824	39 697
Etat - Impôt sur les sociétés	0	85 646
Etat - charges à payer	0	61 813
Dettes fiscales et sociales	4 486 817	550 613

L'augmentation du poste « *DFS* » au 30 juin 2008 est intégralement liée à la TUP de *Risc Security* dans *Risc Group* (voir **note 1.1**) avec notamment l'augmentation significative de l'effectif sur la période (de 23 à 265 personnes).

Au 30 juin 2008, l'ensemble du poste « *DFS* » est à moins d'un an.

4.15 - Autres dettes & Produits constatés d'avance

	30/06/2008	31/03/2007
Clients - Remises à accorder	2 062 454	299 000
Clients créditeurs		1 083
Divers	318 735	200 000
Autres dettes	2 381 189	500 083
PCA (activité monDSI)	900 067	999 867

Les 2.062 K€ « d'avoirs à établir » sont principalement liés à l'activité commerciale apportée à *Risc Group* via la TUP de *Risc Security* et liés à des avoirs non encore établis par *Risc Group* à ses partenaires leasers sur des contrats en cours de reconduction.

Le poste « PCA » provient intégralement de l'activité *monDSI* et est lié au mode de reconnaissance du revenu sur la durée des contrats (24 / 36 mois)

4.16 – Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Risc Group a déposé une déclaration d'intégration fiscale pour elle-même et ses filiales suivantes : *eFlag*, *BESDI*, *Back Avenue*.

Sur l'exercice clos au 30 juin 2008, le déficit fiscal du groupe est de 2.130 K€ provenant à hauteur de (1.842) K€ de *Risc Group* (notamment en raison des frais d'augmentation de capital comptabilisés au débit de la prime d'émission), de +54 K€ de *BESDI* et (342) K€ de *eFlag*.

Au 30 juin 2008, le déficit reportable total du groupe s'élève à 42.676 K€.

5 –NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**5.1 - Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation**

Globalement, en raison de la fusion de *Risc Security* dans *Risc Group* et du fait de la durée exceptionnelle de 15 mois de l'exercice clos au 30 juin 2008, la comparaison des deux comptes de résultat n'est pas pertinente, d'autant que l'analytique de suivi a été remaniée à l'occasion de cette opération, avec notamment un transfert complet de l'activité de suivi client de la partie « activité RS » vers la partie « Techno » qui n'est donc pas directement comparable avec celle du 31 mars 2007.

Le compte de résultat peut néanmoins se résumer comme suit au 30 juin 2008 et au 31 mars 2007.

30/06/2008 15 mois en Keuros	Activité RS	Support gpe	monDSI	Technologie	Holding	Risc Group
CA	32 234	52	2 674	1 983	4 870	41 813
autres produits	197	19	9	819	301	1 345
Achats	-3 243	-1	-1 277	-4	-35	-4 561
Charges ext.	-5 562	-848	-244	-2 300	-4 741	-13 693
Sal. & charges	-13 042	-1 752	-500	-2 230	-2 826	-20 352
Impots	-863	-206	-70	-184	-250	-1 573
EBE	9 721	-2 736	592	-1 916	-2 681	2 978
Amortissements	-27	0	-2	-458	-530	-1 017
Provisions	5	0	-23	0	-123	-141
Autres charges					0	0
Rés. d'exploit.	9 699	-2 736	567	-2 374	-3 334	1 820

31/03/2007 12 mois en Keuros	monDSI	Technologie	Holding	Risc Group
CA	2 247	1 778	2 443	6 468
autres produits			89	89
Achats	-1 181	-798	0	-1 979
Charges ext.	-125	-650	-3 215	-3 990
Sal. & charges	-468	-417	-1 295	-2 180
Impots	-5	-9	-140	-154
EBE	468	-96	-2 118	-1 746
Amort.	-3	-45	-106	-154
Provisions	-11	0	0	-11
Autres charges			-31	-31
Rés. d'exploit.	454	-141	-2 255	-1 942

5.2. – Salaires et charges sociales

	30/06/2008	31/03/2007
Salaires bruts	14 392 335	1 550 493
Charges sociales	5 958 026	630 064
Total	20 350 361	2 180 557

L'augmentation des postes de salaires et charges sociales augmente de manière significative en raison de la TUP de *Risc Security* dans *Risc Group* et de l'augmentation de l'effectif en découlant : de 23 personnes en mars 2007 à 265 en juin 2008.

5.3 - Résultat financier

	30/06/2008	31/03/2007
Intérêts & produits assimilés	697 160	153 217
Reprises sur prov. pour éléments financiers	375 249	0
Autres produits financiers	25 667	68 910
Produits financiers	1 098 076	222 127
Intérêts bancaires & assimilés	82 708	139 155
Intérêts sur obligations	85 749	66 793
Dot. aux amorts / primes remboursement OC	39 760	31 808
Abandon de créances	885 455	0
Divers	10 661	1 408
Charges financières	1 104 333	239 164
Résultat financier	-6 257	-17 037

Les « *intérêts et produits assimilés* » correspondent aux produits réalisés sur les placements de trésorerie disponible sur la période.

« *L'abandon de créance* » de 885 K€ a été réalisé au profit de la filiale italienne, dans le cadre de la relance de l'activité du groupe dans ce pays (voir **note 1.13**), qui nécessitait juridiquement de remettre les capitaux propres de la société à zéro pour la réactiver. Cet abandon est compensé par la reprise de provision constatée en produits financiers pour 375 K€.

5.4 - Résultat exceptionnel

	30/06/2008	31/03/2007
Produits de cessions d'actifs corporelles	588 808	124 229
Divers	247 461	64 931
Reprises sur prov. pour éléments exception.	212 253	0
Produits exceptionnels	1 048 522	189 160
	31/03/2007	31/03/2006
Pénalités de retard	17 949	562
Litiges commerciaux & prud'homaux	60 493	0
VNC immob. incorp & corp. cédées	535 024	114 778
Divers	98 655	0
Dotations aux provisions pour risques	331 547	0
Charges exceptionnelles	1 043 668	115 340
Résultat exceptionnel	4 854	73 820

Les « *produits de cession d'actifs* » comprennent deux lease-back, le premier pour passer sous contrat de location évolutive du matériel informatique et bureautique (110 K€), le second pour passer sous contrat de crédit-bail du matériel informatique d'infrastructure (309 K€). Le solde d'environ 100 K€ correspond à la refacturation au propriétaire du nouveau siège social d'une partie des travaux d'installation du siège.

Le montant de 535 K€ du poste « *VNC immos corporelles cédées* » reprend la valeur nette comptable de ces immobilisations.

Les « *produits exceptionnels divers* » correspondent à la non restitution au sous-locataire du siège de Gennevilliers du dépôt de garantie reçu, en contrepartie des travaux de remise en état.

La reprise de provision de 212 K€ correspond à des litiges prud'homaux terminés sur la période. Il a été réglé sur la période 54 K€ au titre de ces litiges et de nouvelles provisions ont été constatées pour 300 K€ pour couvrir d'éventuels nouveaux risques.

5.5 - Charge d'impôt

NA.

Voir **note 4.15**.

6 – AUTRES INFORMATIONS

6.1 – Ventilation de l'effectif

L'effectif de la société est de 236 personnes au 30 juin 2008 contre 23 au 31 mars 2007. Cette variation s'explique par la TUP de *Risc Security* dans *Risc Group*.

	juin-08	mars-07
Holding	5	8
MonDSI	5	5
Technologie	11	10
Métiers support	35	
Commerce	180	
Total	236	23

Au 30 juin 2008, le volume d'heures au titre du DIF (Droit individuel de formation) est de 7.538 heures.

6.2 – Organes de direction

Le montant global des rémunérations brutes allouées au titre de l'exercice aux membres du conseil d'administration a été de 190 K€ sur 15 mois (limité au Secrétaire Général, nommé administrateur le 18/12/06), sur lesquelles ont été payées 80 K€ de charges sociales patronales. Le Président Directeur Général n'est pas salarié du groupe et a facturé au groupe 645 K€ d'honoraires sur 15 mois (incluant les charges sociales) par sa société de management au titre de son mandat social.

Il est contractuellement prévu avec le Président Directeur Général qu'en cas de révocation ou de rupture du contrat de travail autre que pour faute lourde ou faute grave, le Président Directeur Général sera indemnisé selon les conditions suivantes : préavis minimum de 12 mois et versement d'une indemnité de 420 K€.

La rémunération des administrateurs indépendants du conseil d'administration sur la période a été de 15 K€ (dans le cas où l'administrateur est membre d'un comité) ou de 5 K€ (dans le cas où l'administrateur n'est pas membre d'un comité). Les autres administrateurs ne perçoivent aucune rémunération et ne se voient pas attribuer d'options de souscription d'actions.

Les membres actuels et anciens du conseil d'administration ne bénéficient d'aucun plan de retraite ou indemnités assimilées ni d'aucun crédit ou avance.

6.3 – Crédit Bail & locations

Contrats de Crédit Bail

Au cours de l'exercice, *Risc Group* a signé un nouveau contrat de crédit bail pour financer du matériel informatique lié à la production (baies de stockage et serveurs). Il a été remboursé sur la période 3 contrats existants au 31 mars 2007.

Au 30 juin 2008, les montants réglés sur la période et les soldes restant à rembourser sur les contrats en cours sont les suivants :

en K€

date début	capital à remb.	payé au 31/03/07	payé sur l'année	solde à payer	moins d'un an	plus d'un an
01/12/2005	258	93	107	58	58	
01/08/2006	184	41	77	66	61	5
01/05/2007	914	62	293	559	305	254
25/06/2008	379	0	0	379	126	253
	1 735	196	477	1 062	550	512

Si les biens loués au titre des contrats ci-dessus avaient été acquis par l'entreprise, les valeurs d'acquisition et les amortissements qui auraient été pratiqués sont résumés dans le tableau ci-dessous.

en K€

date début	Valeur d'origine.	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		De l'exercice	Cumulées	
01/12/2005	223	74.	173	50
01/08/2006	173	38	95	78
01/05/2007	864	264	264	600
25/06/2008	356	0	0	356
	1 616	376	532	1 084

La valeur d'origine du bien est celle au moment de la signature du contrat.

Le mode d'amortissement retenu est linéaire sur une durée de 4 ans.

L'amortissement cumulé est la somme des amortissements des exercices antérieurs et de la dotation de l'exercice.

Contrats de location simple

Au 30 juin 2008, le montant des engagements de *Risc Group* sur ses contrats de location simple s'élève :

- pour les locations de véhicules sous contrat de location longue durée 36 mois à 976 K€ à moins d'un an et à 350 K€ à plus d'un an ;
- pour les locations de immobilières à 873 K€ à moins d'un an et à 2.903 K€ à plus d'un an.

Risc Group loue les locaux de son siège social à Boulogne Billancourt pour un montant annuel de 550 K€ sur la base d'un bail 6/9 qui a pris effet en juin 2007

6.4- Plans d'options de souscription d'actions

Sur la période d'avril 2007 à juin 2008, 5.781.346 options de souscriptions d'actions (avant regroupement) ont été exercées en application du plan n°5 (voir **note 4.9**).

Le plan n°5 a été lancé en 2005 pour intéresser certains managers au développement du groupe, aucun manager n'ayant à cette date de participation dans la société. Les caractéristiques de ce plan et le solde d'options exerçables à ce jour sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Plan n°5 T1	
Date d'assemblée	30/09/2004
Date du conseil d'administration	06/10/2005
Nbre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	1 450 000

dont le nbre pouvant être souscrites ou achetées	
- par les mandataires sociaux	850 000
- par les dix premiers salariés attributaires	600 000
Point de départ d'exercice des options	07/10/2006
	07/10/2007
	07/10/2008
Date d'expiration	05/10/2011
Prix d'exercice	1,0€
Prix d'exercice ajusté	0,9€
Nombre d'actions souscrites au 30/06/08	1 312 500
Options de souscriptions annulées sur la période	0
Options de souscriptions d'actions restantes	137 500

Dans l'hypothèse où la totalité des 137.500 options de souscription d'actions pouvant être exercées serait exercée, l'effet dilutif serait d'environ 0,19 % sur la base du nombre d'actions de 73.209.157 au 30 juin 2008.

6.5- Plan d'actions gratuites

Au titre du plan n°1 du 27 avril 2006, 4.417.248 actions ont été émises le 27 avril 2008 (voir **note 1.12**) au bénéfice de 27 salariés du groupe. Ces actions ne peuvent pas être cédées avant une période de détention de 2 ans, soit pas avant le 27 avril 2010.

Au titre du plan n°2 du 27 juillet 2006, 783.200 actions ont été émises le 27 juillet 2008 (voir **note 2.1**) au bénéfice du Président du groupe. Ces actions ne peuvent pas être cédées avant une période de détention de 2 ans, soit pas avant le 27 juillet 2010.

Le résumé des autres plans en cours est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°3	Plan n°4	Plan N°5
date de l'assemblée générale	12/07/2007	12/07/2007	12/07/2007
date du conseil d'admin.	28/03/2007	08/11/2007	23/04/2008
nb d'actions attribuables	308 000	110 000	350 000
nb de salariés concernés	3	3	1
date d'attribution théorique	28/03/2009	08/11/2009	23/04/2010

Dans l'hypothèse où la totalité des 768.000 actions gratuites pouvant être exercées seraient émises, l'effet dilutif serait d'environ 1,05 % sur la base du nombre d'actions de 73.209.157 au 30 juin 2008.

6.6 – Actions propres

Au 30 juin 2008, *Risc Group* ne détient aucune de ses propres actions.

Aucune action n'a été acquise ou cédée sur l'exercice dans le cadre de programmes de rachats d'actions ou de contrat de liquidité.

6.7 – Engagements hors bilan

Dans le cadre de l'emprunt obligataire, toute exigibilité anticipée d'une dette d'emprunt d'un montant supérieur à 250 K€ peut entraîner l'exigibilité du remboursement de la totalité des obligations convertibles.

Risc Group garantit à hauteur de 270 K€ sa filiale espagnole dans le cadre des engagements de location de voiture de cette dernière.

Risc Group garantit à hauteur de 50 K€ sa filiale italienne dans le cadre de divers engagements pris par cette dernière dans le cadre de la relance de son activité (voir **note 1.13**).

Risc Group est susceptible de verser un complément de prix d'un montant maximum de 625 K€ en juin 2009 et de 625 K€ en juin 2010 en fonction du chiffre d'affaires et du résultat réalisés par sa filiale *Clunk Click* acquise en juin 2008 (voir **note 1.14**).

6.8 – Tableau des filiales et participations

Société	VB titres	VN Titres	QP capital détenu	Capital	Réserves & RàN	Résultat dernier ex.	Chiffre d'aff. dernier ex.	Dividendes encaissés	Prêts cons. non remb.	Cautions et avals	Observations
eFlag (ex Xsupport)	7 622	7 622	100,00%	9 000	-61 644	-331 014	618 765	0	258 044	NA	9 mois d'activité
RS Belgique	1 750 000	1 750 000	100,00%	1 750 000	264 465	-325 944	11 556 410	0	0		exercice de 15 mois
RS Allemagne	152 000	152 000	98,00%	160 000	-2 769 310	150 804	6 619 146	0	32 000		exercice de 15 mois
RS Espagne	30 000	30 000	100,00%	30 000	202 052	232 052	4 499 292	0	69 505		exercice au 31/03/08
RS Italie	200 000	50 000	100,00%	50 000	45 752	-232 610	105 566	0	20 000		1 mois d'activité
RS Suisse	60 248	60 248	100,00%	60 248	0	16 810	460 137	0	21 918		6 mois d'activité
BESDI	1 000 000	1 000 000	100,00%	37 000	88 106	29 695	2 591 517	0	2 033 746	NA	exercice de 15 mois
Backup Avenue	6 945 184 34 778	6 945 184	100,00%	1 920 275	-833 215	796 878	2 994 857	0	24 365	NA	exercice de 18 mois
Ornis	274	34 778 274	100,00%	2 104 190	-912 027	1 355 913	22 441 235	0	0	NA	exercice de 18 mois
Normaction	2 321 927	2 321 927	17,00%	356 008	7 040 693	401 993	26 358 258	25 666	0	NA	exercice au 31/12/07
Clunk Click	3 324 705	3 324 705	100,00%	1	100 932	95 228	1 070 524	0	0	NA	exercice au 28/02/08



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 36.996.185 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2008</p>
--

2 – Comptes consolidés du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008

RISC GROUP

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 36.996.185 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>COMPTES CONSOLIDES couvrant la période de 15 mois du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008</p>
--

A – Bilan consolidé au 30 juin 2008

B – Compte de résultat consolidé du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008

C – Tableau de variation des capitaux propres
du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008

D – Tableau des flux de trésorerie sur la période
du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008

E – Evènement post clôture

F – Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2008

1. Faits marquants de la période
2. Faits postérieurs au 30 juin 2008
3. Principes comptables
4. Evolution du périmètre et méthodes de consolidation
5. Notes sur le bilan consolidé au 30 juin 2008
6. Information sectorielle et notes sur le compte de résultat consolidé au 30 juin 2008
7. Autres informations

Risc Group
Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008

A – Bilans consolidés au 30/06/08 et au 31/03/07

<i>en euros</i>	30/06/2008	31/03/2007	<i>en euros</i>	30/06/2008	31/03/2007
Actif non courant			Capital	36 604 579	18 173 751
Ecart d'acquisition	51 714 436	4 795 803	Primes	96 888 382	58 947 175
Immob. incorporelles	2 827 549	1 033 010	Réserves consolidées	-59 982 008	-63 929 900
Immob. corporelles	5 485 509	1 583 779	Résultat	5 388 570	2 090 947
			Capitaux Propres Gpe	78 899 523	15 281 973
Immob. Financières	3 400 143	955 191	minoritaires	-81 641	-84 657
Impôt diff. Actif	0	0	Passif non courant		
Actif courant			Prov. non courantes	131 750	43 750
Stocks	687 289	479 715	Dettes plus d'un an	52 028 531	31 823 008
Clients	94 891 120	59 536 218	Impôt différé passif	0	0
Autres actifs courants	6 476 583	1 790 277	Passif courant		
			Provisions courantes	899 268	917 783
Disponibilités	19 794 080	10 500 150	Fournisseurs	9 006 468	3 655 084
			Autres passifs courants	17 205 996	8 483 124
			Emprunts et banques CT	27 186 814	20 554 078
TOTAL ACTIF	185 276 709	80 674 143	TOTAL PASSIF	185 276 709	80 674 143

Note (1) : Voir section E

Risc Group

Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008

**B – Compte de résultat consolidé du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008
et du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007**

<i>en euros</i>	15 mois	12 mois
	30/06/2008	31/03/2007
PRODUIT DES ACTIVITES ORDINAIRES	86 178 478	39 293 459
Achats	-11 749 633	-3 535 920
Charges externes	-23 583 382	-10 177 134
Charges de personnel	-35 893 960	-17 866 223
Rémunération en actions (IFRS 2)	-1 851 538	-1 281 264
Impôts et Taxes	-1 970 443	-1 107 894
Amortissements	-2 465 142	-1 194 836
Provisions	-956 509	-449 033
Autres produits et charges opérationnels	1 214 671	1 210 308
Résultat des cessions d'actifs	0	0
Perte de valeur	0	0
RESULTAT OPERATIONNEL	8 922 542	4 891 463
Produits financiers	1 114 785	273 485
Coûts de l'endettement financier brut	-9 091 534	-5 794 911
Effets d'actualisation	4 780 832	2 788 097
RESULTAT FINANCIER	-3 195 917	-2 733 329
Charge d'impôt	-329 468	-58 950
RESULTAT NET	5 397 157	2 099 184
Intérêts minoritaires	-8 587	-8 237
RESULTAT NET part du groupe	5 388 570	2 090 947
nombre d'actions	73 209 157	363 475 010
Résultat par action	0,074	0,006
Résultat dilué par action	0,073	0,005

Risc Group

Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008

C – Tableau de variation des capitaux propres

<i>en Keuros</i>	Capital	Primes	Réserves. consolidées	Ecart conversion	Résultat	Cap. propres
au 31/03/07	18 174	58 947	-63 930	0	2 091	15 282
résultat 31/03/07			2 091		-2 091	0
aug capit./ apport BUA	1 071	4 758				5 829
aug capit. / St.Options.	289	417				706
aug capital août 2007	14 862	34 973				49 835
conversion OC						0
écart conv suisse				5		5
aug cap. / actions grat.	2 209	-2 209				0
IFRS 2			1 852			1 852
résultat 30/06/08					5 389	5 389
au 30/06/08	36 605	96 888	-59 987	5	5 389	78 899

Notes sur la variation des capitaux propres :

1) L'acquisition de la société *Backup Avenue (BUA)* début juillet 2007 a été rémunérée par l'émission de 21.428.572 actions nouvelles (voir **note 1.4** de l'annexe).

2) Risc Group a lancé fin juillet 2007 une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription pour un montant total brut de 53.502.K€, qui après imputation des frais sur la prime d'émission, a généré une augmentation nette des capitaux propres de 49.835.K€. (voir **note 1.6** de l'annexe)

3) Le retraitement lié à l'application de la norme IFRS 2 est la contrepartie de la charge passée au compte de résultat consolidé en charges de personnel – rémunération en actions, destinée à comptabiliser au compte de résultat l'avantage accordé aux salariés bénéficiaires de ces actions gratuites (voir **note 6.3** de l'annexe).

4) L'augmentation de capital liée aux actions gratuites provient de la création de 4.417.248 actions émises en avril 2008 (voir **note 1.13** de l'annexe).

Risc Group
Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008

D – Tableau des flux de trésorerie

<i>en Keuros</i>	31/03/07 12 mois	30/06/08 15 mois
Trésorerie à l'ouverture	-2 432	8 316
<u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u>		
Résultat net des sociétés intégrées	2 091	5 389
extourne rémunération en actions IFRS 2	1 281	1 852
dot.& reprises / amort et prov. d'exploitation	-2 764	663
Variation des impôts différés	0	0
Amortissement des écarts d'acquisitions	0	0
Plus-values de cession, nettes d'impôt	0	0
Capacité d'autofinancement	608	7 903
Variation du besoin en fonds de roulement (note D2)	-10 586	-30 027
A - Flux de trésorerie liés à l'activité	-9 978	-21 238
<u>Flux de trésorerie liés aux opér. d'investissement</u>		
Acquisitions d'immobilisations (note D3)	-816	-5 999
Dettes sur immobilisations	-5	0
Incidence des variations de périmètre (note D4)	-4 795	-37 687
Cession d'immobilisations nettes d'impôt	0	0
B - Flux de trésorerie lié aux investissements	-5 616	-44 572
<u>Flux de trésorerie liés aux opér. de financement</u>		
Augmentation de capital	17 442	50 371
Variation emprunts IAS 39	9 135	24 890
Emission d'emprunts	0	951
Remboursement d'emprunts	-235	-624
C - Flux de trésorerie lié au financement	26 342	75 588
Variation de trésorerie nette (A + B + C)	10 748	9 777
Trésorerie à la clôture (note D1)	8 316	18 093

Notes complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie :

Sur la période, le groupe a dégagé une capacité d'autofinancement de +7,9 M€, composée d'un résultat net de +5,3 M€ ajusté de +0,67, M€ de dotations aux amortissements / provisions et de +1,8 M€ de charges IFRS2 non décaissées (voir **note 6.3** de l'annexe).

Les augmentations de capital réalisées sur la période ont généré un encaissement net de 50,4 M€ (voir **note 1.6** de l'annexe & **section C** sur la variation des capitaux propres).

Les augmentations des emprunts sont justifiées à hauteur de +24,9 M€ par le retraitement des dettes leasers en application d'IAS 39 (voir **section E**).

Hors ce retraitement, l'augmentation des emprunts se justifie par l'application de la norme IAS 17 sur les contrats de locations financières lancés sur la période (+0,95 M€) et la diminution des emprunts par le remboursement réalisé par *Ornis* de la première échéance de son emprunt moyen terme (-0,6 M€).

Notes sur le tableau de flux de trésorerie

en Keuros

D1 - Composantes de la trésorerie	31/03/07	30/06/08
Disponibilités (a)	10 500	19 794
Postions bancaires créditrices	-758	-1 104
Dette CT sur loc fin	-772	-475
Financements divers	-654	-122
Emprunts et dettes financières CT (b)	-2 184	-1 701
Trésorerie à la clôture du tableau de financement	8 316	18 093

D2 - Variation du besoin en fonds de roulement	31/03/07	30/06/08
Besoins : (-)		
Variation des stocks	-390	-145
Variation des comptes clients	-2 294	-6 443
Variation comptes clients IAS 18/39	-8 481	-26 197
Variation des autres créances	954	-1 266
Variation autres créances IAS 18/39	-1 508	-1 349
Variation des fournisseurs	903	2 406
Variation des autres dettes	230	2 968
Variation du besoin en fonds de roulement	-10 586	-30 027

D3 - Acquisitions d'immobilisations	31/03/07	30/06/08
Besoins : (-)		
Immobilisations incorporelles	-375	-733
Immobilisations corporelles	-372	-2 918
Immobilisations financières (hors participations)	-69	-2 349
Acquisitions d'immobilisations	-816	-5 999

D4 - Incidence des variations de périmètre	31/03/07	30/06/08
Prix d'acquisition (a)	4 795	42 544
Dont décaissé (b)	-4 795	42 544
Dette contractée (c = a - b)	0	0
trésorerie acquise (d)	0	4 857
Incidence des variations de périmètre (e = d - b)	-4 795	-37 687

Notes complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie :

D2) La variation de besoin en fonds de roulement de (30) M€ est justifiée à hauteur de (27,5) M€ par le retraitement IAS 18/39 sur la créance client et les autres créances (voir **section E**).

Hors ce retraitement, elle est ramenée à (2,5) M€ et justifiée essentiellement par l'augmentation du poste clients au 30 juin 2008, suite à l'activité commerciale très soutenue sur ce dernier mois.

D3) Les investissements en immobilisations correspondent à hauteur de (0,7) M€ à des immobilisations incorporelles (dont le logiciel CRM) et à hauteur de (2,9) M€ à des immobilisations corporelles, dont (0,9) M€ liées au déménagement du siège social à Boulogne Billancourt (voir **note 1.8** de l'annexe), le solde de 2 M€ correspondant à des investissements liés à l'exploitation (baies de stockage et serveurs).

Les investissements en immobilisations financières correspondent à la participation prise par Risc Group à hauteur de 17% dans le capital de la société *Normaction* (voir **note 1.12** de l'annexe)

D4) Les acquisitions réalisées sur la période ont entraîné un décaissement net (prix d'acquisition moins trésoreries acquises) de (37,7) M€, dont (33,3) M€ concernant *Ornis* (voir **note 1.7** de l'annexe) et 3,3 M€ concernant *Clunk Click* (voir **note 1.15** de l'annexe).

Risc Group

Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008

E – Evènement post clôture

Renégociation des conventions avec les leasers et révision du retraitement historique IAS 18/39 aux opérations de cessions de contrats aux leasers

Lors de la transition aux normes IFRS validée en mai 2006, l'application des normes IAS 18 & 39 aux opérations de cessions des contrats clients par les filiales *Risc Security* à leurs partenaires leasers avait entraîné la constatation d'ajustements de consolidation significatifs.

L'analyse des transactions du groupe avec ses partenaires au regard de la norme IAS 39 ne permettait pas de conclure que « pratiquement tous les risques et avantages étaient transférés au cessionnaire », notamment en raison des rachats potentiels de contrats qui pouvaient être effectués à la demande des leasers. En conséquence, les créances cédées aux leasers devaient être conservées au bilan avec en contrepartie une dette financière vis-à-vis des leasers.

Ces deux retraitements bien que sans aucun effet de trésorerie, présentaient deux impacts très significatifs sur les comptes du groupe :

- 1) un effet d'ajustement sur le résultat consolidé lié au différentiel d'actualisation de la créance par rapport à la dette ; cet ajustement étant positif en cas de croissance d'activité et négatif en cas de décroissance ;
- 2) un effet d'alourdissement très significatif du poste clients et du poste de dette financière au bilan consolidé, ce dernier effet étant très préjudiciable dans la lecture de la situation financière du groupe.

Fort de la qualité retrouvée de son activité et de la baisse drastique des rachats de contrats constatée sur les 24 derniers mois (voir **note 1.16**), le groupe a donc entrepris sur l'exercice écoulé une refonte des conventions de financement avec ses partenaires leasers et a ainsi pu signer de nouveaux accords en septembre 2008.

Ces nouveaux accords stipulent que le risque financier est intégralement transféré au leaser et qu'en aucun cas, il ne peut être demandé à *Risc Group* de racheter les contrats cédés en cas de défaillance financière du client final. Ces nouveaux accords s'appliquent aussi bien aux contrats signés à compter de la date de signature de l'accord qu'aux contrats signés antérieurement. Ils couvrent donc l'ensemble des contrats clients de la société.

Sur la base de ces nouveaux accords, en raison du transfert de « *pratiquement tous les risques et avantages aux leasers* », il a été jugé que le retraitement IAS 39 historique décrit ci-dessus n'a plus à être effectué.

Les prochains comptes consolidés publiés seront donc présentés sans ces retraitements.

Les positions bilancielle qui auraient été affichées si le retraitement IAS 39 décrit précédemment n'avait jamais été appliqué sont présentées dans la colonne « recalculé » du bilan ci-dessous.

<i>en euros</i>	30/06/08	30/06/08 Recalculé	31/03/07	<i>en euros</i>	30/06/08	30/06/08 Recalculé	31/03/07
Actif non courant				Passif non courant			
Ecarts d'acquisition	51 714 436		4 795 803	Capital	36 604 579		18 173 751
Immob. incorporelles	2 827 549		1 033 010	Primes	96 888 382		58 947 175
Immob. corporelles	5 485 509		1 583 779	Réserves consolidées	-59 982 008		-63 929 900
Immob. Financières	3 400 143		955 191	Résultat	5 388 570		2 090 947
Impôt diff. Actif	0		0	Capitaux Propres Gpe	78 899 523		15 281 973
Actif courant				minoritaires	-81 641		-84 657
Stocks	687 289		479 715	Provisions non courantes	131 750		43 750
Clients	94 891 120	15 689 706	59 536 218	Dettes plus d'un an	52 028 531	4 870 461	31 823 008
Autres actifs courants	6 476 583	5 557 259	1 790 277	Impôt différé passif	0		0
Disponibilités	19 794 080		10 500 150	Passif courant			
TOTAL ACTIF	185 276 709		80 674 143	Provisions courantes	899 268		917 783
				Fournisseurs	9 006 468		3 655 084
				Autres passifs courants	17 205 996		8 483 124
				Emprunts et banques CT	27 186 814	1 675 175	20 554 078
				TOTAL PASSIF	185 276 709		80 674 143

Ce retraitement conduira en outre à prendre immédiatement en résultat les coûts financiers liés aux opérations de financement auprès des leasers sur l'encours existant, qui autrement auraient été étalés sur la durée de vie des créances.
Ce retraitement sera sans effet de trésorerie.

Risc Group

Comptes consolidés couvrant la période du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008

F – Annexe aux comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2008

Tous les chiffres présentés sont en euros, sauf mention particulière.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 13 octobre 2008.

1 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

1.1 Transmission universelle du Patrimoine (T.U.P) de Risc Security France à sa société mère Risc Group

Dans le cadre de la restructuration juridique du groupe, *Risc Group* a réalisé sur le premier semestre de l'exercice 2007-2008 la Transmission Universelle de Patrimoine à son profit de sa filiale détenue à 100% *Risc Security SA* (ex-*Adhersis*).

L'ensemble fusionné regroupe ainsi la structure historique cotée et la principale société opérationnelle du groupe, avec tout le secteur de vente directe aux TPE-PME et tous les moyens de production du groupe.

BESDI développe de son côté avec l'apport d'*ITEMOS* (voir point 1.3) le secteur de vente indirecte du groupe à destination des TPE-PME.

1.2 Acquisition de la société *Linone* et lancement de la Risc Box (mai 2007)

Risc Group a acquis le 27 mai 2007 par l'intermédiaire de sa filiale *BESDI* (Banque Européenne de Sauvegarde de Données Informatiques) la totalité des titres de la société *Linone*, déjà détenue à hauteur de 50% par *BESDI*.

L'acquisition du solde de 50% a été réalisée sur la base d'un prix de 100 K€ avec un premier paiement de 50 K€ à la signature, le solde ayant été réglé en octobre 2007. Un complément de prix a été réglé à hauteur de 30 K€ en 2008.

Concepteur d'une plateforme technologique unique de mobilité et de sécurité à destination des TPE-PME, *Linone* a développé une offre unique de « boîtier » multifonctions, combinant des services de mobilité et de sécurité informatique adaptés au marché des TPE-PME.

Cette plateforme basée sur de l'open source a la capacité de livrer une solution « all in one » pour des TPE-PME soucieuses de confier à un prestataire tel que *Risc Group* ses services de mobilité (accès distant VPN SSL) et de sécurité informatique (Backup local et distant, firewall, antivirus...).

Risc Group a vu dans cette approche une réponse évidente à la problématique des chefs d'entreprises, et s'est appuyé sur cette technologie pour lancer une offre innovante à destination de son marché de TPE-PME.

Cette offre, déployée sous le nom « RISC BOX », a été lancée dès le mois de Juin 2007 dans l'ensemble des réseaux commerciaux du groupe en France.

Linone réalisait l'essentiel de son chiffre d'affaires avec *BESDI* et son activité a été complètement transférée sur le groupe via le développement commercial de la RISC BOX.

1.3 Acquisition du groupe *ITEMOS* (juin 2007)

Risc Group, par l'intermédiaire de sa filiale *BESDI* (Banque Européenne de Sauvegarde de Données Informatiques), a acquis fin juin 2007 le groupe *ITEMOS*. Ce groupe basé en région Lyonnaise et constitué de 4 sociétés (*ITEMOS*, *ATEMPORIS*, *ITEMOS IDF* et *ASCOMEDIA*), développe une double activité de sécurité informatique et de « web services » à destination des TPE-PME.

Son portefeuille de plus de 400 clients, dont quelques grands comptes nationaux, vient étoffer le parc clients de *BESDI*, et sa présence en région lyonnaise permettra de poursuivre le maillage du réseau commercial de *BESDI*.

Cette acquisition stratégique est accompagnée par l'arrivée au sein de *BESDI* du manager du groupe *ITEMOS*, qui a rejoint l'entreprise en tant que Directeur Général Adjoint.

L'intégration de ce groupe va consolider le secteur de vente indirecte de *Risc Group*, notamment géographiquement avec le positionnement historique d'*ITEMOS* sur la région de Lyon.

ITEMOS a réalisé un chiffre d'affaires de 1 M€ sur son dernier exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2006.

ITEMOS est consolidée dans les comptes annuels de *Risc Group* sur 12 mois, du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008, générant une contribution au chiffre d'affaires de 1,4 M€ et un écart d'acquisition de 1,1 M€.

1.4 Acquisition de la société Backup Avenue (juillet 2007)

Le conseil d'administration a approuvé dans sa séance du 3 juillet 2007 l'apport à *Risc Group* de 100% des actions de la société *Backup Avenue*.

Cette acquisition évaluée à 6,5 M€ a été rémunérée par l'émission de 21.428.572 actions nouvelles et le versement d'une soulte de 500 K€ en numéraire.

Backup Avenue est la première entreprise en Europe à avoir développé une technologie propriétaire et des savoir-faire spécifiques afin d'intégrer le logiciel référence « *IBM Tivoli Storage Manager* » dans un service de sauvegarde informatique en ligne sur internet. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 million d'euros sur son dernier exercice clos le 31 décembre 2006.

Cette acquisition va permettre à *Risc Group* de se positionner sur le segment des Grands Comptes, encore non adressé par le groupe, et compléter ainsi son approche globale du marché de la sauvegarde informatique en ligne.

Backup Avenue est consolidée dans les comptes annuels de *Risc Group* sur 12 mois du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008, générant une contribution au chiffre d'affaires de 2,2 M€ et un écart d'acquisition de 5,6 M€.

1.5 Changement de date de clôture

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 12 juillet 2007 a décidé de modifier les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social qui seront dorénavant respectivement le 1^{er} juillet et le 30 juin de chaque année. Cette modification des dates de l'exercice social va permettre un meilleur équilibre avec le cycle d'activité de la Société.

L'exercice social 2007-2008 a donc une durée exceptionnelle de 15 mois, du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008.

1.6 Augmentation de capital de 53,5 millions d'euros du 28 août 2007

Le conseil d'administration s'est réuni le 28 août 2007 afin de constater le montant des souscriptions reçues dans le cadre de l'augmentation de capital d'un montant de 53.502.034,32 € réalisée par l'émission de 297.233.524 actions nouvelles émises à une valeur de 0,18 euro chacune (pour un nominal de 0,05 €).

Sur les 297.233.524 actions émises, 212.832.990 actions ont été souscrites à titre irréductible par les titulaires de droits préférentiels de souscription pendant la période souscription et le conseil d'administration a en conséquence attribué le solde disponible de 84.400.534 actions non souscrites.

Le capital de la société après cette opération a été porté à 34.395.922,60 euros, divisé en 687.918.452 actions de même catégorie.

Après imputation des frais de conseil, d'avocat et d'audit, le produit net encaissé de l'augmentation de capital s'élève à 49,8 M€.

1.7 Acquisition du groupe ORNIS (septembre 2007)

Risc Group a acquis le 25 septembre 2007 100% du groupe *Ornis*, spécialiste de l'infogérance et des applications en mode hébergé.

Cette acquisition a été réalisée en numéraire pour un montant de 34,8 M€, entièrement financé sur le produit de l'augmentation de capital de 53,5 M€ réalisée en août 2007.

Créé en 1999, *Ornis* est devenu un opérateur de services informatiques « *net generation* », offrant aujourd'hui une gamme de services d'infrastructures, de (télé)communications et d'applicatifs en mode hébergé (ASP) ou « *Software as a Service* » (SaaS), qui répond parfaitement à la nouvelle demande croissante d'externalisation de services des entreprises.

Le groupe s'est renforcé fin 2006 et début 2007 par l'acquisition d'*Externall*, spécialiste de l'infogérance experte, et de *G3 Net*, distributeur de solutions Télécoms IP.

Propriétaire de son infrastructure et labellisé « *opérateur télécom* », *Ornis* a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 17M€ en 2006 (période de 12 mois) pour un résultat net supérieur à 1 M€, et emploie 112 salariés (92 au moment de l'acquisition).

Ornis est consolidée dans les comptes annuels de Risc Group sur 9 mois du 1^{er} octobre 2007 au 30 juin 2008, générant une contribution au chiffre d'affaires de 17,8 M€ et un écart d'acquisition de 33,2 M€. Un complément de prix de 1,7 M€ a été payé par *Ornis* en janvier 2008 sur l'acquisition d'*External*.

1.8 Transfert du siège social

Le Conseil d'administration du 8 novembre 2007 a décidé le transfert du siège social de la société au 7/11 rue Castéja à Boulogne-Billancourt (92100).

Ce transfert a généré sur l'exercice 2007-2008 des charges non récurrentes de l'ordre de 600 K€ (frais de déménagement et de double loyer ponctuel).

1.9 Lancement de la filiale eFlag

eFlag est un nouvel opérateur de services de vidéosurveillance sur IP pour les PME. La société propose des services managés permettant de rester en contact visuel avec son bureau, ses locaux, ses sites distants, depuis un simple navigateur web ou via un Smartphone 3G.

eFlag est une filiale de Risc Group qui a été incubée pendant 6 mois avant son lancement en octobre 2007. Elle facture des matériels et des redevances à ses distributeurs en fonction du nombre de caméras managées.

Son chiffre d'affaires sur 9 mois à fin juin 2008 est de 0,6 M€ pour un résultat négatif de (0,3) M€.

1.10 Regroupement des actions Risc Group

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 12 juillet 2007 a approuvé le regroupement de 10 actions *Risc Group* en 1 action nouvelle et a donné tous pouvoirs au Conseil d'administration pour mettre en œuvre cette décision. Le Conseil d'administration, dans sa séance du 8 novembre 2007, a décidé que le regroupement des actions interviendrait le 28 novembre 2007, date à laquelle seront cotées les nouvelles actions *Risc Group*.

Ce regroupement d'actions vise à permettre à la Société de retrouver un cours plus conforme aux standards de marché ainsi qu'à réduire la volatilité intrinsèque du titre induite par la valeur actuelle de l'action.

En conséquence, le nombre de titres Risc Group en circulation a été divisé par 10 et est passé de 687.918.460 à 68.791.846.

1.11 Lancement d'une nouvelle filiale en Suisse

Risc Group a lancé en janvier 2008 une nouvelle filiale en Suisse à Nyons, près de Genève, sur le modèle *Risc Security* du pôle TPE-PME.

Risc Security Suisse a été placée sous la houlette d'un directeur de région français, précédemment responsable de la région Sud Est de la France et qui a été promu Country Manager à l'occasion de la création de cette nouvelle filiale.

Le démarrage de cette nouvelle entité est prometteur avec près de 0,46 M€ de chiffre d'affaires réalisé à fin juin 2008 avec une équipe locale de 9 personnes.

1.12 Prise de participation dans le capital de la société Normaction

Faisant suite à l'autorisation donnée par l'assemblée générale de *Normaction* le 8 février 2008; *Risc Group* a souscrit le 28 février 2008 à une augmentation de capital réservée pour un montant de 1,9 M€ et a acquis des actions pour un montant de 0,3 M€, et détient aujourd'hui 17,5% du capital de *Normaction*.

Cette prise de participation stratégique va s'accompagner d'un partenariat commercial entre les deux groupes par lequel *Normaction* va distribuer le produit de Téléphonie sur Internet (ToIP) développé par *Ornis*, qui pourra bénéficier par ailleurs du savoir-faire reconnu de *Normaction* dans le domaine de la téléphonie « entreprise », autour de la présélection, du dégroupage et de la fourniture de PABX.

Par la suite, *Risc Group* aura la faculté de renforcer sa participation au moyen de l'exercice de bons de souscription d'actions (BSA) attachés aux actions émises dans le cadre de l'augmentation de capital et d'une option d'achat qui lui serait consentie par Jean-Marc Amouroux, Président fondateur de *Normaction* ainsi que deux autres actionnaires historiques portant sur 671.114 actions de la société (BSA et option d'achat courant sur 24 mois).

A l'issue de cette deuxième étape, *Risc Group* pourrait détenir une participation dans *Normaction* et des droits de vote supérieurs à 50%. En cas d'exercice de l'option d'achat, et en application de la réglementation boursière, *Risc Group* déposerait alors auprès de l'AMF une garantie de cours visant les actions de *Normaction*.

1.13 Augmentation de capital par émission de 4.417.248 actions gratuites

Le 28 avril 2008, en application du plan d'actions gratuites d'avril 2006 ont été créées et émises 4.417.248 actions nouvelles au profit de 27 salariés du groupe, soit une augmentation de capital de 2.208.624 euros par imputation sur la prime d'émission.

Ces 4.417.248 actions ne pourront pas être cédées par leurs bénéficiaires avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 27 avril 2010.

Avec l'émission de ces actions gratuites, le management du groupe détient désormais environ 10 % du capital de la société.

Après la création de 63 nouvelles actions en mars 2008 par conversion d'obligations convertibles, le capital de la société est désormais de 36.604.578,50 euros, divisé en 73.209.157 actions entièrement libérées.

1.14 Relance de la filiale italienne

Fort du succès du lancement de l'Espagne et de la Suisse, le groupe a décidé de relancer l'activité de sa filiale italienne *Risc Security Italie*, qui avait été mise en sommeil en 2005 lors de la restructuration du groupe.

Un nouveau manager a été recruté en avril 2008 et a été formé au sein du groupe sur le dernier trimestre d'avril à juin 2008 avant de rejoindre les nouveaux bureaux de la filiale à Milan. Les équipes commerciales sont en place à Milan depuis fin juin 2008 et les premières ventes sont attendues début juillet 2008 pour le lancement du nouvel exercice fiscal.

1.15 Acquisition de la société britannique *Clunk Click*

Clunk Click a été créée en 2001 par son actionnaire majoritaire et dirigeant actuel, avec un positionnement ciblé sur les TPE-PME, concentré sur une offre de sauvegarde en ligne et de stockage de données. Cette société a développé son activité sur un modèle économique de services pur, assurant une récurrence très importante des revenus.

Clunk Click est basée à Conwy au Pays de Galles et dispose d'implantations à Londres et d'un data center à Manchester.

Les 3.000 clients actuellement hébergés par *Clunk Click* ont été acquis via un modèle de distribution mixte : 50% en mode direct avec des ventes via internet et 50% en mode indirect via des revendeurs.

Sur son dernier exercice 2007/2008 (clos le 28/02/2008), *Clunk Click* a réalisé un chiffre d'affaires de 1,1 M€ pour une rentabilité opérationnelle de 9%.

Sur l'exercice 2008/2009 en cours, l'objectif d'activité se situe dans une fourchette de 2 à 2,4 M€. Cette forte progression attendue sera notamment due à la montée en puissance de la récurrence des revenus, déjà confirmée sur les premiers mois de ventes réalisées sur ce nouvel exercice.

Clunk Click pourra également s'appuyer sur les revenus d'un contrat cadre de 3 ans signé avec la société ZEN Internet, un des premiers FAI (Fournisseur d'accès internet) en Grande Bretagne.

Risc Group a acquis 100% de la société *Clunk Click* pour un montant de 3,1 M€, réglés en numéraire. Des compléments de prix d'un montant de 1,2 M€ pourront être versés en fonction des réalisations d'activité et de résultat opérationnel sur les 24 prochains mois.

Le dirigeant historique de *Clunk Click*, M. Paul Roberts, et toute son équipe (11 personnes à ce jour) vont venir compléter les effectifs de *Risc Group* et contribuer à son développement sur le sol britannique.

1.16 Suivi de la provision pour rachats au 30 juin 2008

Sur son secteur d'activité historique des TPE-PME, *Risc Group* comptabilise les rachats de contrats clients effectifs mensuellement en avoirs à établir au moment de leur décaissement.

Le groupe comptabilise depuis mars 2003 au passif de son bilan une provision complémentaire pour appréhender à chaque date d'arrêté le risque de rachats futurs sur les contrats cédés. Cette provision est calculée et ajustée chaque semestre sur la base d'une analyse historique détaillée des rachats de contrats.

Depuis avril 2005, suite aux nouvelles procédures mises en place au sein du groupe, la qualité de la production commerciale et du produit de sauvegarde *Backupia* se sont très sensiblement appréciées, et les rachats de contrats ont diminué de manière très significative.

Ainsi au 31 mars 2007, l'analyse historique des rachats de contrats avait amené le groupe à constater une reprise de provisions importante qui se répartissait comme suit :

- 1,7 M€ en France (dont 1,4 M€ sur le premier semestre au 30/09/06),
- 0,6 M€ en Allemagne (dont 0,4 M€ sur le premier semestre au 30/09/06),
- 0,2 M€ en Belgique (dont 0,1 M€ sur le premier semestre au 30/09/06).

pour un montant total de 2,5 M€, inclus dans les produits des activités ordinaires au 31 mars 2007.

Cette tendance baissière se confirme depuis maintenant plus de 24 mois et les rachats sont désormais très faibles et revenus dans des proportions jugées « standard ».

Sur la France, les rachats constatés sur l'exercice 2007-2008 sont de 0,3M M€ (12 mois à fin mars 2008) contre 0,6 M€ au 31 mars 2007 (et pour mémoire 1,4 M€ au 31 mars 2006). Le taux « pivot » de rachat moyen enregistré au 30 juin 2008 sur l'ensemble des pays est inférieur à 1% (contre 1,9% au 31 mars 2007 et 7% au 31 mars 2006).

Ainsi, l'analyse de l'historique des rachats sur la période close au 30 juin 2008 a entraîné la constatation d'une reprise de provision beaucoup moins significative; qui se répartit comme suit :

- 0,15 M€ en France
- 0,068 M€ en Allemagne
- 0,085 M€ en Belgique

pour un montant total de 0,3 M€, inclus dans les produits des activités ordinaires au 30 juin 2008, déjà comptabilisés sur le premier semestre au 30 septembre 2007, et sans modification sur les 9 mois d'octobre 2007 au 30 juin 2008.

La provision pour rachats au bilan consolidé arrêté au 30 juin 2008 s'élève à 220 K€.

1.17 Compte de résultat consolidé proforma du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008

Les sociétés acquises au cours de l'exercice ayant une date de clôture différente de celle du groupe et ne produisant pas de situations intermédiaires de manière régulière, il n' a pas été possible de produire un compte de résultat consolidé proforma des entités regroupées pour la période du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008.

2 - FAITS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2008

2.1 Augmentation de capital par émission de 783.200 actions gratuites

Le 27 juillet 2008, en application du plan d'actions gratuites de juillet 2006 ont été créées et émises 783.200 actions nouvelles au bénéfice du Président du groupe, soit une augmentation de capital de 391.600 € par imputation sur la prime d'émission.

Ces 783.200 actions ne pourront pas être cédées par leur bénéficiaire avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 27 juillet 2010.

Après la création de 29 nouvelles actions en juillet 2008 par conversion d'obligations convertibles, le capital de la société est à ce jour de 36.996.185 € euros, divisé en 73.992.370 actions entièrement libérées.

2.2 Acquisition de la société Extaco en Ukraine par Ornis

Ornis a finalisé en juillet 2008 l'acquisition de la société Extaco en Ukraine, qui servira de tête de pont pour la mise en place du centre de pilotage 24-7 destiné à servir les clients du groupe.

External, filiale d'*Ornis* spécialiste de l'infogérance sur mesure auprès des grands comptes (structure fusionnée dans *Ornis* en mai 2008) travaille avec *Extaco* depuis décembre 2006 et a pu juger de la qualité des prestations de pilotage et de contrôle 24/7 assurées par cette société et ses salariés. Dans le cadre de leurs relations, *External* disposait d'une promesse de vente de la société *Extaco* en sa faveur et le groupe a donc donné une suite favorable à cette option.

Cette acquisition va être renforcée par les investissements de *Risc Group* et notamment par un plan de recrutement visant à recruter une trentaine d'ingénieurs sur l'année en cours.

Extaco, qui sera renommée *Risc Group Ukraine*, hébergera également dans un second temps une équipe de recherche et développement qui interviendra en soutien des équipes basées en France.

Enfin, face au potentiel du marché Ukrainien, en fort développement, *Risc Group* va également étudier le lancement d'une activité commerciale sur ce pays, par la mise en place d'une équipe de commercialisation des offres de sécurité managées, et notamment de sauvegarde en ligne.

3 – PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés de *Risc Group* sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS applicables au 30 juin 2008 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

3.1 – Principes de consolidation

Les filiales sur lesquelles *Risc Group* exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque le Groupe détient plus de 50% des droits de votes d'une entité ou lorsque l'une des 4 conditions suivantes est remplie :

- détention de plus de la moitié des droits de votes en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs ;
- direction de la politique financière et opérationnelle de l'entreprise en vertu d'un contrat ;
- pouvoir de nomination ou de révocation de la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent ;
- réunion de la majorité des droits de votes dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

Risc Group n'a pas de participations dans lesquelles elle exerce un contrôle conjoint ou une influence notable, qui nécessiteraient une consolidation selon la méthode proportionnelle ou par mise en équivalence.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés du groupe sont éliminées au niveau du bilan et du compte de résultat consolidés.

3.2 – Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans la valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation. Lors de la prise de contrôle, cette valeur est la juste valeur établie par référence à leur valeur de marché ou à défaut en utilisant les méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts. En dehors des prises de contrôle, il n'y a pas de réévaluation des actifs et des passifs acquis.

Test de perte de valeur et définition des Unités Génératrices de trésorerie

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. IAS 36, « Dépréciation d'actifs », prescrit que ces tests sont réalisés soit au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté (une Unité génératrice de Trésorerie est le plus petit ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres Groupes d'actifs) soit au niveau de regroupement au sein d'un secteur d'activité ou du secteur géographique auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Le niveau d'analyse auquel *Risc Group* apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition correspond en général au niveau de regroupement de ses activités au sein d'un secteur d'activité ou de la zone géographique.

Valeur recouvrable

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs des UGT ou regroupement d'UGT et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par *Risc Group* correspond aux flux de trésorerie actualisés des UGT ou des groupes d'UGT incluant les écarts d'acquisition. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, de renouvellement des licences et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction de *Risc Group* de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans établis sur 3 ans,
- au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance décroissant ou stable pendant une période de deux ans puis d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance long terme du marché,
- l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.

La dépréciation des écarts d'acquisition est inscrite en résultat d'exploitation.

3.3 – Coûts d'emprunts

Risc Group ne capitalise pas les intérêts financiers encourus pendant la période de construction et d'acquisition des actifs corporels et incorporels.

3.4 – Frais de recherche et de développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés :

- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 4 ans.

3.5 – Autres immobilisations incorporelles

Valorisation

Les immobilisations incorporelles sont évaluées en conformité avec les critères de l'IAS 38. Les immobilisations acquises à titre onéreux sont enregistrées à leur coût d'acquisition correspondant au prix d'achat majoré des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Amortissement

Les taux utilisés sont les suivants :

Logiciels	1 ou 2 ans en linéaire
-----------	------------------------

3.6 – Immobilisations corporelles

Valorisation

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires).

Contrats de location financement

Les contrats de location transférant à *Risc Group* les risques et avantages liés à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Les situations suivantes constituent des indicateurs de conditions transférant à *Risc Group* les risques et avantages liés à la propriété :

- le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,
- le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,
- la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué,
- la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

Parallèlement, les biens dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par *Risc Group* à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession. Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Amortissement

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie prévue des biens.

Les taux utilisés sont les suivants :

Agencements & installations	5 et 10 ans en linéaire
Matériel de transport	5 ans en linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 et 5 ans en linéaire
Baies de stockage	3 et 4 ans en linéaire
Mobilier	5 et 10 ans en linéaire

3.7 – Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé (autres que les écarts d'acquisition)

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité, celle-ci correspondant à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction de *Risc Group*.

3.8 – Stocks

Valorisation

Les stocks sont valorisés selon la méthode FIFO (premier entré / premier sorti).

Les stocks en devise sont valorisés au cours de paiement s'il est connu ou à défaut au cours de clôture.

Dépréciation

Les marchandises anciennes sont provisionnées si nécessaire pour ramener leur valeur nette au prix probable de réalisation.

3.9 – Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »). Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Ils sont dépréciés si leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

3.10 – Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Ils sont éventuellement compensés par entité fiscale, si les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

3.11 – Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources que le Groupe devra probablement supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; il s'agit d'un passif éventuel.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, soit le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Restructuration

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

3.12 – Engagements de retraite et autres charges de personnel

Ces avantages sont offerts à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies. Dans le cadre des régimes à cotisations définies le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Engagements de retraite

Conformément à la norme IAS 19, les régimes à prestations définies, font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Ces calculs actuariels intègrent des hypothèses démographiques (date de départ à la retraite, taux de progression des salaires et de rotation du personnel,...) et financières (taux d'actualisation financière et d'inflation) définies aux bornes de chacune des entités concernées et en considérant leur contexte macro-économique local.

Rémunérations en actions

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options d'achat et de souscription d'action, les offres réservées aux salariés et les attributions d'actions gratuites portant sur des actions *Risc Group* accordées aux salariés du Groupe sont évaluées à la date d'octroi.

3.13 – Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de la valeur de ce passif financier. Les passifs financiers sont initialement évalués au coût, qui est la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Les frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions et des points payés ou reçus entre les parties au contrat.

3.14 – Frais d'augmentation de capital

Les frais externes directement liés à une augmentation de capital sont imputés nets d'impôts sur la prime d'émission lorsqu'une économie d'impôt est générée. Les autres coûts sont imputés en charges de l'exercice.

3.15 – Produit des activités ordinaires

Concernant le secteur TPE, en application de la norme IAS 18, les ventes réalisées par *Risc Group* sont enregistrées en « produits des activités ordinaires » :

- le produit des licences d'utilisation des logiciels est comptabilisé lors de l'acceptation de l'installation par le client ;
- le produit de la maintenance et du support des logiciels est enregistré sur la période correspondant à la durée du contrat (24, 36 ou 48 mois) ;
- le produit des installations et des prestations de service après-vente est enregistré à la date de l'installation ou de la prestation de service.

Les ventes liées au produit des licences d'utilisation sont actualisées car selon la norme IAS 18, « l'entrée de trésorerie étant différée, la juste valeur peut-être inférieure au montant nominal de la trésorerie reçue ou à recevoir. » Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt d'endettement marginal du client, basé sur le taux accordé aux TPE/PME pour des financements de durée équivalente.

Concernant le secteur PME, en application de la norme IAS 18, les ventes réalisées par *Ornis et Backup Avenue* sont enregistrées en « produits des activités ordinaires » en tant que service sur la durée des contrats.

3.16 – Détermination du résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires du Groupe par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué est calculé à partir du résultat net attribuable aux actionnaires du Groupe, corrigé du coût financier des instruments dilutifs de dette et de leur incidence sur la participation des salariés, nets de l'effet d'impôt correspondant. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période. Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Les actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

4 – EVOLUTION DU PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2008 est résumé dans le tableau ci-dessous.

SOCIETE	Pourcentage intérêt	Pourcentage Contrôle	Méthode de consolidation
RISC Group (SA) - SIREN 379 067 390 7/11 rue Castéja 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Société mère
eFLAG (SARL) ex X-SUPPORT - SIREN 393 326 269 7/11 rue Castéja 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Intégr. globale
Risc Security Allemagne (AG) Martin-Behaim-Strasse.4 63263 Neu-Isenburg - Allemagne	98%	100%	Intégr. globale
Risc Security Belgique (NV) Rue Stroobants 48A B3 1140 Bruxelles - Belgique	100%	100%	Intégr. globale
Risc Security Italia (SPA) Via Roma, 108 20060 Cassina de Pedri (MI) - Italie	100%	100%	Intégr. globale
Risc Group Espagne (SL) Calle Muntaner 479 08021 Barcelona - Espagne	100%	100%	Intégr. globale
Risc Security Suisse (SA) Route de Champs Colin, 11 1260 NYON - Suisse	100%	100%	Intégr. globale
BESDI (SAS) - SIREN 442 093 951 7/11 rue Castéja 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Intégr.globale
LINONE - SIREN 482 219 441 9/11 Allée des Pierres Mayettes 92600 Gennevilliers - France	100%	100%	Intégr.globale
ITEMOS (SAS) - SIREN 442 019 006	100%	100%	Intégr.globale
ASCOMEDIA - SIREN 434 396 966 33 rue de Bellissen 69340 Francheville - France	100%	100%	Intégr.globale
BACKUP AVENUE (SAS) - SIREN 433 905 320 7/11 rue Castéja 92100 Boulogne Billancourt - France	100%	100%	Intégr.globale
ORNIS (SA) - SIREN 377 762 752	100%	100%	Intégr.globale
G3NET - SIREN 450 922 984 Energy Park - 132/190 Boulevard de Verdun 92 413 Courbevoie Cedex	100%	100%	Intégr.globale
CLUNK CLICK Riverside Business Park – Benarth Road Comwy – LL3 2UB - UK	100%	100%	Intégr.globale

La société *X-Support* qui n'avait plus d'activité depuis 2003 a changé sa dénomination sociale pour « *eFLAG* » et accueille depuis octobre 2007 une nouvelle activité de suivi vidéo (voir **note 1.9**).

La société *Adhersis SPA* en Italie, en sommeil depuis mai 2005 a été relancée en avril 2008 et a changé de dénomination sociale à cette occasion en devenant *Risc Security Italia (SRL)* (voir **note 1.14**).

La société *Linone* a été acquise par *BESDI* en mai 2007 (voir **note 1.2**). Son activité a été complètement transférée chez *Risc Group* à cette date.

La société *Itemos* et ses filiales *Itemos Ile de France*, *Ascomédia* et *Atemporis* ont été acquises par *BESDI* fin juin 2007 (voir **note 1.3**). Le sous-groupe *Itemos* est consolidé dans les comptes de *Risc Group* à compter du 1^{er} juillet 2007. Les filiales *Itemos Ile de France* et *Atemporis* ont été fusionnées dans *Itemos* par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) sur la période.

La société *Backup Avenue* a été acquise par *Risc Group* début juillet 2007 (voir **note 1.4**). Elle est consolidée dans les comptes de *Risc Group* à compter du 1^{er} juillet 2007.

La société *Ornis* et ses filiales *External* et *G3net* ont été acquises par *Risc Group* le 25 septembre 2007. L'activité du groupe est consolidée au compte de résultat à compter du 1^{er} octobre 2007. *External* a été fusionnée dans *Ornis* par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) sur la période.

La société *Clunk Click* a été acquise par *Risc Group* le 27 juin 2008 (voir **note 1.15**)

Le bilan de *Clunk Click* est consolidé dans le bilan consolidé de *Risc Group* au 30 juin 2008. L'activité de la société sera consolidée au compte de résultat à compter du 1^{er} juillet 2008.

5 – NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDE

5.1 - Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition comptabilisés au 30 juin 2008 sont la conséquence des acquisitions réalisées sur l'exercice précédent et sur la période d'avril 2007 à juin 2008 (voir **notes 1.2, 1.3, 1.4, 1.7, & 1.15**).

Ces acquisitions sont regroupées au sein d'Unités Génératrices de Trésorerie (ou UGT) définies en fonction des secteurs d'activité ou des secteurs géographiques définis par le groupe pour le suivi de ses activités (voir **note 3.2**).

L'UGT Belgique Flandre reprend l'activité Sécurité Informatique rachetée à *Normaction* en novembre 2006.

L'UGT TPE Direct reprend la partie France de l'activité Sécurité Informatique rachetée à *Normaction* en novembre 2006 et l'acquisition de *Linone* en mai 2007 (voir **note 1.2**).

L'UGT TPE Indirect regroupe les acquisitions *BESDI* (septembre 2006), *Sitti* (janvier 2007) et *Itemos* (juillet 2007 - voir **note 1.3**).

L'UGT PME regroupe *Backup Avenue* (voir **note 1.4**) et le groupe *Ornis* (voir **note 1.7**).

L'UGT Angleterre reprend la société *Clunk Click* (voir **note 1.15**).

	31/03/2007	var. période	30/06/2008
UGT Belgique Flandre	2 035 977	-4 023	2 031 954
UGT TPE Direct	815 950	377 639	1 193 589
UGT TPE Indirect	1 943 876	1 036 893	2 980 769
UGT PME	0	42 284 352	42 284 352
UGT Angleterre	0	3 223 772	3 223 772
Ecarts d'acquisition	4 795 803	46 918 633	51 714 436

Ces écarts d'acquisition ont fait l'objet au 30 juin 2008 de tests de pertes de valeur réalisés en conformité avec les principes décrits à la **note 3.2** et faisant ressortir une valeur d'utilité supérieure à la valeur comptable.

Ces tests ont été établis sur la base d'un calcul de flux futurs de trésorerie actualisés (voir **note 3.2**) découlant du budget 2008-2009 validé par le conseil d'administration et du prévisionnel 2009-2010. Le taux d'actualisation retenu a été fixé à 11,21% (soit le coût moyen pondéré du capital déterminé pour le groupe par des actuaires externes) et le taux de croissance à l'infini a été fixé à 1%.

5.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2007	Sociétés entrant dans le périmètre	augment.	diminutions	30/06/2008
Logiciels acquis	328 866	1 159 362	723 068	73 467	2 137 829
Logiciels développement interne	2 561 540	1 002 347	246 139	0	3 810 026
Brevets et marques	0	36 571	0	36 571	0
Fonds commercial	1 524	106 546	529	0	108 599
Immo. incorporelles en cours	178 537	53 930	812 746	225 919	819 294
Retraitement loc financières	0	0	259 146	0	259 146
Immobilisations incorporelles	3 070 467	2 358 756	2 041 628	335 957	7 134 894
Immo.corporelles en cours			6 750	0	6 750
Agencements/Installations	312 019	754 840	1 116 717	285 855	1 897 720
Matériel de transport	1 000	27 036	58 445	1	86 480
Mat. bureau, info. & mobilier	2 397 328	3 313 588	2 401 907	1 315 005	6 797 824
Retraitement loc financières	1 481 294		1 086 736	153 250	2 414 780
Immobilisations corporelles	4 191 640	4 095 464	4 670 555	1 754 111	11 203 553
		dont <i>Ornis</i>	5 361 405		
		dont <i>Backup</i>	711 540		
		dont <i>Itemos</i>	188 970		
		dont <i>Linone</i>	1 428		
		dont <i>Cl.Click</i>	190 878		

<i>Amortissements</i>	31/03/2007	Sociétés entrant dans le périmètre	augment.	diminutions	30/06/2008
Frais d'établissement	0		0	0	0
Logiciels	322 593	546 308	445 911	3 578	1 311 235
Logiciels dévelopt interne	1 714 865	644 442	644 469	108 443	2 895 332
Brevets et marques	0	135 039	0	135 039	0
Retraitement loc financières	0		100 779	0	100 779
Immobilisations incorporelles	2 037 457	1 325 789	1 191 158	247 060	4 307 346
Agencements/Installations	99 171	354 423	237 722	89 635	601 679
Matériel de transport	253	2 800	10 852	1	13 904
Mat. bureau, info. & mobilier	1 774 369	1 938 650	734 007	503 495	3 943 530
Retraitement loc financières	734 068		578 111	153 250	1 158 929
Immobilisations corporelles	2 607 861	2 295 873	1 560 692	746 381	5 718 043
		dont <i>Ornis</i>	2 892 870		
		dont <i>Backup</i>	536 440		
		dont <i>Itemos</i>	94 161		
		dont <i>Linone</i>	0		
		dont <i>Cl.Click</i>	98 192		

<i>Valeurs nettes</i>	31/03/2007	Sociétés entrant dans le périmètre	augment.	diminutions	30/06/2008
Immobilisations incorporelles	1 033 010	1 032 967	850 470	88 897	2 827 548
Immobilisations corporelles	1 583 779	1 799 591	3 109 863	1 007 730	5 485 511

Commentaires sur les immobilisations incorporelles :

Les frais de développement interne correspondent aux frais de développement des logiciels de sauvegarde de la gamme Backupia et du logiciel de base de données développé en interne pour la gestion des contrats clients chez *Risc Group*.

De même, *Backup Avenue* et *Ornis* comptabilisent des frais de développement sur leurs produits respectifs de sauvegarde (175 K€ en net pour *BUA*) et d'infogérance/ToIP (160 K€ en net pour *Ornis*). Les projets encore en cours de développement au 30/06/08 sont inscrits en immobilisations incorporelles en cours.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles sur la période correspondent essentiellement à l'acquisition par le groupe d'un logiciel de CRM (Customer Relationship Management), dont une partie a été financée sur 3 ans (et apparaît sur la ligne retraitement locations financières pour 259 K€).

La valeur d'utilité des frais de développement au 30 juin 2008 a été validée par le biais d'un test de valeur (ou « impairment test »). Ce test a été établi sur la base d'un calcul de flux futurs de trésorerie actualisés (cf **note 3.2**) découlant du budget 2008-2009 validé par le conseil d'administration et du prévisionnel 2009-2010. Le taux d'actualisation retenu a été fixé à 11,21% (soit le coût moyen pondéré du capital déterminé pour le groupe par des actuaires externes) et le taux de croissance à l'infini a été fixé à 1%.

Commentaires sur les immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles apportées par les sociétés à leur date de première consolidation s'élèvent à 1,8 M€ (en valeur nette). Le solde de l'augmentation du poste immobilisations corporelles est justifié par deux catégories d'investissements réalisés sur la période :

- 0,9 M€ d'investissements en agencements (voir **note 1.8**) dans le cadre du déménagement du siège social du groupe de Gennevilliers à Boulogne-Billancourt ;
- 2,1 M€ d'investissements en baies de stockage (Risc Group & Backup Avenue) /serveurs (Ornis), dont 1 M€ via des retraitements des contrats de location financières.

Les locations financières de baies de stockage sont retraitées conformément à la norme IAS 17 (cf. **note 3.6**) pour faire apparaître en immobilisations au bilan les valeurs brute et nette des contrats en cours au 30 juin 2008.

La contrepartie se trouve en dettes financières – voir **notes 5.10 & 5.14**.

5.3 - Immobilisations financières

Les « *participations financières* » correspondent à la participation de 17,5% prise en janvier 2008 dans la société *Normaction* (voir **note 1.12**).

Les « *autres actifs financiers* » correspondent essentiellement à une créance sur l'état correspondant à un « carry-back » (480 K€) remboursable en 2009 et aux dépôts & cautionnements versés par les sociétés du groupe au titre des locaux qu'elle loue, dont 170 K€ pour le nouveau siège du groupe à Boulogne-Billancourt, dans le cadre d'un bail 6/9 se terminant en juillet 2013 (voir **note 1.8 & 7.5.1**).

	31/03/2007	Sociétés entrant dans le périmètre	var. période	30/06/2008
Participations financières	0	0	2 321 927	2 321 927
Autres actifs financiers	955 192	97 258	25 766	1 078 216
Immobilisations financières	955 192	97 258	2 347 693	3 400 143
	dont <i>Ornis</i>	87 671		
	dont <i>Itemis</i>	8 340		
	dont <i>Linone</i>	1 247		

5.4 - Stocks

Le stock est exclusivement composé de marchandises.

	31/03/2007	Sociétés entrant dans le périmètre	var. période	30/06/2008
Valeur brute marchandises	637 999	352 270	-132 069	858 200
Provision pour dépréciation	-158 284		-12 627	-170 911
Stocks	479 715	352 270	-144 696	687 289
	dont <i>Ornis</i>	350 210		
	dont <i>Itemos</i>	2 060		

Le stock est constitué essentiellement chez *Risc Group* de licences TSM IBM acquises en octobre 2006 suite au lancement de la nouvelle version de Backupia : Backupia Evolution, développée en partenariat avec IBM, et de routeurs chez *Ornis*, destinés à être installés chez les clients dans le cadre des contrats d'infogérance.

5.5 - Clients & comptes rattachés

	31/03/2007	Sociétés entrant dans le périmètre	Var. Période	30/06/2008
Clients Bruts	6 245 529	4 280 514	6 736 099	17 262 143
Clients - Factures à établir	1 065 223	148 440	-848 803	364 859
<i>Clients - IAS 18/39</i>	53 004 989		26 196 425	79 201 414
Provision pour dépréciation	-779 523	-365 082	-792 691	-1 937 296
Clients & comptes rattachés	59 536 218	4 063 872	31 291 030	94 891 120
	dont <i>Ornis</i>	3 093 203		
	dont <i>Backup</i>	348 171		
	dont <i>Itemos</i>	201 938		
	dont <i>Linone</i>	8 549		
	dont <i>Cl.Click</i>	178 473		

Les postes « *Clients Brut & Factures à établir* » correspondent aux contrats en cours de cession chez les leasers. Les créances à plus de 60 jours sont intégralement provisionnées.

Chez *Ornis*, le montant du poste clients correspond globalement au montant des loyers du prochain trimestre, qui sont facturés contractuellement selon le principe du terme à échoir.

Le poste « *Clients IAS 18-39* » provient de l'application des deux normes en question au modèle économique du groupe et revient à réintégrer à l'actif du bilan l'ensemble des créances cédées aux partenaires leasers. Ce montant est une écriture de consolidation qui n'a pas d'effet de trésorerie pour *Risc Group* car ces créances sont in fine directement réglées par le client au leaser.

Sur la base des nouveaux accords signés par *Risc Group* avec ses partenaires leasers post clôture (voir **section E**), en raison du transfert de « *pratiquement tous les risques et avantages aux leasers* », il a été jugé que le retraitement IAS 39 historique décrit ci-dessus n'a plus à être effectué. Les prochains comptes consolidés publiés seront donc présentés sans ces retraitements.

La position bilancielle qui aurait été affichée si le retraitement IAS 39 décrit précédemment n'avait jamais été appliqué est présentée dans la colonne « recalculé » ci-dessous.

	30/06/2008 recalculé
Clients Bruts	17 262 143
Clients - Factures à établir	364 859
<i>Clients - IAS 18/39</i>	<i>0</i>
Provision pour dépréciation	-1 937 296
Clients & comptes rattachés	15 689 706

5.6 - Autres actifs courants

	31/03/2007	Intégration dans périmètre	var. période	30/06/2008
Av .& acptes vers. sur commdes	0	0	81 619	81 619
Remises et avoirs à recevoir	105 997	87 633	-6 335	187 295
Personnel et comptes rattachés	8 291	152	5 928	14 371
Organismes sociaux	2 104	0	13 967	16 071
Etat - Impôt sur les bénéfices	1 772	32 132	324 073	357 977
Etat - Produits à recevoir		0	54 449	54 449
Fonds de Garantie Leasers	0		0	0
TVA	490 779	429 821	470 792	1 391 393
Impôt différé actif	0		0	0
Débiteurs divers	29 720	62 129	717 161	809 011
Prov. p/dépr. débiteurs divers	0	87 581	-87 581	0
Charges constatées d'avance	1 141 459	996 258	507 355	2 645 072
<i>Charges const. d'av. - IAS 18/39</i>	<i>9 974</i>	<i>0</i>	<i>909 351</i>	<i>919 325</i>
Charges à étaler	180		-180	0
Autres actifs courants	1 790 277	1 695 707	2 990 599	6 476 583
dont <i>Ornis</i>		1 421 907		
dont <i>Backup</i>		40 602		
dont <i>Itemos</i>		95 648		
dont <i>Linone</i>		40 080		
dont <i>Cl.Click</i>		79 749		
dont <i>R.Suisse</i>		17 720		

Au 30 juin 2008, l'ensemble des actifs courants est à moins d'un an.

La variation à la hausse du poste « *Etat - Impôt sur les sociétés* » est justifiée par les Crédits d'Impôt Recherche (CIR) constatés sur *Risc Group* (90K€) et sur *Ornis* (210 K€).

La variation à la hausse de la TVA est directement liée à la croissance de l'activité à fin juin 2008.

Le poste « *Débiteurs divers* » enregistre le reclassement d'un solde de 330 K€ de Fonds de Garantie Leasers qui sera complètement apuré sur le prochain exercice.

Les « charges constatées d'avance » apportées par *Ornis* correspondent aux facturations du trimestre juillet/août/septembre 2008 sur les loyers des « data centers » sur les frais de réseaux des infrastructures.

Le poste « Charges constatées d'avance – IAS 18&39 » pour 589 K€ est directement lié à l'application historique des deux normes en question au modèle historique du groupe.

Sur la base des nouveaux accords signés par *Risc Group* avec ses partenaires leasers post clôture (voir **section E**), en raison du transfert de « pratiquement tous les risques et avantages aux leasers », il a été jugé que le retraitement IAS 39 historique décrit ci-dessus n'a plus à être effectué. Les prochains comptes consolidés publiés seront donc présentés sans ces retraitements.

La position bilancielle qui aurait été affichée si le retraitement IAS 39 décrit précédemment n'avait jamais été appliqué est présentée dans la colonne « recalculé » ci-dessous.

	30/06/2008 recalculé
Av. & acptes vers. sur commdes	81 619
Remises et avoirs à recevoir	187 295
Personnel et comptes rattachés	14 371
Organismes sociaux	16 071
Etat - Impôt sur les bénéfices	357 977
Etat - Produits à recevoir	54 449
TVA	1 391 393
Débiteurs divers	809 011
Prov. p/dépr. débiteurs divers	0
Charges constatées d'avance	2 645 072
Charges const. d'av. - IAS 18/39	0
Charges à étaler	0
Autres actifs courants	5 557 258

5.7 - Disponibilités & quasi disponibilités

Les disponibilités & quasi disponibilités au bilan s'élèvent à 19,8 M€ euros, dont 12,1 de valeurs mobilières de placement, le solde correspondant exclusivement aux positions bancaires débitrices des sociétés du groupe au 30 juin 2008.

L'augmentation du poste par rapport au 31 mars 2007 se justifie notamment par l'encaissement du produit net de l'augmentation de capital du 30 août 2007, déduction faite du décaissement lié à l'acquisition d'*Ornis* le 25 septembre 2007 (voir **notes 1.6 et 1.7**).

5.8 - Capitaux propres

Le capital de la société *Risc Group* au 30 juin 2008 est composé de 73.209.157 actions à 0,5 € de nominal pour un total de 36.604.578,50 €.

Il a évolué comme suit depuis le 1^{er} avril 2007 :

date	nature de l'opération	nbre actions	nominal	capital	prime d'émiss.
01/04/2007		363 475 010	0,05	18 173 750,50	58 947 174,60 8
03/07/2007	rémunération apport BUA imputation de frais sur prime	21 428 572	0,05	1 071 428,60	4 928 571,56 - 170 559,32
27/07/2007	exercice de stock options	5 781 346	0,05	289 067,30	417 307,68
30/08/2007	aug. de capital (voir note 1.5) imputation de frais sur prime	297 233 524	0,05	14 861 676,20	38 640 358,12 -3 666 301,85
08/11/2007	exercice de stock options	8	0,05	0,40	0,32
08/11/2007	regroupement des actions 1 nouvelle pour 10 anciennes	68 791 846			
31/03/2008	conv. de 162 OC en 63 actions	63	0,5	31,50	454,52
27/04/2008	création de 4.417.248 actions gratuites	4 417 248	0,5	2 208 624,00	-2 208 624,00
30/06/2008		73 209 157		36 604 578,50	96 888 382,03

Au 30 juin 2008, *Risc Group* ne détient aucune de ses propres actions.
Voir la variation des capitaux propres consolidés sur la période en **section C**.

5.9 - Provisions non courantes

Les provisions non courantes correspondent aux provisions pour engagement de retraite envers les salariés du groupe pour un montant total de 131 K€, calculées conformément à la norme IAS 19 (voir **note 3.12**), la variation constatée sur la période se justifiant principalement par l'intégration d'*Ornis* dans le périmètre de consolidation (impact de +88K€).

5.10 - Dettes à plus d'un an

	30/06/08	31/03/07
Emprunt obligataire	2 042 403	2 037 981
Crédit moyen terme Ornis	1 865 483	0
Divers	11 833	130 003
Dette fin. s/retrait. loc.fin. – à+ d'un an	950 742	420 974
<i>Dette fin. à plus d'un an - IAS 39</i>	<i>47 158 070</i>	<i>29 234 050</i>
Dettes financières à plus d'un an	52 028 531	31 823 008

« *L'emprunt obligataire* » est comptabilisé au coût amorti en application de la norme IAS 39.
L'échéance de remboursement de cet emprunt est fixée au 7 avril 2009.

La ligne « *emprunt moyen terme* » de 1.865 K€ au 30 juin 2008 provient de la consolidation du groupe *Ornis*, avec notamment un emprunt de 1,9 M€ sur 36 mois contracté pour financer l'acquisition d'*External et G3Net*. Un premier remboursement de cet emprunt a été réalisé en juin 2008 pour 0,48 M€.

Les « *retraitements sur locations financières* » correspondent à l'application de l'IAS17 sur les contrats de location financière du groupe, qui utilise historiquement ce moyen pour financer l'acquisition de ses baies de stockage, sur lesquelles sont sauvegardées les données des clients. La contrepartie de ce retraitement est passée à l'actif du bilan en immobilisations corporelles.

A signaler : l'investissement en CRM (Customer Relation Management) réalisé sur la période est financé selon ce modèle pour un montant de 259 K€ (voir **note 5.2**).

Les « *financements divers* » regroupent essentiellement d'anciennes lignes de contrats autoportés refinancés sur 36 mois.

La variation des « *dettes financières liées au retraitement IAS 39* » est directement liée à l'activité de la période et correspond à la partie à plus de 12 mois des dettes du groupe vis-à-vis des leasers en application de la norme IAS 39.

Cette écriture est un retraitement de consolidation qui n'a pas d'effet de trésorerie pour *Risc Group* : la dette vis-à-vis du leaser est réglée par la créance client enregistrée à l'actif du bilan.

Sur la base des nouveaux accords signés par *Risc Group* avec ses partenaires leasers post clôture (voir **section E**), en raison du transfert de « *pratiquement tous les risques et avantages aux leasers* », il a été jugé que le retraitement IAS 39 historique décrit ci-dessus n'a plus à être effectué.

Les prochains comptes consolidés publiés seront donc présentés sans ces retraitements.

La position bilancielle qui aurait été affichée si le retraitement IAS 39 décrit précédemment n'avait jamais été appliqué est présentée dans la colonne « recalculé » ci-dessous.

	30/06/08 Recalculé
Emprunt obligataire	2 042 403
Crédit moyen terme Ornis	1 865 483
Divers	11 833
Dette fin. s/retrait. loc.fin. - à + d'un an	950 742
<i>Dette fin. à plus d'un an - IAS 39</i>	<i>0</i>
Dettes financières à plus d'un an	4 870 461

5.11 - Provisions courantes

Les provisions courantes correspondent à hauteur :

- de 545 K€ à des litiges prud'homaux ;
- de 162 K€ à des litiges clients déclarés et en cours de négociation ou de jugement. Ces litiges clients historiques sont essentiellement liés à des pertes de données dans le cadre de l'exécution du contrat et en diminution significative suite à la résolution de nombreux litiges ou à des jugements gagnés sur la période ;
- de 88 K€ de provisions passées dans le cadre de déménagements d'agences en province ;
- de 102 K€ de provisions diverses essentiellement liés à des litiges ponctuels chez *Ornis*.

La variation de ces provisions sur la période est résumée sur le tableau ci-dessous.

Rubriques	Solde de clôture 31/03/07	Dotation de l'exercice	Intégration dans périmètre	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Solde de clôture 30/06/08
Risques Prud'homaux	474 448	220 244	19 375	55 060	113 086	545 921
Litiges clients	350 455	90 957	24 000	35 709	266 993	162 711
Provision déménagement	3 558	88 634		3 558	0	88 634
Provisions diverses	89 322	6594	135 806		129 719	102 003
Total des provisions	917 783	406 429	179 181	94 327	509 797	899 268

5.12 - Fournisseurs

	31/03/2007	Intégration dans périmètre	Var . Période	30/06/2008
Fournisseurs	2 777 416	2 832 156	1 709 114	7 318 686
Fournisseurs d'immobilisations	0	25 397	60 000	85 397
Fournisseurs - factures à recevoir	877 668	71 795	652 921	1 602 384
Fournisseurs & charges à payer	3 655 084	2 929 348	2 422 035	9 006 467
dont <i>Ornis</i>		2 308 772		
dont <i>Backup</i>		110 183		
dont <i>Itemos</i>		270 784		
dont <i>Linone</i>		15 550		
dont <i>C.Click</i>		198 662		

Au 30 juin 2008, l'ensemble des dettes fournisseurs est à moins d'un an.

5.13 - Autres passifs courants

	31/03/2007	Intégration dans périmètre	Var. Période	30/06/2008
Personnel	520 806	318 692	-241 972	597 525
Personnel - charges à payer	1 637 845	615 197	1 002 963	3 256 004
Organismes sociaux	978 909	415 314	258 680	1 652 903
Organismes sociaux - charges à payer	821 222	374 068	479 862	1 675 152
TVA	750 534	947 288	726 549	2 424 372
Etat - Impôt sur les sociétés	107 209	0	69 746	176 955
Etat - charges à payer	434 032	67 865	-139 485	362 413
Provision pour AAE pour rachats	571 573	0	-303 000	268 573
Clients avoirs à établir	670 558	16 743	1 294 839	1 982 140
Créditeurs divers	1 193 862	151 652	-392 815	952 698
Produits constatés d'avance	767 819	3 298 152	-225 705	3 840 266
Divers	28 754	0	-11 759	16 995
Autres passifs courants	8 483 123	6 204 971	2 517 902	17 205 996
dont <i>Ornis</i>		5 494 967		
dont <i>Backup</i>		225 023		
dont <i>Itemos</i>		266 708		
dont <i>Linone</i>		32 985		
dont <i>C.Click</i>		107 789		
dont <i>R.Suisse</i>		77 498		

« Provision pour avoirs à établir pour rachats » : voir **note 1.16**.

Le poste « *Clients créditeurs - avoirs à établir* » correspond à des positions créditrices à compenser avec les clients leasers à l'actif.

Le poste « *Produits constatés d'avance* » est lié chez *Risc Group* à l'activité monDSI dont une partie du chiffre d'affaires (35%) est reconnu sur la durée des contrats (24 à 36 mois).

Les produits constatés d'avance apportés par la consolidation d'*Ornis* s'élèvent à 3,3 M€ et sont directement liés à son mode de facturation par trimestre à échoir.

5.14 - Autres dettes financières courantes

	30/06/08	31/03/07
Lignes court terme	1 097 640	757 690
Dette fin. s/retrait. loc.financières	475 371	351 218
Financements divers	102 164	455 534
<i>Dette fin. à moins d'un an - IAS 39</i>	<i>25 511 639</i>	<i>18 989 636</i>
Dettes fin. à moins d'un an	27 186 814	20 554 078

Les « *lignes court terme* » correspondent à des positions comptables ponctuelles à fin juin 2008.

Les « *dettes sur retraitement des locations financières* » correspondent à la partie à moins d'un an des loyers restant dus sur les contrats de financement des baies de stockage (voir **note 5.2** sur les immobilisations corporelles et **note 5.10** ci dessus) en application de la norme IAS 17.

Le poste « *dettes financières à moins d'un an – IAS 39* » correspond à la partie à moins d'un an des dettes du groupe vis-à-vis des leasers en application de la norme IAS 39.

Cette écriture est un retraitement de consolidation qui n'a pas d'effet de trésorerie pour *Risc Group* : la dette vis-à-vis du leaser est réglée par la créance client enregistrée à l'actif du bilan.

Sur la base des nouveaux accords signés par *Risc Group* avec ses partenaires leasers post clôture (voir **section E**), en raison du transfert de « *pratiquement tous les risques et avantages aux leasers* », il a été jugé que le retraitement IAS 39 historique décrit ci-dessus n'a plus à être effectué. Les prochains comptes consolidés publiés seront donc présentés sans ces retraitements.

La position bilancielle qui aurait été affichée si le retraitement IAS 39 décrit précédemment n'avait jamais été appliqué est présentée dans la colonne « recalculé » ci-dessous.

	30/06/08 Recalculé
Lignes court terme	1 097 640
Dette fin. s/retrait. loc.financières	475 371
Financements divers	102 164
<i>Dette fin. à moins d'un an - IAS 39</i>	<i>0</i>
Dettes financières à moins d'un an	1 675 175

6 – INFORMATION SECTORIELLE ET NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**6.1 - Information sectorielle**

La segmentation adoptée pour la présentation de l'information sectorielle est issue du reporting interne destiné à la direction générale du groupe.

Risc Group développe son activité de GMSP (Global Managed Services Provider) ou interlocuteur unique des PME en informatique, Sécurité et Télécoms sur le secteur des TPE-PME via ses filiales Risc Security et sur le secteur des PME-Grands comptes via ses filiales Ornis & Backup Avenue.

Risc Group développe son activité avec deux modèles économiques différents, directement liés aux modèles de ventes, direct ou indirect :

- les filiales Risc Security développent un modèle de vente directe sur le marché des TPE-PME et représentent 70% de l'activité au 30 juin 2008, net des opérations inter-compagnies (contre 91% au 31 mars 2007) ;
- les filiales BESDI et Itemos développent un modèle de vente indirect sur le marché des TPE-PME et représentent 4% de l'activité au 30 juin 2008 ;
- Ornis, Backup Avenue et monDSi), développent un modèle de vente directe et indirecte sur le marché des PME-Grands Comptes et représentent 26 % de l'activité au 30 juin 2008.

Cette segmentation est résumée sur les tableaux ci-dessous pour les comptes de résultats consolidés au 30 juin 2008 et au 31 mars 2007.

<i>en Keuros</i>	TPE direct	TPE indirect	PME direct	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/08 15 mois
Produit des activités ordinaires	65 461	3 628	22 705	4 869	-10 484	86 179
Achats	-8 471	-1 387	-7 665	-36	5 809	-11 750
Charges externes	-14 474	-538	-5 038	-4 739	1 228	-23 560
Charges de personnel	-25 877	-906	-6 941	-2 828	658	-35 894
Charges de personnel en actions	-1 759	-93	0	0	0	-1 852
Impôts et Taxes	-1 288	-30	-403	-250	0	-1 971
Charges intercos	-2 671	-491	-504	0	3 642	-23
Amortissements	-466	-26	-647	-530	-728	-2 397
Provisions	-635	-26	-96	-123	-145	-1 025
Autres pdts & charges opération.	520	-31	275	451	0	1 215
Résultat des cessions d'actifs	-321	0	0	0	321	0
Résultat opérationnel	10 020	101	1 686	-3 186	301	8 921

<i>en K€</i>	TPE direct	TPE indirect	non alloué div/holding	intercos & retrait.	31/03/07 12 mois
Produit des activités ordinaires	35 785	3 043	3 784	-3 315	39 297
Achats	-2 713	-1 660	0	859	-3 513
Charges externes	-7 636	-350	-4 179	2 052	-10 113
Charges de personnel	-15 582	-649	-1 645	0	-17 876
Charges de personnel en actions	-487	-77	-717		-1 281
Impôts et Taxes	-948	-14	-149	3	-1 108
Charges intercos	-1 335	-95	0	1 355	-75
Amortissements & provisions	-1 124	-28	-177	-314	-1 643
Autres pdts & charges opération.	1 113	69	24	0	1 207
Résultat des cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Résultat opérationnel	7 075	240	-3 060	639	4 894

Un second niveau de segmentation est suivi par le direction du groupe au niveau géographique, le modèle TPE (Risc Security) étant également développé à l'étranger, alors que le modèle PME-Grands Comptes est au 30 juin 2008 uniquement développé en France. Cette segmentation de second niveau est résumée sur les tableaux ci-dessous pour les comptes de résultats consolidés au 30 juin 2008 et au 31 mars 2007.

<i>en K€</i>	TPE France	TPE Allem.	TPE Belg.	TPE Italie	TPE Espagne	TPE Suisse	PME France	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/08 15 mois
Produit des activités ordinaires	42 706	7 496	13 071	106	5 181	528	22 705	4 869	-10 484	86 179
Achats	-5 124	-1 672	-2 422	-50	-547	-44	-7 665	-36	5 809	-11 750
Charges externes	-9 351	-1 658	-2 777	-198	-890	-138	-5 038	-4 739	1 228	-23 560
Charges de personnel	-17 647	-2 652	-4 438	-11	-1 789	-245	-6 941	-2 828	658	-35 894
Charges de personnel en actions	-1 741	0	-111	0	0	0	0	0	0	-1 852
Impôts et Taxes	-1 286	0	-30	-1	-1	-1	-403	-250	0	-1 971
Charges intercos	-929	-571	-829	-27	-795	-10	-504	0	3 642	-23
Amortissements	-378	-36	-61	-4	-11	-2	-647	-530	-728	-2 397
Provisions	-65	-24	-509	-49	-14	0	-96	-123	-145	-1 025
Autres pdts & charges opération.	373	0	114	1	2	0	275	451	0	1 215
Résultat des cessions d'actifs	0	0	-321	0	0	0	0	0	321	0
Résultat opérationnel	6 560	883	1 688	-235	1 136	88	1 686	-3 186	301	8 921

<i>en K€</i>	TPE dir. France	TPE dir. Allem.	TPE Dir. Belg.	TPE dir. Italie	TPE dir. Espagne	TPE indir. France	non alloué div/holding	intercos & retrait.	31/03/07 12 mois
Produit des activités ordinaires	22 945	6 295	6 197	133	214	3 043	3 784	-3 315	39 297
Achats	-508	-1 286	-866	-49	-3	-1 660	0	859	-3 513
Charges externes	-5 164	-1 319	-962	-127	-63	-350	-4 179	2 052	-10 113
Charges de personnel	-10 824	-2 131	-2 474	0	-153	-649	-2 453	0	-18 684
Charges de personnel en actions	-423		-64			-77	-717	0	-1 281
Impôts et Taxes	-937	0	-11	0	0	-14	-149	3	-1 108
Charges intercos	-911	-201	-223	0	0	-95	0	1 355	-75
Amortissements & provisions	-730	-86	-210	-26	-72	-28	-177	-314	-1 643
Autres pdts & charges opération.	1 039	-17	79	12	0	69	24	0	1 207
Résultat des cessions d'actifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat opérationnel	4 488	1 256	1 466	-57	-77	240	-3 060	639	4 894

6.2. – Commentaires sur l' Activité

Globalement, sur les 15 mois, l'activité affiche un chiffre d'affaires de 86,2 M€ avec un mix de croissance organique pure, de sociétés créées et lancées par le groupe en France (eFlag) et à l'étranger (RS Suisse) et l'appui des sociétés acquises sur la période.

Sur le secteur « TPE-PME » direct, le dernier trimestre d'avril à juin 2008 a notamment enregistré des chiffres de vente excellents, grâce au mois de juin qui a permis aux équipes de ventes d'afficher la meilleure performance mensuelle historique au niveau des activités de « chasse ».

L'international, tiré par les très bonnes performances de la Belgique et de l'Espagne mais aussi de la Suisse, lancée en janvier 2008 a également réalisé un excellent dernier trimestre qui lui permet d'afficher un chiffre d'affaires de 26 M€ sur 15 mois.

Sur le secteur « TPE-PME » indirect, *Itemos* sur 12 mois a contribué à l'activité à hauteur de 1,4 M€.

Sur le secteur « PME-Grands Comptes », *Ornis* sur 9 mois et *Backup Avenue* sur 12 mois contribuent à l'activité de la période respectivement à hauteur de 17,8 M€ et de 2,2 M€.

6.3. – Commentaires sur le résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du groupe au 30 juin 2008 (15 mois) s'élève à 8,9 M€ (10,4% du CA) contre 4,9 M€ (12,4% du CA) au 31 mars 2007 (12 mois).

Sur les neuf mois d'octobre 2007 à juin 2008, l'intégration des sociétés acquises (*Ornis*), lancées (*eFlag*) ou relancées (*Risc Security Italie*), ainsi que le déménagement du siège social de Gennevilliers à Boulogne-Billancourt en octobre 2007 ont entraîné la constatation de charges non récurrentes comptabilisées dans le résultat opérationnel au 30 juin 2008 pour un montant estimé à 1,4 M€.

Afin de mieux apprécier le résultat opérationnel sur les deux périodes, il faut rappeler l'impact dans les comptes au 31 mars 2007 de la reprise de provision pour rachats qui s'élevait à respectivement à 2,5 M€ au 31 mars 2007 à comparer à un impact de même nature limité à 0,3 M€ au 30 juin 2008.

Ce résultat opérationnel inclut au 30 juin 2008 une charge de 1,85 M€ sans effet de trésorerie, liée à l'application de la norme IFRS 2 (rémunérations en actions) aux actions gratuites attribuées aux salariés du groupe, contre une charge de nature équivalente s'élevant à 1,3 M€ au 31 mars 2007.

La majorité de ces actions gratuites ont été émises le 27 avril 2008, au profit des salariés bénéficiaires, qui ne pourront pas les céder avant la fin d'une période de détention de 2 ans. Avec l'émission de ces actions, il est à noter que le management du groupe détient environ 10% du capital de la société.

6.4 - Résultat financier

	31/03/2007	Intégration dans périmètre	Var . Période	30/06/2008
Intérêts et produits assimilés	175 022	8 590	591 972	775 584
Gains de change	52		-52	0
Escomptes obtenus	0		47 178	47 178
Produits financiers de placement	0		294 953	294 953
Effets de désactualisation (IAS 18)	2 788 097		1 680 778	4 468 875
Reprise provision financière	2 700		-2 700	0
Divers	95 707		-64 389	31 318
Produits financiers	3 061 578	8 590	2 547 740	5 617 908

Intérêts et charges assimilés	237 299	4 645	3 273	245 217
Intérêts leasers (IAS 39)	5 350 583		3 247 055	8 597 638
Int sur obligations	150 372		-9 571	140 801
Dot amort primes rbt OC	0		39 760	39 760
Effets d'actualisation (IAS 32/39)	0		-311 957	-311 957
retrait. Loc fi	55 251		7 617	62 868
Divers	1 410	0	38 088	39 498
Charges financières	5 794 916	4 645	3 014 265	8 813 825
Résultat financier	-2 733 338	3 945	-466 525	-3 195 917

Les « intérêts et produits assimilés » proviennent de placements à court terme réalisés sur le produit de l'augmentation de capital non utilisé pour des acquisitions.

Les produits financiers liés aux « effets de désactualisation » sont la conséquence de l'application de la norme IAS 18 et les charges financières « intérêts leasers » sont la conséquence de l'application de la norme IAS 39.

6.5 - Charge d'impôt

Les charges d'impôts constatées au compte de résultat sont limitées aux impôts sur les sociétés à payer par les filiales Risc Security en Belgique (déficit fiscal du 31/03/07 complètement imputé sur la période / impôt de 180 K€), espagnole (premier exercice bénéficiaire / impôt de 141 K€), suisse (premier exercice bénéficiaire / impôt de 6 K€) et Itemos (impôt de 45 K€).

Les déficits reportables du groupe sont au 30 juin 2008 de

- 42,6 M€ pour *Risc Group*,
- 1,87 M€ pour *Risc Security Allemagne* et
- 11,3 M€ pour *Ornis*.

Les seuls impôts différés actifs constatés sur ces déficits reportables sont utilisés pour compenser les impôts différés passifs générés par les retraitements liés aux normes IFRS.

7 – AUTRES INFORMATIONS

7.1 - Effectifs

	TPE / PME	PME / GC	30/06/2008	TPE / PME	PME / GC	30/09/2007	31/03/2007
France	254	120	374	213	103	316	223
Belgique	49		49	49		49	46
Allemagne	40		40	38		38	42
Espagne	61		61	30		30	16
Suisse	9		9			0	0
Italie	4		4			0	0
Angleterre	11		11			0	0
	428	120	548	330	103	433	327

68% de l'effectif au 30 juin 2008 est employé en France.

Le secteur TPE/PME reprend *Risc Group* et toutes les filiales *Risc Security* / *BESDI* alors que le secteur PME reprend le groupe *Ornis* et *Backup Avenue*.

7.2 - Frais de développement

Risc Group développe sa propre gamme de logiciels de sauvegarde en ligne (gamme Backupia) et son propre gestionnaire de base de données pour le suivi de ses contrats clients ; de même, Backup Avenue et Ornis développent également des logiciels en interne pour leurs produits respectifs de sauvegarde et d'infogérance/ToIP.

Sur la période du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008, les frais de recherche et développement se sont élevés à 1 M€, dont 394 K€ ont été activés au bilan pour être amortis sur une durée de 4 ans.

La répartition par société est la suivante :

Risc Group a généré des frais de développement pour 813K€ dont 172K€ ont été activés au bilan puisque certains projets ont été finalisés dans l'année.

Les projets développés concernent des besoins en direction du service commercial pour nos clients (amélioration de certaines fonctionnalités de notre CRM), de mise en place de nouveaux portails de commande (Ebackup for you), intégration de nouvelles fonctionnalités dans le produit «RISC BOX », mais aussi pour des besoins internes (intégration des nouvelles sociétés du groupe dans le système de gestion et de facturation des contrats « Back Office »).

Backup Avenue a généré des frais de développement pour 74K€.

Certains projets encore en cours de réalisation l'année dernière ont été activés au bilan dans l'année pour un montant de 104K€.

Les projets réalisés ou encore en cours de développement concernent des besoins spécifiques autour de la technologie du backup et en lien à la production commerciale.

Ornis a généré des frais de développement pour 118K€ (avant son entrée dans le périmètre de consolidation).

Les projets ont tous été activés sur la période et concernent des développements complémentaires à la mise en place du CRM et à la création d'un extranet pour le service commercial.

7.3 - Rémunérations en actions et assimilés

7.3.1 - Options de souscription d'actions

Sur la période d'avril 2007 à juin 2008, 5.781.346 options de souscriptions d'actions (avant regroupement) ont été exercées en application du plan n°5 (voir chapitre C – variation des capitaux propres)

Le plan n°5 a été lancé en 2005 pour intéresser certains managers au développement du groupe, aucun manager n'ayant à cette date de participation dans la société. Les caractéristiques de ce plan et le solde d'options exerçables à ce jour sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°5 T1
Date d'assemblée	30/09/2004
Date du conseil d'administration	06/10/2005
Nbre total d'actions pouvant être souscrites	1 450 000
dont le nbre pouvant être souscrites ou achetées	
- par les mandataires sociaux	850 000
- par les dix premiers salariés attributaires	600 000
Point de départ d'exercice des options	07/10/2006
	07/10/2007
	07/10/2008
Date d'expiration	05/10/2011
Prix d'exercice	1,0€
Prix d'exercice ajusté	0,9€
Nombre d'actions souscrites au 30/06/08	1 312 500
Options de souscriptions annulées sur la période	0
Options de souscriptions d'actions restantes	137 500

L'application de la norme IFRS 2 à ce plan n°5 a entraîné la constatation au compte de résultat consolidé d'une charge de 130 K€ au 30 juin 2008 (« rémunérations en actions »), calculée sur la base de la juste valeur de l'option.

Cette juste valeur a été déterminée par un calcul actuariel suivant la méthode *Black & Scholes*, en tenant compte d'une durée d'exercice estimée de 3 ans et d'une volatilité de 53% (pour tenir compte du faible niveau de l'action *Risc Group*).

7.3.2 - Actions gratuites

Au titre du plan n°1 du 27 avril 2006, 4.417.248 actions ont été émises le 27 avril 2008 (voir **note 1.13**) au bénéfice de 27 salariés du groupe. Ces actions ne peuvent pas être cédées avant une période de détention de 2 ans, soit pas avant le 27 avril 2010.

Au titre du plan n°2 du 27 juillet 2006, 783.200 actions ont été émises le 27 juillet 2008 (voir **note 2.1**) au bénéfice d'un salarié du groupe (le Président). Ces actions ne peuvent pas être cédées avant une période de détention de 2 ans, soit pas avant le 27 juillet 2010.

Le résumé des plans en cours est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Plan n°3	Plan n°4	Plan N°5
date de l'assemblée générale	12/07/2007	12/07/2007	12/07/2007
date du conseil d'administration	28/03/2007	08/11/2007	23/04/2008
nb d'actions attribuables	308 000	110 000	350 000
nb de salariés concernés	3	3	1
date d'attribution théorique	28/03/2009	08/11/2009	23/04/2010

L'application de la norme IFRS 2 à ces différents plans donne lieu à l'enregistrement d'une charge au compte de résultat consolidé sur la ligne « *rémunération en actions* », qui est calculée sur la base de la juste valeur de l'action et qui est étalée sur les 2 ans de la durée d'acquisition des plans.

Cette juste valeur est déterminée à partir du cours de l'action aux dates d'attribution, pondérées par une décote pour tenir compte du blocage des actions sur 4 ans et du turn-over.

Au 30 juin 2008, la charge enregistrée au compte de résultat au *pro rata temporis* sur la ligne « *Charges de personnel – rémunérations en actions* » est de 1.852 K€ (contre une charge de 1.281 K€ enregistrée au 31 mars 2007).

Cette écriture est sans effet de trésorerie et compensée par un crédit du même montant passé directement au niveau des capitaux propres consolidés (voir **section C** page 4 sur la variation des capitaux propres).

7.3.3 - Bons de souscription d'actions (BSA)

Le conseil d'administration du 18 avril 2005 a émis 3.500.000 bons de souscription d'actions '(BSA) au profit des banques du pool bancaire, conformément au protocole d'accord signé le 14 décembre 2004. Ces BSA ont été émis à titre gratuit et leur prix d'exercice était fixé à 0,5 euros, un BSA donnant droit à une action. La durée d'exercice de ces BSA est de 5 ans à compter de leur émission. La répartition de ces BSA par banque est la suivante :

BNP PARIBAS	1.400.000
BRED	700.000
BCME	700.000
FORTIS BANQUE	700.000

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juillet 2007 a approuvé le regroupement de 10 actions *Risc Group* en 1 action nouvelle et a donné tous pouvoirs au Conseil d'administration pour mettre en œuvre cette décision. Le Conseil d'administration, dans sa séance du 8 novembre 2007, a décidé que

le regroupement des actions interviendrait le 28 novembre 2007, date à laquelle seront cotées les nouvelles actions *Risc Group*.

En conséquence, et en tenant compte de l'ajustement des parités lié à l'augmentation de capital d'août 2007, chaque BSA donnera droit désormais d'obtenir 0,112 action Risc au prix de 5 € chacune.

7.3.4 - Dilution potentielle

Dans l'hypothèse où la totalité des 137.500 options de souscription d'actions pouvant être exercées serait exercée, l'effet dilutif serait d'environ 0,19 % sur la base du nombre d'actions de 73.209.157 au 30 juin 2008.

Dans l'hypothèse où la totalité des 3.500.000 bons de souscription d'actions pouvant être exercés serait exercée, l'effet dilutif serait d'environ 0,54% sur la base du nombre d'actions de 73.209.157 au 30 juin 2008.

Dans l'hypothèse où la totalité des 768.000 actions gratuites pouvant être exercées seraient émises, l'effet dilutif serait d'environ 1,05 % sur la base du nombre d'actions de 73.209.157 au 30 juin 2008.

7.4 - Organes de direction et parties liées

Le montant global des rémunérations brutes allouées au titre de l'exercice aux membres du conseil d'administration a été de 190 K€ sur 15 mois (limité au Secrétaire Général, nommé administrateur le 18/12/06), sur lesquelles ont été payées 80 K€ de charges sociales patronales. Le Président Directeur Général n'est pas salarié du groupe et a facturé au groupe 645 K€ d'honoraires sur 15 mois (incluant les charges sociales) par sa société de management au titre de son mandat social.

Il est contractuellement prévu avec le Président Directeur Général qu'en cas de révocation ou de rupture du contrat de travail autre que pour faute lourde ou faute grave, le Président Directeur Général sera indemnisé selon les conditions suivantes : préavis minimum de 12 mois et versement d'une indemnité de 420 K€.

La rémunération des administrateurs indépendants du conseil d'administration sur la période a été de 15 K€ (dans le cas où l'administrateur est membre d'un comité) ou de 5 K€ (dans le cas où l'administrateur n'est pas membre d'un comité). Les autres administrateurs ne perçoivent aucune rémunération et ne se voient pas attribuer d'options de souscription d'actions.

Les membres actuels et anciens du conseil d'administration ne bénéficient d'aucun plan de retraite ou indemnités assimilées ni d'aucun crédit ou avance.

7.5 - Crédit bail et locations

7.5.1 - Contrats de location simple

Risc Group loue les locaux de son nouveau siège social (voir **note 1.8**) sur la base d'un bail 6/9 signé en juin 2007 pour un loyer annuel de 550 K€

Les engagements du groupe au 30 juin 2008 liés aux contrats de location sont résumés dans le tableau ci-dessous :

société	en K€	engagement au 30/06/08	à moins d'un an	de un à cinq ans	à plus de cinq ans
Risc Group					
loyers immobiliers		3 776	873	2 903	
loyers parc auto		1 326	976	350	

RS Allemagne				
loyers immobiliers	572	156	416	
loyers parc auto	163	155	8	
RS Belgique				
loyers immobiliers	694	305	389	
loyers parc auto	293	170	123	
RS Espagne				
loyers immobiliers	97	24	73	
loyers parc auto	121	73	48	
RS Suisse				
loyers immobiliers	182	40	142	
loyers parc auto	191	67	124	
ORNIS				
loyers immobiliers & data centers	1 857	1 440	417	
Loyers parc auto	383	184	199	
Total loyers immobiliers	7 178	2 838	4 340	
Total loyers parc auto	2 477	1 625	852	
Total général	9 655	4 463	5 192	

7.5.2 - Contrats de location financement

Risc Group, Ornis et Backup Avenue utilisent des contrats de location financement sur 36 mois pour financer leurs investissements en baies de stockage et en serveurs. Ces contrats de location financement sont retraités conformément à la norme IAS 17 (voir **note 3.6**) et comptabilisés en immobilisations avec une contrepartie en dettes financières (voir **notes 5.2, 5.10 et 5.14**).

Les engagements au 30 juin 2008 liés à ces contrats de location financement sont résumés dans le tableau ci-dessous.

<i>en Keuros</i>	engagement	à moins	de un à	à plus de
date de début du contrat	au 30/06/08	d'un an	cinq ans	cinq ans
<i>Risc Group</i>				
01/12/2005	57			
01/08/2006	66	61	5	
01/08/2006	55	51	4	
01/05/2007	558	304	254	
25/06/2008	379	126	253	
<i>Ornis</i>				
25/06/2008	351	117	234	
<i>Backupavenue</i>				
01/03/2008	122	46	76	
Total	1 588	705	826	

7.6 - Engagements hors bilan

Engagements donnés

Dans le cadre de l'emprunt obligataire, toute exigibilité anticipée d'une dette d'emprunt d'un montant supérieur à 250 Keuros peut entraîner l'exigibilité du remboursement de la totalité des obligations convertibles.

Engagements reçus

NA

Selon la norme en vigueur, aucun engagement hors bilan significatif n'est omis dans la présente annexe.



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 36.996.185 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2008</p>
--

3 – Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice 2007/2008
(du 1er avril 2007 au 30 juin 2008)

RISC GROUP

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 36.996.185 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire pour vous rendre compte de l'activité de notre société durant l'exercice de 15 mois clos le 30 juin 2008 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels et les comptes consolidés dudit exercice.

Le présent rapport est complété par le rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale, par le rapport spécial sur les opérations liées à l'émission et/ou à l'exercice d'options de souscription au cours de l'exercice et par le rapport du Président sur le contrôle interne.

Les rapports des commissaires aux comptes, le rapport de gestion ainsi que les comptes annuels et autres documents s'y rapportant ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

Sommaire du rapport de gestion :

- 1 – Faits marquants de la période
- 2 – Evénements postérieurs au 30 juin 2008
- 3 – Présentation des états financiers
- 4 – Comptes consolidés au 30 juin 2008
- 5 – Evolution de l'effectif
- 6 – Activité des filiales
- 7 – Activité en matière de Recherche & Développement
- 8 – Evolution prévisibles et perspectives
- 9 – Comptes sociaux de Risc Group au 30 juin 2008
- 10 – Actionnariat
- 11 – Opérations de la société sur ses propres actions
- 12 – Plans d'options de souscriptions d'actions et d'actions gratuites
- 13 – Participation des salariés au capital de la société
- 14 – Information sur les mandataires sociaux
- 15 – Rappel sur les dividendes antérieurement distribués
- 16 – Tableau des résultats des cinq derniers exercices
- 17 – Tableau récapitulatif des délégations en cours
- 18 – Informations environnementales
- 19 – Projet de résolutions soumises à l'assemblée générale

1 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

1.1 Transmission universelle du Patrimoine (T.U.P) de Risc Security France à sa société mère Risc Group

Dans le cadre de la restructuration juridique du groupe, *Risc Group* a réalisé sur le premier semestre de l'exercice 2007-2008 la Transmission Universelle de Patrimoine à son profit de sa filiale détenue à 100% *Risc Security SA* (ex-*Adhersis*).

L'ensemble fusionné regroupe ainsi la structure historique cotée et la principale société opérationnelle du groupe, avec tout le secteur de vente directe aux TPE-PME et tous les moyens de production du groupe.

BESDI développe de son côté avec l'apport d'*ITEMOS* (voir point 1.3) le secteur de vente indirecte du groupe à destination des TPE-PME.

1.2 Acquisition de la société Linone et lancement de la Risc Box (mai 2007)

Risc Group a acquis le 27 mai 2007 par l'intermédiaire de sa filiale *BESDI* (Banque Européenne de Sauvegarde de Données Informatiques) la totalité des titres de la société *Linone*, déjà détenue à hauteur de 50% par *BESDI*.

L'acquisition du solde de 50% a été réalisée sur la base d'un prix de 100 K€ avec un premier paiement de 50 K€ à la signature, le solde ayant été réglé en octobre 2007. Un complément de prix a été réglé à hauteur de 30 K€ en 2008.

Concepteur d'une plateforme technologique unique de mobilité et de sécurité à destination des TPE-PME, *Linone* a développé une offre unique de « boîtier » multifonctions, combinant des services de mobilité et de sécurité informatique adaptés au marché des TPE-PME.

Cette plateforme basée sur de l'open source a la capacité de livrer une solution « all in one » pour des TPE-PME soucieuses de confier à un prestataire tel que *Risc Group* ses services de mobilité (accès distant VPN SSL) et de sécurité informatique (Backup local et distant, firewall, antivirus...).

Risc Group a vu dans cette approche une réponse évidente à la problématique des chefs d'entreprises, et s'est appuyé sur cette technologie pour lancer une offre innovante à destination de son marché de TPE-PME.

Cette offre, déployée sous le nom « RISC BOX », a été lancée dès le mois de Juin 2007 dans l'ensemble des réseaux commerciaux du groupe en France.

Linone réalisait l'essentiel de son chiffre d'affaires avec *BESDI* et son activité a été complètement transférée sur le groupe via le développement commercial de la RISC BOX.

1.3 Acquisition du groupe ITEMOS (juin 2007)

Risc Group, par l'intermédiaire de sa filiale *BESDI* (Banque Européenne de Sauvegarde de Données Informatiques), a acquis fin juin 2007 le groupe *ITEMOS*. Ce groupe basé en région Lyonnaise et constitué de 4 sociétés (*ITEMOS*, *ATEMPORIS*, *ITEMOS IDF* et *ASCOMEDIA*), développe une double activité de sécurité informatique et de « web services » à destination des TPE-PME. Son portefeuille de plus de 400 clients, dont quelques grands comptes nationaux, vient étoffer le parc clients de *BESDI*, et sa présence en région lyonnaise permettra de poursuivre le maillage du réseau commercial de *BESDI*.

Cette acquisition stratégique est accompagnée par l'arrivée au sein de *BESDI* du manager du groupe *ITEMOS*, qui a rejoint l'entreprise en tant que Directeur Général Adjoint.

L'intégration de ce groupe va consolider le secteur de vente indirecte de *Risc Group*, notamment géographiquement avec le positionnement historique d'*ITEMOS* sur la région de Lyon.

ITEMOS a réalisé un chiffre d'affaires de 1 million d'euros sur son dernier exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2006.

ITEMOS est consolidée dans les comptes annuels de Risc Group sur 12 mois, du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008, générant une contribution au chiffre d'affaires de 1,4 M€ et un écart d'acquisition de 1,1 M€.

1.4 Acquisition de la société Backup Avenue (juillet 2007)

Le conseil d'administration a approuvé dans sa séance du 3 juillet 2007 l'apport à Risc Group de 100% des actions de la société Backup Avenue.

Cette acquisition évaluée à 6,5 M€ a été rémunérée par l'émission de 21.428.572 actions nouvelles et le versement d'une soulte de 500 K€ en numéraire.

Backup Avenue est la première entreprise en Europe à avoir développé une technologie propriétaire et des savoir-faire spécifiques afin d'intégrer le logiciel référence « IBM Tivoli Storage Manager » dans un service de sauvegarde informatique en ligne sur internet. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 million d'euros sur son dernier exercice clos le 31 décembre 2006.

Cette acquisition va permettre à Risc Group de se positionner sur le segment des Grands Comptes, encore non adressé par le groupe, et compléter ainsi son approche globale du marché de la sauvegarde informatique en ligne.

Backup Avenue est consolidée dans les comptes annuels de Risc Group sur 12 mois du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008, générant une contribution au chiffre d'affaires de 2,2 M€ et un écart d'acquisition de 5,6 M€.

1.5 Changement de date de clôture

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 12 juillet 2007 a décidé de modifier les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social qui seront dorénavant respectivement le 1^{er} juillet et le 30 juin de chaque année. Cette modification des dates de l'exercice social va permettre un meilleur équilibre avec le cycle d'activité de la Société.

L'exercice social 2007-2008 a donc une durée exceptionnelle de 15 mois, du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008.

1.6 Augmentation de capital de 53,5 millions d'euros du 28 août 2007

Le conseil d'administration s'est réuni le 28 août 2007 afin de constater le montant des souscriptions reçues dans le cadre de l'augmentation de capital d'un montant de 53.502.034,32 € réalisée par l'émission de 297.233.524 actions nouvelles émises à une valeur de 0,18 euro chacune (pour un nominal de 0,05 €).

Sur les 297.233.524 actions émises, 212.832.990 actions ont été souscrites à titre irréductible par les titulaires de droits préférentiels de souscription pendant la période souscription et le conseil d'administration a en conséquence attribué le solde disponible de 84.400.534 actions non souscrites.

Le capital de la société après cette opération a été porté à 34.395.922,60 euros, divisé en 687.918.452 actions de même catégorie.

Après imputation des frais de conseil, d'avocat et d'audit, le produit net encaissé de l'augmentation de capital s'élève à 49.835 K€.

1.7 Acquisition du groupe ORNIS (septembre 2007)

Risc Group a acquis le 25 septembre 2007 100% du groupe Ornis, spécialiste de l'infogérance et des applications en mode hébergé.

Cette acquisition a été réalisée en numéraire pour un montant de 35 M€, entièrement financé sur le produit de l'augmentation de capital de 53,5 M€ réalisée en août 2007.

Créé en 1999, *Ornis* est devenu un opérateur de services informatiques « *net generation* », offrant aujourd'hui une gamme de services d'infrastructures, de (télé)communications et d'applicatifs en mode hébergé (ASP) ou « *Software as a Service* » (SaaS), qui répond parfaitement à la nouvelle demande croissante d'externalisation de services des entreprises.

Le groupe s'est renforcé fin 2006 et début 2007 par l'acquisition d'*Externall*, spécialiste de l'infogérance experte, et de *G3 Net*, distributeur de solutions Télécoms IP.

Propriétaire de son infrastructure et labellisé « *opérateur télécom* », *Ornis* a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 17M€ en 2006 (pro-forma 12 mois) pour un résultat net supérieur à 1 M€, et emploie 112 salariés (92 au moment de l'acquisition).

Ornis est consolidée dans les comptes annuels de Risc Group sur 9 mois du 1^{er} octobre 2007 au 30 juin 2008, générant une contribution au chiffre d'affaires de 17,8 M€ et un écart d'acquisition de 33,2 M€.

1.8 Transfert du siège social

Le Conseil d'administration du 8 novembre 2007 a décidé le transfert du siège social de la société au 7/11 rue Castéja à Boulogne-Billancourt (92100).

Ce transfert a généré sur l'exercice 2007-2008 des charges non récurrentes de l'ordre de 600 K€ (frais de déménagement et de double loyer ponctuel).

1.9 Lancement de la filiale eFlag

eFlag est un nouvel opérateur de services de vidéosurveillance sur IP pour les PME. La société propose des services managés permettant de rester en contact visuel avec son bureau, ses locaux, ses sites distants, depuis un simple navigateur web ou via un Smartphone 3G.

eFlag est une filiale de Risc Group qui a été incubée pendant 6 mois avant son lancement en octobre 2007. Elle facture des matériels et des redevances à ses distributeurs en fonction du nombre de caméras managées.

Son chiffre d'affaires sur 9 mois à fin juin 2008 est de 0,6 M€ pour un résultat négatif de (0,3) M€.

1.10 Regroupement des actions Risc Group

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 12 juillet 2007 a approuvé le regroupement de 10 actions *Risc Group* en 1 action nouvelle et a donné tous pouvoirs au Conseil d'administration pour mettre en œuvre cette décision. Le Conseil d'administration, dans sa séance du 8 novembre 2007, a décidé que le regroupement des actions interviendrait le 28 novembre 2007, date à laquelle seront cotées les nouvelles actions *Risc Group*.

Ce regroupement d'actions vise à permettre à la Société de retrouver un cours plus conforme aux standards de marché ainsi qu'à réduire la volatilité intrinsèque du titre induite par la valeur actuelle de l'action.

En conséquence, le nombre de titres *Risc Group* en circulation a été divisé par 10 et est passé de 687.918.460 à 68.791.846.

1.11 Lancement d'une nouvelle filiale en Suisse

Risc Group a lancé en janvier 2008 une nouvelle filiale en Suisse à Nyons, près de Genève, sur le modèle *Risc Security* du pôle TPE-PME.

Risc Security Suisse a été placée sous la houlette d'un directeur de région français, précédemment responsable de la région Sud Est de la France et qui a été promu Country Manager à l'occasion de la création de cette nouvelle filiale.

Le démarrage de cette nouvelle entité est prometteur avec près de 0,46 M€ de chiffre d'affaires réalisé à fin juin 2008 avec une équipe locale de 9 personnes.

1.12 Prise de participation dans le capital de la société Normaction

Faisant suite à l'autorisation donnée par l'assemblée générale de *Normaction* le 8 février 2008; *Risc Group* a souscrit le 28 février 2008 à une augmentation de capital réservée pour un montant de 1,9 M€ et a acquis des actions pour un montant de 0,3 M€, et détient aujourd'hui 17,5% du capital de *Normaction*.

Cette prise de participation stratégique va s'accompagner d'un partenariat commercial entre les deux groupes par lequel *Normaction* va distribuer le produit de Téléphonie sur Internet (ToIP) développé par *Ornis*, qui pourra bénéficier par ailleurs du savoir-faire reconnu de *Normaction* dans le domaine de la téléphonie « entreprise », autour de la présélection, du dégroupage et de la fourniture de PABX.

Par la suite, *Risc Group* aura la faculté de renforcer sa participation au moyen de l'exercice de bons de souscription d'actions (BSA) attachés aux actions émises dans le cadre de l'augmentation de capital et d'une option d'achat qui lui serait consentie par Jean-Marc Amouroux, Président fondateur de *Normaction* ainsi que deux autres actionnaires historiques portant sur 671.114 actions de la société (BSA et option d'achat courant sur 24 mois).

A l'issue de cette deuxième étape, *Risc Group* pourrait détenir une participation dans *Normaction* et des droits de vote supérieurs à 50%. En cas d'exercice de l'option d'achat, et en application de la réglementation boursière, *Risc Group* déposerait alors auprès de l'AMF une garantie de cours visant les actions de *Normaction*.

1.13 Augmentation de capital par émission de 4.417.248 actions gratuites

Le 28 avril 2008, en application du plan d'actions gratuites d'avril 2006 ont été créées et émises 4.417.248 actions nouvelles au profit de 27 salariés du groupe, soit une augmentation de capital de 2.208.624 euros par imputation sur la prime d'émission.

Ces 4.417.248 actions ne pourront pas être cédées par leurs bénéficiaires avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 27 avril 2010.

Avec l'émission de ces actions gratuites, le management du groupe détient désormais environ 10 % du capital de la société.

Après la création de 63 nouvelles actions en mars 2008 par conversion d'obligations convertibles, le capital de la société a été porté à 36.604.578,50 euros, divisé en 73.209.157 actions entièrement libérées.

1.14 Relance de la filiale italienne

Fort du succès du lancement de l'Espagne et de la Suisse, le groupe a décidé de relancer l'activité de sa filiale italienne *Risc Security Italie*, qui avait été mise en sommeil en 2005 lors de la restructuration du groupe.

Un nouveau manager a été recruté en avril 2008 et a été formé au sein du groupe sur le dernier trimestre d'avril à juin 2008 avant de rejoindre les nouveaux bureaux de la filiale à Milan. Les équipes commerciales sont en place à Milan depuis fin juin 2008 et les premières ventes sont attendues début juillet 2008 pour le lancement du nouvel exercice fiscal.

1.15 Acquisition de la société britannique Clunk Click

Clunk Click a été créée en 2001 par son actionnaire majoritaire et dirigeant actuel, avec un positionnement ciblé sur les TPE-PME, concentré sur une offre de sauvegarde en ligne et de stockage de données. Cette société a développé son activité sur un modèle économique de services pur, assurant une récurrence très importante des revenus.

Clunk Click est basée à Conwy au Pays de Galles et dispose d'implantations à Londres et d'un data center à Manchester.

Les 3.000 clients actuellement hébergés par *Clunk Click* ont été acquis via un modèle de distribution mixte : 50% en mode direct avec des ventes via internet et 50% en mode indirect via des revendeurs.

Sur son dernier exercice 2007/2008 (clos le 28/02/2008), *Clunk Click* a réalisé un chiffre d'affaires de 1,1 M€ pour une rentabilité opérationnelle de 9%.

Sur l'exercice 2008/2009 en cours, l'objectif d'activité se situe dans une fourchette de 2 à 2,4 M€. Cette forte progression attendue sera notamment due à la montée en puissance de la récurrence des revenus, déjà confirmée sur les premiers mois de ventes réalisées sur ce nouvel exercice.

Clunk Click pourra également s'appuyer sur les revenus d'un contrat cadre de 3 ans signé avec la société ZEN Internet, un des premiers FAI (Fournisseur d'accès internet) en Grande Bretagne.

Risc Group a acquis 100% de la société *Clunk Click* pour un montant de 3,1 M€, réglés en numéraire. Des compléments de prix d'un montant de 1,2 M€ pourront être versés en fonction des réalisations d'activité et de résultat opérationnel sur les 24 prochains mois.

Le dirigeant historique de *Clunk Click*, M. Paul Roberts, et toute son équipe (11 personnes à ce jour) vont venir compléter les effectifs de *Risc Group* et contribuer à son développement sur le sol britannique.

1.16 Suivi de la provision pour rachats au 30 juin 2008

Sur son secteur d'activité historique des TPE-PME, *Risc Group* comptabilise les rachats de contrats clients effectifs mensuellement en avoirs à établir au moment de leur décaissement.

Le groupe comptabilise depuis mars 2003 au passif de son bilan une provision complémentaire pour appréhender à chaque date d'arrêté le risque de rachats futurs sur les contrats cédés. Cette provision est calculée et ajustée chaque semestre sur la base d'une analyse historique détaillée des rachats de contrats.

Depuis avril 2005, suite aux nouvelles procédures mises en place au sein du groupe, la qualité de la production commerciale et du produit de sauvegarde *Backupia* se sont très sensiblement appréciées, et les rachats de contrats ont diminué de manière très significative.

Ainsi au 31 mars 2007, l'analyse historique des rachats de contrats avait amené le groupe à constater une reprise de provisions importante qui se répartissait comme suit :

- 1,7 M€ en France (dont 1,4 M€ sur le premier semestre au 30/09/06),
- 0,6 M€ en Allemagne (dont 0,4 M€ sur le premier semestre au 30/09/06),
- 0,2 M€ en Belgique (dont 0,1 M€ sur le premier semestre au 30/09/06).

pour un montant total de 2,5 M€, inclus dans les produits des activités ordinaires au 31 mars 2007.

Cette tendance baissière se confirme depuis maintenant plus de 24 mois et les rachats sont désormais très faibles et revenus dans des proportions jugées « standard ».

Sur la France, les rachats constatés sur l'exercice 2007-2008 sont de 0,4M € (sur 12 mois à fin mars 2008) contre 0,6 M€ au 31 mars 2007 (et pour mémoire 1,4 M€ au 31 mars 2006). Le taux « pivot » de rachat moyen enregistré au 30 juin 2008 sur l'ensemble des pays est inférieur à 1% (contre 1,9% au 31 mars 2007 et 7% au 31 mars 2006).

Ainsi, l'analyse de l'historique des rachats sur la période close au 30 juin 2008 a entraîné la constatation d'une reprise de provision beaucoup moins significative; qui se répartit comme suit :

- 0,15 M€ en France,
- 0,068 M€ en Allemagne,
- 0,085 M€ en Belgique,

pour un montant total de 0,3 M€, inclus dans les produits des activités ordinaires au 30 juin 2008, déjà comptabilisés sur le premier semestre au 30 septembre 2007, et sans modification sur les 9 mois d'octobre 2007 au 30 juin 2008.

La provision pour rachats au bilan consolidé arrêté au 30 juin 2008 s'élève à 220 K€.

2 - FAITS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2008

2.1 Augmentation de capital par émission de 783.200 actions gratuites

Le 27 juillet 2008, en application du plan d'actions gratuites de juillet 2006 ont été créées et émises 783.200 actions nouvelles au bénéfice du Président du groupe, soit une augmentation de capital de 391.600 € par imputation sur la prime d'émission.

Ces 783.200 actions ne pourront pas être cédées par leur bénéficiaire avant une période de détention de 2 ans, soit avant le 27 juillet 2010.

Après la création de 29 nouvelles actions en juillet 2008 par conversion d'obligations convertibles, le capital de la société est à ce jour de 36.996.185 € euros, divisé en 73.992.370 actions entièrement libérées.

2.2 Acquisition de la société *Extaco* en Ukraine par *Ornis*

Ornis a finalisé en juillet 2008 l'acquisition de la société *Extaco* en Ukraine, qui servira de tête de pont pour la mise en place du centre de pilotage 24-7 destiné à servir les clients du groupe.

External, filiale d'*Ornis* spécialiste de l'infogérance sur mesure auprès des grands comptes (structure fusionnée dans *Ornis* en mai 2008) travaille avec *Extaco* depuis décembre 2006 et a pu juger de la qualité des prestations de pilotage et de contrôle 24/7 assurées par cette société et ses salariés.

Dans le cadre de leurs relations, *External* disposait d'une promesse de vente de la société *Extaco* en sa faveur et le groupe a donc donné une suite favorable à cette option.

Cette acquisition va être renforcée par les investissements de *Risc Group* et notamment par un plan de recrutement visant à recruter une trentaine d'ingénieurs sur l'année en cours.

Extaco, qui sera renommée *Risc Group Ukraine*, hébergera également dans un second temps une équipe de recherche et développement qui interviendra en soutien des équipes basées en France.

Enfin, face au potentiel du marché Ukrainien, en fort développement, *Risc Group* va également étudier le lancement d'une activité commerciale sur ce pays, par la mise en place d'une équipe de commercialisation des offres de sécurité managées, et notamment de sauvegarde en ligne.

2.3 Un événement postérieur à la clôture majeur : La renégociation des conventions avec les leasers et la révision du retraitement historique IAS 18/39 aux opérations de cessions de contrats aux leasers

Lors de la transition aux normes IFRS validée au mai 2006, l'application des normes IAS 18 & 39 aux opérations de cessions des contrats clients par les filiales *Risc Security* à leurs partenaires leasers avait entraîné la constatation d'ajustements de consolidation significatifs.

L'analyse des transactions du groupe avec ses partenaires au regard de la norme IAS 39 ne permettait pas de conclure que « pratiquement tous les risques et avantages étaient transférés au cessionnaire », notamment en raison des rachats potentiels de contrats qui pouvaient être effectués à la demande des leasers. En conséquence, les créances cédées aux leasers devaient être conservées au bilan avec en contrepartie une dette financière vis-à-vis des leasers.

Ces deux retraitements bien que sans aucun effet de trésorerie, présentaient deux impacts très significatifs sur les comptes du groupe :

- 3) un effet d'ajustement sur le résultat consolidé lié au différentiel d'actualisation de la créance par rapport à la dette ; cet ajustement étant positif en cas de croissance d'activité et négatif en cas de décroissance ;
- 4) un effet d'alourdissement très significatif du poste clients et du poste de dette financière au bilan consolidé, ce dernier effet étant très préjudiciable dans la lecture de la situation financière du groupe.

Fort de la qualité retrouvée de son activité et de la baisse drastique des rachats de contrats constatée sur les 24 derniers mois (voir **point 1.16**), le groupe a donc entrepris sur l'exercice écoulé une refonte des conventions de financement avec ses partenaires leasers et a ainsi pu signer de nouveaux accords en septembre 2008.

Ces nouveaux accords stipulent que le risque financier est intégralement transféré au leaser et qu'en aucun cas, il ne peut être demandé à *Risc Group* de racheter les contrats cédés en cas de défaillance financière du client final. Ces nouveaux accords s'appliquent aussi bien aux contrats signés à compter de la date de signature de l'accord qu'aux contrats signés antérieurement. Ils couvrent donc l'ensemble des contrats clients de la société.

Sur la base de ces nouveaux accords, en raison du transfert de pratiquement tous les risques et avantages aux leasers, il a été jugé que le retraitement IAS 39 historique décrit ci-dessus n'a plus à être effectué.

Les prochains comptes consolidés publiés seront donc présentés sans ces retraitements (voir **point 4.2 sur le bilan consolidé**).

3 - PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les comptes consolidés au 30 juin 2008 sont établis selon les normes comptables internationales IAS / IFRS applicables au 30 juin 2008 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

4 - COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2008**4-1 Chiffre d'affaires et compte de résultat consolidés**

L'activité et le résultat de l'exercice de 15 mois du 1^{er} avril au 30 juin 2008 sont reflétés dans les tableaux ci-dessous (en K€) avec en comparatif l'exercice de 12 mois clos au 31 mars 2007.

en Keuros	30/06/08					31/03/07		
	30/06/08	T5	31/03/08	S2	S1	31/03/07	S2	S1
	15 mois	3 mois	12 mois	6 mois	6 mois	12 mois	6 mois	6 mois
Produit des activités ordinaires	86 178	22 175	64 004	40 470	23 534	39 293	23 862	15 431
Charges d'exploitation	-75 404	-18 586	-56 818	-36 650	-20 168	-33 121	-20 125	-12 996
Rémunération en actions	-1 852	-277	-1 574	-853	-721	-1 281	-768	-514
Résultat opérationnel	8 923	3 311	5 611	2 967	2 644	4 891	2 969	1 922
	10,4%	14,9%	8,8%	7,3%	11,2%	12,4%	12,4%	12,5%
Résultat financier	-3 196	-646	-2 550	-1 236	-1 314	-2 733	-1 377	-1 356
Résultat Net part du groupe	5 389	2 817	2 571	1 291	1 280	2 091	1 535	556
	6,3%	12,7%	4,0%	3,2%	5,4%	5,3%	6,4%	3,6%
Résultat opérationnel sans IFRS 2	10 774	3 589	7 185	3 819	3 366	6 173	3 737	2 436
	12,5%	16,2%	11,2%	9,4%	14,3%	15,7%	15,7%	15,8%

4.1.1 Les modifications du périmètre de consolidation sur la période*Sociétés acquises sur la période :*

Itemos, société acquise fin juin 2007 pour conforter le modèle de ventes indirectes du groupe sur le secteur des TPE, est consolidé dans le compte de résultat à compter du 1^{er} juillet 2007.

Backup Avenue, société acquise début juillet 2007 spécialisée dans la sauvegarde auprès des Grands Comptes, est consolidée à compter du 1^{er} juillet 2007.

Ornis (et ses filiales *External* et *G3net*), groupe acquis fin septembre 2007 pour son activité d'infogérance des réseaux auprès des PME, est consolidée à compter du 1^{er} octobre 2007.

Clunk Click, société britannique acquise fin juin 2008, n'est consolidée qu'au niveau du bilan ; l'activité de *Clunk Click* sera consolidée au compte de résultat sur le prochain exercice, à compter du 1^{er} juillet 2008.

Sociétés créées sur la période :

eFlag, créée en octobre 2007 et spécialisée dans la surveillance vidéo à distance, est consolidée à compter du 1^{er} octobre 2007

Risc Security Suisse, constituée en janvier est consolidée à compter du 1^{er} janvier 2008.

4.1.2 Activité :

Suite à l'acquisition de *Backup Avenue* et d'*Ornis* et dans le cadre de sa nouvelle stratégie de marques, Risc Group a regroupé ces deux sociétés ainsi que son activité historique monDSI sous le même pôle « *Risc Group IT solutions* » (en France uniquement au 30 juin 2008).

L'activité historique a été rebaptisée « *Risc Group Inbox* » et est découpée en deux sous secteurs : « *Direct* » regroupe toutes les filiales Risc Security (France + International) et « *Indirect* » regroupe les filiales *BESDI & Itemos* (France).

	12 mois 06/07	12 mois 07/08	15 mois 07/08
en M€	31/03/07	31/03/08	30/06/08
Secteur Risc Group Inbox	24,80	29,78	38,13
Secteur Risc Group IT Solutions	1,53	14,71	22,06
Total France	26,33	44,48	60,19
Internation. (Secteur Inbox)			
RS Allemagne	6,34	6,03	7,48
RS Belgique	6,28	9,77	12,69
RS Italie	0,13	0,10	0,10
RS Espagne	0,21	3,48	5,19
RS Suisse	0,00	0,19	0,53
Total International	12,96	19,56	25,99
Total	39,29	64,04	86,18

Globalement, sur les 15 mois, l'activité affiche un chiffre d'affaires de 86,2 M€ avec un mix de croissance organique pure, de sociétés créées et lancées par le groupe en France (eFlag) et à l'étranger (RS Suisse) et l'appui des sociétés acquises sur la période.

Sur le secteur « *Risc Group Inbox* » direct, le dernier trimestre d'avril à juin 2008 a notamment enregistré des chiffres de vente excellents, grâce au mois de juin qui a permis aux équipes de ventes d'afficher la meilleure performance mensuelle historique au niveau des activités de « chasse ».

L'international, tiré par les très bonnes performances de la Belgique et de l'Espagne mais aussi de la Suisse, lancée en janvier 2008, a également réalisé un excellent dernier trimestre qui lui permet d'afficher un chiffre d'affaires de 26 M€ sur 15 mois.

Sur le secteur « *Risc Group Inbox* » indirect, *Itemos* sur 12 mois a contribué à l'activité à hauteur de 1,4 M€.

Sur le secteur « *Risc Group IT Solutions* », *Ornis* sur 9 mois et *Backup Avenue* sur 12 mois contribuent à l'activité de la période respectivement à hauteur de 17,8 M€ et de 2,2 M€.

4.1.3 Résultat opérationnel :

Le résultat opérationnel du groupe au 30 juin 2008 (15 mois) s'élève à 8,9 M€ (10,4% du CA) contre 4,9 M€ (12,4% du CA) au 31 mars 2007 (12 mois).

Sur les neuf mois d'octobre 2007 à juin 2008, l'intégration des sociétés acquises (*Ornis*), lancées (*eFlag*) ou relancées (*Risc Security Italie*), ainsi que le déménagement du siège social de Gennevilliers à Boulogne-Billancourt en octobre 2007 ont entraîné la constatation de charges non récurrentes comptabilisées dans le résultat opérationnel au 30 juin 2008 pour un montant estimé à 1,4 M€.

Afin de mieux apprécier le résultat opérationnel sur les deux périodes, il faut rappeler l'impact dans les comptes au 31 mars 2007 de la reprise de provision pour rachats qui s'élevait à respectivement à 2,5 M€ au 31 mars 2007 à comparer à un impact de même nature limité à 0,3 M€ au 30 juin 2008.

Ce résultat opérationnel inclut au 30 juin 2008 une charge de 1,85 M€ sans effet de trésorerie, liée à l'application de la norme IFRS 2 (rémunérations en actions) aux actions gratuites attribuées aux salariés du groupe, contre une charge de nature équivalente s'élevant à 1,3 M€ au 31 mars 2007.

La majorité de ces actions gratuites ont été émises le 27 avril 2008, au profit des salariés bénéficiaires, qui ne pourront pas les céder avant la fin d'une période de détention de 2 ans. Avec l'émission de ces actions, il est à noter que le management du groupe détient environ 10% du capital de la société.

4.1.4 Résultat financier :

Le résultat financier correspond essentiellement aux opérations de financement des créances clients auprès des partenaires leasers liée à l'application de la norme IAS 39 (voir point 1.2.3).

Le résultat financier comprend également des produits financiers, issus du placement du solde de trésorerie disponible après l'augmentation de capital d'août 2007, pour un montant d'environ 970 K€ (contre 175 K€ au 31 mars 2007).

4.1.5 Impôt :

Il est à noter que suite au redressement accéléré de la Belgique et au décollage très rapide de l'activité en Espagne, le groupe a payé ou va payer de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice 2007-2008 sur ces deux pays. *Risc Group* et *Ornis* affichent en France des déficits fiscaux respectifs de 42,6 M€ et 11,3 M€.

4-2 Bilan consolidé et structure financière

Le bilan consolidé simplifié se présente comme suit au 30/06/08 et au 31/03/07 (en M€).

en M€	30/06/08	recalculé	31/03/07	en M€	30/06/08	recalculé	31/03/07
Actif non courant				Capital	36,61		18,17
Ecarts d'acquisition	51,71		4,80	Primes	96,89		58,95
Immob. incorporelles	2,83		1,03	Réserves consolidées	-59,98		-63,93
Immob. corporelles	5,49		1,58	Résultat	5,39		2,09
				Capitaux Propres Gpe	78,90		15,28
Immob. Financières	3,40		0,96	minoritaires	-0,08		-0,09
				Passif non courant			
Impôt diff. Actif	0,00		0,00	Provisions non courantes	0,13		0,04
				Dettes plus d'un an	52,03	4,87	31,82
Actif courant				Impôt différé passif	0,00		0,00
Stocks	0,69		0,48	Passif courant			
Clients	94,90	15,70	59,54	Provisions courantes	0,90		0,92
Autres actifs courants	6,47	5,55	1,79	Fournisseurs	9,01		3,66
				Autres passifs courants	17,21		8,48
Disponibilités	19,79		10,50	Emprunts et banques CT	27,19	1,68	20,55
TOTAL ACTIF	185,28		80,67	TOTAL PASSIF	185,28		80,67

Fort de la qualité retrouvée de son activité et de la baisse drastique des rachats de contrats constatée sur les 24 derniers mois (voir **point 1.16**), le groupe a entrepris sur l'exercice écoulé une renégociation des conventions de financement avec ses partenaires leasers et de nouveaux accords ont été signés en septembre 2008 (voir **point 2.3**).

Ces nouveaux accords – qui couvrent l'intégralité du parc Risc Group - stipulent que le risque financier est intégralement transféré au leaser et qu'en aucun cas il ne peut être demandé à *Risc Group* de racheter les contrats cédés en cas de défaillance financière du client final.

Sur la base de ces nouveaux accords, en raison du transfert de quasiment tous les risques et avantages aux leasers, il a été jugé que les créances clients et les dettes financières doivent être décomptabilisées.

Les prochains comptes consolidés publiés seront donc présentés sans ces retraitements.

Les positions bilancielle qui auraient été affichées si le retraitement IAS 39 décrit précédemment n'avait jamais été appliqué sont présentées dans la colonne « recalculé » du bilan ci-dessus.

Ce retraitement conduira en outre à prendre immédiatement en résultat les coûts financiers liés aux opérations de financement auprès des leasers sur l'encours existant, qui autrement auraient été étalés sur la durée de vie des créances. Ce retraitement sera sans effet de trésorerie.

4.2.1 Capitaux propres

La variation des capitaux propres sur la période est résumée dans le tableau ci-dessous :

en K€	Capital	Primes	Rés. conso	Ecart conv.	Résultat	Cap. propres
au 31/03/07	18 174	58 947	-63 930	0	2 091	15 282
résultat 31/03/07			2 091		-2 091	0
aug capital apport BUA	1 071	4 758				5 829
aug capital St.Opt.	289	417				706
aug capital aout 2007	14 862	34 973				49 835
conversion OC						0
ecart conv suisse				5		5
aug capital AG	2 209	-2 209				0
IFRS 2			1 852			1 852
résultat 30/06/08					5 389	5 389
au 30/06/08	36 605	96 888	-59 987	5	5 389	78 899

Suite à la rémunération de l'apport de *Backup Avenue* (voir **point 1.3**) par émission de 21.428.572 actions nouvelles le 3 juillet 2007, le capital a été augmenté de 1,1 M€ et la prime d'émission de 4,9 M€.

Suite à l'exercice de 5.781.346 options de souscriptions d'actions en juin et juillet 2007 et à l'émission de 5.781.346 actions nouvelles en découlant, le capital a été augmenté de 289 K€ et la prime d'émission de 417 K€

Suite à l'augmentation de capital de 53,5 M€ du 28 août 2007 par émission de 297.233.524 actions nouvelles émises à un prix de 0,18 € chacune (voir **point 1.5**), le capital du groupe a été augmenté de 14,9 M€ et la prime d'émission de 38,7 M€.

Les frais liés à cette augmentation imputés sur la prime d'émission ont été de 3,6 M€ pour un produit net encaissé de 49,9 M€.

La création de 4.417.248 actions gratuites en avril 2008 a été réalisée par imputation sur la prime d'émission pour un montant de 2.208.624 € (voir **point 1.13**).

L'impact positif IFRS2 est la contrepartie de l'ajustement passé au compte de résultat consolidé sur les actions gratuites (voir **point 4.1.3**)

4.2.2 Dettes financières

La situation de la dette financière du groupe au 30 juin 2008 et son évolution depuis le 31 mars 2007 se résumant comme suit (en K€) :

en K€	30/06/08	30/06/08 recalculé	31/03/07
Emprunt obligataire	2 042	2 042	2 038
Crédit moyen terme Ornis	1 865	1 865	0
Divers	12	12	130
Dette fin. s/retrait. loc.fin. - plus d'un an	952	951	421
<i>Dette fin. à plus d'un an - IAS 39</i>	47 158	0	29 234
Dettes financières à plus d'un an	52 029	4 870	31 823
Découvert bancaire	1 098	1 098	758
Dette fin. s/retrait. loc.fin. – moins d'un an	475	475	351
Financements divers	102	103	455
<i>Dette fin. à moins d'un an - IAS 39</i>	25 512	0	18 990
Dettes financières à moins d'un an	27 187	1 676	20 554

L'emprunt obligataire est comptabilisé au coût amorti en application de la norme IAS32. L'échéance de remboursement de cet emprunt est fixée au 7 avril 2009.

La ligne d'emprunt moyen terme de 1,86 M€ comptabilisé au 30 juin 2008 provient de la consolidation du groupe *Ornis*, avec notamment un emprunt initial de 1,9 M€ sur 36 mois contracté pour financer l'acquisition d'*External* et *G3Net*. Le premier remboursement de cet emprunt a été réalisé en juin 2008 pour 0,48 M€.

Les retraitements sur locations financières correspondent à l'application de l'IAS17 sur les contrats de location financière du groupe, qui utilise historiquement ce moyen pour financer l'acquisition de ses baies de stockage, sur lesquelles sont sauvegardées les données des clients. La contrepartie de ce retraitement est passée à l'actif du bilan en immobilisations corporelles. A signaler : l'investissement en CRM (Customer Relation Management) réalisé sur la période est financé selon ce modèle pour un montant de 250 K€. *Backup Avenue* et *Ornis* contribuent à ce poste au 30 juin 2008 pour respectivement 115 K€ et 320 K€ (financements totaux pris sur la période).

Les financements divers regroupent essentiellement d'anciennes lignes de contrats autoportés refinancés sur 36 mois, qui seront entièrement remboursés sur l'exercice 2008/2009.

La variation des dettes financières liées au retraitement IAS 39 est directement liée à l'activité de la période. C'est une écriture de consolidation qui n'a pour rappel pas d'effet de trésorerie pour Risc Group : la dette vis-à-vis du leaser est réglée par la créance client enregistrée à l'actif du bilan.

Suite aux nouveaux accords signés par *Risc Group* avec ses partenaires leasers et à l'analyse de la cession de contrat en découlant (voir **point 2.3**), il a été jugé que ce retraitement de consolidation n'a plus à être appliqué.

Les prochains comptes consolidés publiés seront donc présentés sans ce retraitement.

Les positions bilancielle qui auraient été affichées si le retraitement IAS 39 décrit précédemment n'avait jamais été appliqué sont présentées dans la colonne « recalculé » du tableau ci-dessus.

4.2.3 Flux de trésorerie sur la période

Sur les 15 mois écoulés du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008, la variation de trésorerie a été de +9,8 M€, s'analysant comme suit :

- +7,9 M€ de capacité d'autofinancement,
- (30) M€ de variation de besoin en fond de roulement (dont 26,2 liés à l'IAS 18/39),
- (6,0) M€ en acquisitions d'immobilisations (y compris la participation financière de 2,2 M€ dans *Normaction*,
- (37,7) M€ en investissements financiers (*Itemos*, *BUA*, *Ornis* & *Clunk Click*)
- +50,4 M€ liés aux augmentations de capital en numéraire,
- +25,2 M€ d'augmentation des emprunts (dont 24,8 M€ d'IAS 18/39).

Sur la période, le groupe a dégagé une capacité d'autofinancement de +7,9 M€ composée d'un résultat net de +5,3 M€ ajusté de +0,67 M€ de dotations aux amortissements et aux provisions et de +1,9 M€ de charges IFRS2 non décaissées (voir **point 4.1.3**).

La variation de besoin en fonds de roulement de (30,1) Me est à hauteur de (27,5) M€ justifiée par le retraitement IAS 18/39 sur la créance client et les autres créances, le solde provenant de la hausse du poste clients au 30 juin 2008 en raison de la très bonne activité enregistrée sur ce mois.

Les investissements en immobilisations s'élèvent à 6 M€ et correspondent

- à hauteur de (0,7) M€ à des immobilisations incorporelles (dont le logiciel CRM),
- à hauteur de (2,9) M€ à des immobilisations corporelles, dont (0,9) M€ liées au déménagement du siège social à Boulogne Billancourt (voir **point 1.8**), le solde de 2 M€ correspondant à des investissements liés à l'exploitation (baies de stockage et serveurs).
- à hauteur de (2,3) M€ pour la participation prise par *Risc Group* à hauteur de 17,5% dans le capital de la société *Normaction* (voir **point 1.12**)

Les opérations de croissance externe réalisées sur la période ont entraîné un décaissement net (prix d'acquisition moins trésoreries acquises) de (37,7) M€, dont (33,2) M€ concernant *Ornis* et (3,3) M€ concernant *Clunk Click*.

Les augmentations de capital réalisées sur la période ont généré un encaissement net de 50,3 M€.

Les augmentations des emprunts pour +25,1 M€ sont à hauteur de 24,9 M€ liées au retraitement des dettes leasers en application d'IAS 39 (voir **point 4.2.2**), le solde étant justifié par le retraitement des locations financières (+0,9 M€) compensé par le remboursement d'une partie des moyens termes d'*Ornis* (-0,6 M€).

Le groupe dispose au 30 juin 2008 d'une trésorerie de 19,8 M€ pour une dette financière globale (hors dette IAS 39 sans effet de trésorerie) de 6,5 M€, dont 4,9 M€ à plus d'un an et 1,7 M€ à moins d'un an.

4.2.4 Autres postes du bilan consolidé au 30 juin 2008

Le bilan consolidé arrêté au 30 juin 2008 intègre les sociétés acquises sur la période, ce qui justifie les principales variations significatives par rapport au bilan consolidé arrêté au 31 mars 2007.

Afin de mieux apprécier l'impact de ces intégrations, les totaux de bilan des sociétés intégrées sont récapitulés ci-dessous :

<i>Linone</i>	63 K€
<i>Itemos</i>	881 K€
<i>Backup Avenue</i>	1.861 K€
<i>Ornis</i>	12.430 K€
<i>Clunk Click</i>	424 K€

Les principaux commentaires à apporter sur les autres postes du bilan consolidé au 30 juin 2008 sont les suivants.

a) écarts d'acquisition :

Les écarts d'acquisition comptabilisés au 30 juin 2008 sont la conséquence des acquisitions réalisées sur l'exercice précédent et sur la période d'avril 2007 à juin 2008 (voir Chapitre 1 - Faits marquants).

Ces acquisitions ont été regroupées au sein d'Unités Génératrices de Trésorerie (ou UGT) définies en fonction des secteurs d'activité ou des secteurs géographiques définis par le groupe pour le suivi de ses activités.

en K€	31/03/07	var. période	30/06/08
UGT Belgique Flandre	2 036	-4	2 032
UGT TPE Direct	816	378	1 194
UGT TPE Indirect	1 944	1 037	2 981
UGT PME	0	42 284	42 284
UGT Angleterre	0	3 224	3 224
Ecarts d'acquisition	4 796	46 919	51 714

Ces écarts d'acquisition ont fait l'objet au 30 juin 2008 de tests de pertes de valeur réalisés en conformité avec les principes de la norme IAS 36 et ont fait ressortir une valeur d'utilité supérieure à la valeur comptable.

b) immobilisations incorporelles et corporelles :

Chez Risc Group, les immobilisations incorporelles sont historiquement principalement constituées des frais de développement du logiciel de sauvegarde *Backupia* et du logiciel interne de gestion des contrats clients du groupe. Ils représentent une valeur nette de 1.432 K€ au 30 juin 2008 en incluant les projets encore en cours en fin de période.

Backup Avenue et *Ornis* comptabilisent également des frais de développement sur leurs produits respectifs de sauvegarde (175 K€ en net pour *BUA*) et d'infogérance/ToIP (160 K€ en net pour *Ornis*). Le groupe a également investi sur la période dans l'acquisition d'un logiciel de CRM (Customer Relationship Management), dont une partie a été financée sur 3 ans.

Les immobilisations corporelles apportées par les sociétés à leur date de première consolidation s'élèvent à 1,8 M€ (en valeur nette). Le solde de l'augmentation du poste immobilisations corporelles est justifié par trois catégories d'investissements réalisés sur la période :

- 0,8 M€ d'investissements en agencements (voir **point 1.8**) dans le cadre du déménagement du siège social du groupe de Gennevilliers à Boulogne–Billancourt ;
- 2,1 M€ d'investissements en baies de stockage (*Risc/BUA*) /serveurs (*Ornis*), dont 1 M€ via des retraitements des contrats de locations financières

Les locations financières de baies de stockage sont retraitées conformément à la norme IAS 17 pour faire apparaître en immobilisations au bilan les valeurs brute et nette des contrats en cours au 30 juin 2008.

La contrepartie se trouve en dettes financières – voir **point 4.2.2**.

c) immobilisations financières

Les immobilisations financières regroupent une créance de « carry-back » pour 482 K€, les dépôts et cautionnements remis dans le cadre des baux de location des bureaux du groupe et la participation prise par *Risc Group* au capital de la société *Normaction* (2,3 M€ - voir point 1.12).

d) clients et comptes rattachés :

<i>en K€</i>	31/03/2007	Sociétés entrant dans le périmètre	Var . Période	30/06/2008
Clients Bruts	6 245	4 280	6 736	17 262
Clients - Factures à établir	1 065	148	-848	364
<i>Clients - IAS 18/39</i>	53 004		26 196 5	79 201
Provision pour dépréciation	-779	-365	-792	-1 937
Clients & comptes rattachés	59 536	4 063	31 291	94 891

Le poste client net s'élève à fin juin 2008 à 15,7 M€, contre 6.5 M€ au 31 mars 2007. Le différentiel s'explique par l'intégration des clients apportés par les sociétés intégrées sur la période (4 M€ à leur entrée dans le périmètre) et par le très bon mois de juin comptabilisé au 30/06/08 et non encore encaissé à la date d'arrêt.

Chez *Ornis*, le montant du poste clients correspond globalement au montant des loyers du prochain trimestre, qui sont facturés contractuellement selon le principe du terme à échoir.

Le poste « *Clients IAS 18-39* » provient de l'application des deux normes en question au modèle économique du groupe et revient à réintégrer à l'actif du bilan l'ensemble des créances cédées aux partenaires leasers. Ce montant est une écriture de consolidation qui n'a pas d'effet de trésorerie pour *Risc Group* car ces créances sont in fine directement réglées par le client au leaser.

Suite aux nouveaux accords signés par *Risc Group* avec ses partenaires leasers post clôture et à l'analyse de la cession de contrat en découlant (voir **point 2.3**), il a été jugé que ce retraitement de consolidation n'a plus à être appliqué.

Les prochains comptes consolidés publiés seront donc présentés sans ce retraitement.

Les positions bilancielle qui auraient été affichées si le retraitement IAS 39 décrit précédemment n'avait jamais été appliqué sont présentées dans la colonne « recalculé » du bilan présenté au point 4.2.

e) autres actifs courants

Au niveau des autres actifs courants, on note une augmentation de 1,7 M€ apportées par les sociétés intégrant le périmètre sur la période.

Le poste « *Charges constatées d'avance* » inclut 919 K€, directement lié à l'application historique des normes IAS 18/39 au modèle historique du groupe.

Suite aux nouveaux contrats signés par *Risc Group* avec ses partenaires leasers post clôture et à l'analyse de la cession de contrat en découlant (voir **point 2.3 et 4.2.4d** ci-dessus), il a été jugé que ce retraitement de consolidation n'a plus à être appliqué.

Les prochains comptes consolidés publiés seront donc présentés sans ce retraitement.

Les positions bilancielle qui auraient été affichées si le retraitement IAS 39 décrit précédemment n'avait jamais été appliqué sont présentées dans la colonne « recalculé » du bilan présenté au point 4.2.

f) provisions courantes

Les provisions courantes s'élèvent à 0,9 M€ et correspondent à hauteur :

- de 545 K€ à des litiges prud'homaux ;
- de 162 K€ à des litiges clients déclarés et en cours de négociation ou de jugement. Ces litiges clients historiques sont essentiellement liés à des pertes de données dans le cadre de l'exécution du contrat et en diminution significative suite à la résolution de nombreux litiges ou à des jugements gagnés sur la période ;
- de 88 K€ de provisions passées dans le cadre de déménagements d'agences en province ;
- de 102 K€ de provisions diverses essentiellement liés à des litiges ponctuels chez *Ornis*.

g) fournisseurs :

Ornis, *Backup Avenue*, *Itemos* et *Clunk Click* apportent respectivement 2,3 M€, 0,1 M€, 0,3 M€ et 0,2 M€ à l'occasion de leur entrée dans la consolidation de *Risc Group*.

h) autres passifs courants :

Ornis, *Backup Avenue*, *Itemos* et *Clunk Click* apportent 6,2 M€ à ce poste à l'occasion de leur entrée dans la consolidation de *Risc Group*. Le montant de « *Produits constatés d'avance* » apporté par *Ornis* s'élève notamment à 3,3 M€ et est directement lié à son mode de facturation par trimestre à échoir.

5 - EVOLUTION DE L'EFFECTIF

L'évolution de l'effectif du groupe et sa répartition par pays sont résumés dans le tableau ci-dessous :

	TPE / PME	PME / GC	30/06/2008	TPE / PME	PME / GC	30/09/2007	31/03/2007
France	254	120	374	213	103	316	223
Belgique	49		49	49		49	46
Allemagne	40		40	38		38	42
Espagne	61		61	30		30	16
Suisse	9		9			0	0
Italie	4		4			0	0
Angleterre	11		11			0	0
	428	120	548	330	103	433	327

68% de l'effectif au 30 juin 2008 est employé en France.

Le secteur TPE/PME reprend *Risc Group* et toutes les filiales *Risc Security* / *BESDI* alors que le secteur PME reprend le groupe *Ornis* et *Backup Avenue*.

Un effort particulier a été réalisé sur le recrutement entre janvier et juin 2008, notamment au niveau commercial à la fois sur le secteur PME (plus de 12 commerciaux embauchés chez *Ornis*) et sur le secteur TPE, avec un accent particulier sur la France (ouverture de 3 nouvelle agences en province et renforcements sur Paris) et sur l'Espagne (ouverture de Valence et renforcements sur Barcelone et Madrid).

La répartition des effectifs par fonction et par pays est résumée dans le tableau ci-dessous.

	Direction	Commerce	Technique	Admin.	30/06/2008
France	6	206	110	51	373
Belgique	2	44		4	50
Allemagne	1	36		3	40
Espagne	1	57		3	61
Suisse	1	7		1	9
Italie	1	2		1	4
Angleterre	1	4	3	3	11
	13	356	113	66	548

6 – ACTIVITE DES FILIALES

Risc Group développe son activité de GMSP (Global Managed Services Provider) ou interlocuteur unique des PME en informatique, Sécurité et Télécoms sur le secteur des TPE-PME via ses filiales *Risc Security* et sur le secteur des PME-Grands comptes via ses filiales *Ornis & Backup Avenue*, plus l'activité *monDSI* (antivirus auprès des grands comptes) historique et hébergée chez *Risc Group*.

Risc Group développe son activité sur deux modèles économiques différents, directement liés aux modèles de ventes, direct ou indirect :

- les filiales *Risc Security* développent un modèle de vente directe sur le marché des TPE-PME et représentent 70% de l'activité au 30 juin 2008, net des opérations inter-compagnies (contre 91% au 31 mars 2007) ;
- les filiales *BESDI et Itemos* développent un modèle de vente indirect sur le marché des TPE-PME et représentent 4% de l'activité au 30 juin 2008 ;
- *Ornis, Backup Avenue et monDSI*), développent un modèle de vente directe et indirecte sur le marché des PME-Grands Comptes et représentent 26% de l'activité au 30 juin 2008.

Cette segmentation est résumée sur les tableaux ci-dessous pour les comptes de résultats consolidés au 30 juin 2008 et au 31 mars 2007.

en K€	TPE France	TPE Allem.	TPE Belg.	TPE Italie	TPE Espagne	TPE Suisse	PME France	non alloué div/holding	intercos & retrait.	30/06/08 15 mois
Produit des activités ordinaires	42 706	7 496	13 071	106	5 181	528	22 705	4 869	-10 484	86 179
Résultat opérationnel	6 560	883	1 688	-235	1 136	88	1 686	-3 186	301	8 921
Résultat financier	-2 197	-644	-665	-10	-126	-17	18	-1	447	-3 195
Charge d'impôt minoritaires	-45	0	-180	0	-141	-6	42	0	0	-329
	0	0	0	0	0	0	0	0	-9	-9
Résultat Net part du groupe	4 318	239	843	-245	870	66	1 746	-3 187	739	5 388

Notes :

- 1) La partie TPE indirect France isolée au 31/03/07 (pour un CA de 3 M€ sur 12 mois, incluant *monDSI*) est incluse dans la colonne TPE France au 30/06/08 (pour un CA de 3,6 M€ sur 15 mois) ;.
- 2) L'activité *monDSI* est incluse dans la colonne TPE indirect au 31 mars 2007 (pour un CA de 2 M€ sur 12 mois) et dans la colonne PME France au 30 /06/08 (pour un CA de 2,4 M€ sur 15 mois)

en K€	TPE dir. France	TPE indir. France	TPE dir. Allem.	TPE Dir. Belg.	TPE dir. Italie	TPE dir. Espagne	non alloué div/holding	intercos & retrait.	31/03/07 12 mois
Produit des activités ordinaires	22 945	3 043	6 295	6 197	133	214	3 784	-3 315	39 297
Résultat opérationnel	4 488	240	1 256	1 466	-57	-77	-3 060	639	4 894
Résultat financier	-1 685	1	-564	-334	-24	-5	-69	-55	-2 735
Charge d'impôt minoritaires	-26	-31	0	-1	0	0	0	0	-58
	-8	0	0	0	0	0	0	0	-8
Résultat Net part du groupe	2 769	210	692	1 131	-82	-82	-3 129	584	2 092

En France :

L'activité en France regroupe sur l'exercice clos au 30 juin 2008 :

- le pôle historique « TPE » avec l'activité de *Risc Security* (ventes directes) et de *BESDI/Itemos* (ventes indirectes),
- le nouveau pôle « PME & Grands Comptes », constitué autour des récentes acquisitions *Ornis & Backup Avenue* et de l'activité historique *monDSI*.

Sur le pôle historique des TPE, l'activité commerciale a affiché sur le dernier trimestre avril/juin 2008 une croissance de plus de 30% par rapport à avril/juin 2007, avec notamment sur le mois de juin 2008 la meilleure performance jamais réalisée par l'activité de chasse au niveau du groupe, sur les deux secteurs de vente directe et indirecte.

Ornis et *Backup Avenue* ont de leur côté réalisé respectivement des ventes 17,8 M€ et 2,2 M€ sur leurs période de consolidation (respectivement 9 et 12 mois) avec des contributions respectives au compte de résultat opérationnels de 0,7 M€ et 0,4 M€.

Les efforts commerciaux réalisés chez *Ornis* en début d'année 2008 ont commencé à porter leurs premiers fruits sur le mois de juin 2008, sur lequel *Ornis* réalise également son meilleur mois de vente historique.

A l'international :

Les chiffres du dernier trimestre avril/juin 2008 confortent encore plus le groupe dans sa volonté d'appuyer le développement à l'international, avec une activité affichée de 6,44 M€ en croissance de plus de 73% par rapport à avril / juin 2007.

L'activité à l'international est à ce jour concentrée sur le seul pôle TPE.

En Allemagne :

La croissance n'est pas au niveau des autres pays du groupe, en particulier en raison de la période avril à décembre 2007. La relance constatée sur les deux derniers trimestres de janvier à juin 2008 (avec une croissance de 11% par rapport à 2007) permet d'enregistrer un résultat satisfaisant sur la période mais encore en-deçà du potentiel du pays.

En Belgique :

Avec près de 3 M€ sur le dernier trimestre, la Belgique affiche encore une croissance de 46% à trimestre comparable, notamment grâce à la montée en puissance des équipes basées en Flandre qui viennent tutoyer les excellents résultats présentés par les équipes historiques basées en Wallonie. L'émulation entre les équipes commerciales se concrétise trimestre après trimestre sur ce pays. Les résultats réalisés sur la période ont permis d'absorber la totalité du déficit fiscal et de l'impôt sur les sociétés a en conséquence été payé au 30/06/08.

En Espagne :

L'Espagne affiche des chiffres excellents sur cet exercice de 15 mois après son lancement en janvier 2007. La performance commerciale est notamment remarquable sur le dernier trimestre d'avril à juin 2008 à plus de 1,7 M€, soit plus de 4 fois le chiffre réalisé en avril/juin 2007. L'agence de Valence ouverte en février 2008 a contribué pleinement sur la période, alors que deux nouvelles agences vont être ouvertes pour accompagner le développement du pays : en septembre 2008, une deuxième agence dans le Sud de Madrid et en octobre 2008, une nouvelle agence à Saragosse.

En Suisse :

La filiale suisse, qui a lancé son activité en janvier 2008 près de Genève dans la partie romande de la Suisse, avait réalisé un chiffre d'affaires prometteur de 0,2 M€ de janvier à mars 2008 et a confirmé ce bon démarrage avec 0,35 M€ d'activité d'avril à juin 2008. L'activité sera confortée dès le mois d'octobre par l'ouverture d'une seconde agence à Zürich, afin de couvrir la Suisse alémanique.

En Italie :

Le nouveau manager italien a pris ses fonctions en juin 2008 et a recruté une première équipe de six commerciaux dans l'agence ouverte à Milan. Les premières ventes sont attendues pour le mois de juillet 2008.

7 – ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

Risc Group développe sa propre gamme de logiciels de sauvegarde en ligne (gamme Backupia) et son propre gestionnaire de base de données pour le suivi de ses contrats clients ; de même, *Backup Avenue* et *Ornis* développent également des logiciels en interne pour leurs produits respectifs de sauvegarde et d'infogérance/ToIP.

Sur la période du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008, les frais de recherche et développement se sont élevés à 1 M€, dont 394 K€ ont été activés au bilan pour être amortis sur une durée de 4 ans.

La répartition par société est la suivante :

Risc Group a généré des frais de développement pour 813K€ dont 172K€ ont été activés au bilan puisque certains projets ont été finalisés dans l'année.

Les projets développés concernent des besoins en direction du service commercial pour nos clients (amélioration de certaines fonctionnalités de notre CRM), de mise en place de nouveaux portails de commande (« *Ebackup for you* »), intégration de nouvelles fonctionnalités dans le produit « RISC BOX », mais aussi pour des besoins internes (intégration des nouvelles sociétés du groupe dans le système de gestion et de facturation des contrats « Back Office »).

Backup Avenue a généré des frais de développement pour 74K€.

Certains projets encore en cours de réalisation l'année dernière ont été activés au bilan dans l'année pour un montant de 104K€.

Les projets réalisés ou encore en cours de développement concernent des besoins spécifiques autour de la technologie du backup et en lien à la production commerciale.

Ornis a généré des frais de développement pour 118K€ (avant son entrée dans le périmètre de consolidation au 1^{er} octobre 2007).

Les projets ont tous été activés sur la période et concernent des développements complémentaires à la mise en place du CRM et à la création d'un extranet pour le service commercial.

8 - EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES

8.1 Au niveau de l'activité :

Pour le prochain exercice 2008-2009, le groupe s'est fixé un objectif de chiffre d'affaires de 106 à 108 M€ avec une rentabilité opérationnelle de 10 à 12%.

Sur cet exercice 2008-2009, toutes les sociétés acquises en 2007-2008 vont contribuer à 100% à l'activité du groupe et le groupe va pouvoir bénéficier des premières synergies commerciales et industrielles.

Ainsi le pôle TPE-PME, - rebaptisé *Risc Inbox* dans la nouvelle stratégie de marques lancée par le groupe en octobre 2008- va pouvoir bénéficier du lancement de nouveaux produits développés par *Ornis* et sera conforté par un potentiel de reconduction de contrats significatif ainsi que par l'ouverture de nouvelles agences commerciales.

Sur le pôle PME-GC, - rebaptisé *Risc IT Solutions* -, *Ornis* et *Backup Avenue* vont s'appuyer sur les investissements commerciaux réalisés depuis leur intégration dans le groupe afin de développer leur modèle de récurrence de services.

L'accent sera mis sur le développement international avec notamment l'étude d'implantations ou d'acquisitions pour *Risc IT Solutions* en Belgique; Espagne et Grande Bretagne, alors que l'ouverture potentielle de nouveaux pays (Pays de l'Est et du Maghreb à l'étude) sera également un des objectifs du groupe pour son activité historique *Risc Inbox*.

8.2 Au niveau de la structure financière du groupe :

En s'appuyant sur la présentation bilancielle découlant des nouvelles conventions leasers (voir **point 2.3**) et sur son projet de développement ambitieux, le groupe va s'attacher à consolider son actionariat en cherchant des partenaires institutionnels ou industriels désireux de l'accompagner sur le moyen terme.

8.3 Au niveau technique :

Le groupe va déployer sur le territoire européen de nouvelles offres technologiques avec deux premières évolutions majeures :

- sur le pôle *Inbox*, le lancement de la nouvelle Risc Box Convergence (incluant la liaison internet), puis de la Risc Box ToiP (incluant la téléphonie sur internet),
- sur le pôle *IT Solutions*, une nouvelle offre « réseau » à partir de la fibre et des offres SaaS (Software as a Service) de Microsoft.

9 – COMPTES SOCIAUX DE RISC GROUP AU 30 JUIN 2008

Les variations significatives constatées entre le 31 mars 2007 et le 30 juin 2008 au niveau des comptes sociaux de *Risc Group* proviennent principalement de l'absorption par *Risc Group* de sa filiale *Risc Security France* au 1^{er} avril 2007 (voir **point 1.1**).

9.1 Compte de résultat social au 30 juin 2008

Globalement, en raison de la fusion de *Risc Security* dans *Risc Group* et du fait de la durée exceptionnelle de 15 mois de l'exercice clos au 30 juin 2008, la comparaison des deux comptes de résultat n'est pas pertinente, d'autant que l'analytique de suivi a été remaniée à l'occasion de cette opération, avec notamment un transfert complet de l'activité de suivi client de la partie « activité RS » vers la partie « Techno » qui n'est donc pas directement comparable avec celle du 31 mars 2007.

Le compte de résultat peut néanmoins se résumer comme suit au 30 juin 2008 et au 31 mars 2007.

15 mois en Keuros	monDSI	Techno	Holding	activité RS	support gpe	Risc Group 30/06/2008
Chiffre d'affaires	2 674	1 983	4 869	32 234	52	41 812
autres produits	9	819	301	197	19	1 345
Achats	-1 277	-4	-36	-3 243	-1	-4 561
Charges externes	-244	-2 300	-4 739	-5 562	-848	-13 693
Salaires & charges	-500	-2 230	-2 828	-13 042	-1 752	-20 352
Impôts	-70	-184	-250	-863	-206	-1 573
Excédent brut d'exploit.	592	-1 916	-2 683	9 721	-2 736	2 978
Amortissements	-2	-458	-530	-27	0	-1 017
Provisions	-23	0	-123	5	0	-141
Résultat d'exploitation	567	-2 374	-3 336	9 699	-2 736	1 820
Résultat financier	0	-3	-1	-2	0	-6
Rés. exceptionnel	-2	-8	150	-79	-57	4
Impôt	0	0	0	0	0	0
Résultat net	565	-2 385	-3 187	9 618	-2 793	1 818

12 mois en Keuros	monDSI	Techno	Holding	Risc Group 31/03/2007
Chiffre d'affaires	2 247	1 778	2 443	6 468
autres produits			89	89
Achats	-1 181	-798	0	-1 979
Charges externes	-125	-650	-3 214	-3 990
Salaires & charges	-468	-417	-1 295	-2 179
Impôts	-5	-9	-140	-154
Excédent brut d'exploit.	468	-96	-2 117	-1 746
Amortissements	-3	-45	-106	-154
Provisions	-11	0	0	-11
Autres charges			-31	-31
Résultat d'exploitation	454	-141	-2 254	-1 942
Résultat financier	0	0	-17	-17
Rés. exceptionnel	61	0	12	73
Impôt		0		0
Résultat net	515	-141	-2 259	-1 885

9.2 Bilan social au 30 juin 2008

en Keuros	30/06/2008	31/03/2007		30/06/2008	31/03/2007
Immob. Incorporelles	13 798	816	Capital	36 605	18 174
Immob Corporelles	1 410	170	Primes	96 630	58 688
Immob. Financières	50 726	15 578	Réserves & RàN	-52 293	-50 408
Actif immobilisé	65 934	16 563	Résultat	1 818	-1 886
			Capitaux Propres	82 759	24 569
Stocks	180	6			
Clients	17 236	4 668	Prov. p. risques & ch.	820	75
Autres créances	3 824	2 174			
Comptes de régul.	1 097	385	Dettes financières	3 164	2 352
Prime de rbt des OC	24	64			
Disponibilités	10 202	6 956	Dettes fournisseurs	3 986	1 770
Actif circulant	32 562	14 253	Dettes fiscales et sociales	4 487	551
			Autres dettes & régul.	3 281	1 500
TOTAL ACTIF	98 496	30 816	TOTAL PASSIF	98 496	30 816

Actif

La variation des « immobilisations incorporelles » est principalement liée à la fusion de *Risc Security* qui a entraîné une capitalisation en fonds de commerce d'un montant de 11,5 M€. Le solde de la variation provient également de l'apport des frais de R&D capitalisés chez *Risc Security* pour un montant net de 1,6 M€.

De même, au niveau des « immobilisations corporelles », la fusion de *Risc Security* apporte 0,3 M€ en net, le solde de la variation s'expliquant par les investissements réalisés à l'occasion du déménagement du groupe dans son nouveau siège pour un montant brut de 0,9 M€ (voir **point 1.8**).

Au niveau des « immobilisations financières », la variation à la hausse est justifiée par les acquisitions de sociétés ou la prise de participation réalisés sur la période (*Backup Avenue, Ornis, Normaction et Clunk Click* – voir **section 1** du rapport de gestion sur les **Faits marquants**).

L'augmentation des postes « d'actif circulant » est également la conséquence de la fusion de Risc Security notamment au niveau des clients, qui enregistrent également les comptes clients intercos, avec la facturation aux filiales étrangères des services techniques, marketing et administratifs du groupe.

Le poste « autres créances » comprend notamment 2 M€ d'avance en compte courant accordée à *BESDI* en mars 2007 pour financer le rachat de *SITTI* (sur l'exercice précédent) et en juillet 2007 pour acquérir le groupe *Itemos*.

Les « disponibilités » incluent 9,5 M€ de valeurs mobilières de placement, solde du produit de l'augmentation de capital d'août 2007.

Passif

Le « capital social » passe de 18,2 M€ à 36,6 M€ et les « primes d'émission » passent de 58,6 M€ à 96,6 M€, suite à l'augmentation de capital d'août 2007, pour un montant net de +49,8 M€ (voir **point 1.6**), suite à la création d'actions réalisées pour rémunérer l'apport de *Backup Avenue* (voir **point 1.4**) pour un montant net de 5,8 M€ et aux augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscriptions d'actions pour un montant net de 0,7 M€.

La variation des « provisions pour risques et charges » est directement liée à la fusion de *Risc Security* (litiges sociaux pour 0,5 M€ et litiges clients pour 0,2 M€).

La variation des « dettes financières » provient de positions créditrices ponctuelles au 30 juin 2008 à compenser avec les positions débitrices des disponibilités à l'actif.

L'augmentation des postes de « passif circulant » est comme pour l'actif circulant la conséquence de la fusion de *Risc Security* notamment au niveau des fournisseurs et des dettes fiscales et sociales.

Le poste « produits constatés d'avance » est composé des produits constatés d'avance de l'activité *monDSI*.

10 - ACTIONNARIAT

Suite à l'augmentation de capital du 28 août 2007 et aux informations reçues, à la connaissance de la société, l'actionnariat a été modifié comme suit entre le 31 mars 2007 et le 30 juin 2008. Pour rappel, le nombre d'actions de la société a été divisé par 10 le 28 novembre 2007 (voir **point 1.10**).

	Au 31 mars 2007				Au 30 juin 2008			
	Actions		Droits de vote		Actions		Droits de vote	
Managers	3 628 652	1,0%	3 628 652	1,0%	5 057 891	6,9%	5 057 891	6,9%
Fonds > 5%					7 375 323	10,1%	7 375 323	10,1%
Public	359 846 358	99,0%	359 849 535	99,0%	60 775 943	83,0%	60 779 088	83,0%
autodétention	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	363 475 010	100%	363 478 187	100%	73 209 157	100%	73 212 302	100%

Le 28 août 2007, le conseil d'administration a constaté la souscription de 212.832.990 actions par les actionnaires titulaires de droits préférentiels de souscription et a attribué le solde disponible de 84.400.534 actions non souscrites à hauteur de 2.777.778 à six managers du groupe et à hauteur de 81.622.756 à 20 fonds d'investissements (nombre d'actions avant le regroupement du 28/11/07).

Suite à cette allocation, la société a reçu le 5 octobre 2007 une notification de franchissement du seuil des 5% de la part du fond *SPGP (Société Privée de Gestion de Patrimoine)* qui détient 6,86% du capital de la société.

La société a reçu le 22 mai 2008 une notification de franchissement du seuil des 5% à la hausse de la part de *Fortis Investments (Sicav et FCP)* pour une participation de 5,05% du capital de la société.

La société a reçu le 19 mai 2008 une notification de franchissement du seuil des 5% à la baisse de la part de *SPGP (Société Privée de Gestion de Patrimoine)*.

La société a reçu le 10 juin 2008 une notification de franchissement du seuil des 5% à la baisse de la part d'*OTC Asset Management (FCPI)* pour une participation de 5,01% du capital de la société.

Depuis cette date, la société n'a pas reçu de notification de franchissement de seuils.

11 – OPERATIONS DE LA SOCIETE SUR SES PROPRES ACTIONS

Sur la période du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008, le groupe n'a effectué aucune opération sur ses propres actions et a clôturé un ancien contrat de liquidité.

12 – PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS ET D' ACTIONS GRATUITES

12.1 Plans d'options de souscriptions d'actions

Aucun plan de souscription d'actions n'a été voté par le conseil d'administration sur la période du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008.

Au 30 juin 2008, il reste 137.500 options de souscriptions d'actions qui sont exerçables à un prix de 0,09 € (exerçables jusqu'au 6 octobre 2011).

12.2 Plans d'actions gratuites

Au titre du plan n°1 du 27 avril 2006, 4.417.248 actions ont été émises le 27 avril 2008 (voir **point 1.12**) au bénéfice de 27 salariés. Ces actions ne peuvent pas être cédées durant une période détention de 2 ans, soit pas avant le 27 avril 2010.

Au titre du plan n°2 du 27 juillet 2006, 783.200 actions ont été émises le 27 juillet 2008 (voir **point 2.1**) au bénéfice du Président du groupe. Ces actions ne peuvent pas être cédées durant une période détention de 2 ans, soit pas avant le 27 juillet 2010.

Le conseil d'administration du 28 mars 2007 a attribué 308.000 actions gratuites complémentaires à 3 cadres du groupe. Ces actions pourront être émises le 28 mars 2009.

Le conseil d'administration du 8 novembre 2007 a attribué 110.000 actions gratuites complémentaires à 3 cadres du groupe. Ces actions pourront être émises le 8 novembre 2009.

Le conseil d'administration du 23 avril 2008 a attribué 350.000 actions gratuites complémentaires au Président de la société *Normaction* dans le cadre du protocole d'investissement de *Risc Group* dans *Normaction* (voir **point 1.13**). Ces actions pourront être émises le 23 avril 2010.

13 – PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

Il n'y a pas de participation des salariés au capital de la société.

14 – INFORMATIONS SUR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conseil d'administration

Le conseil d'administration a été présidé sur la période par M. Loïc Pequignot.

Du 1er avril 2007 au 31 décembre 2007, le conseil d'administration a été composé comme suit :

PRESIDENT – DIRECTEUR GENERAL	
Loïc Pequignot	Nommé le 27 avril 2006 ; son mandat expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2010.
AUTRES ADMINISTRATEURS	
Jean-Pierre Lecou	Nommé le 18 décembre 1998 ; son mandat a été renouvelé le 29 décembre 2004 et expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2010.
Gérard Guillot	Nommé le 13 juin 2003 ; son mandat a été renouvelé le 27 septembre 2007 expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2013.
Fabrice de Saint Sauveur (note *)	Nommé le 18 décembre 2006 ; son mandat expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2012.
Christophe Chausson (note **)	Nommé le 18 décembre 2006 ; son mandat expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2012.
Raymond Sfeir	Nommé le 18 décembre 2006 ; son mandat expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2012.
Pierre Camino	Nommé le 18 décembre 2006 ; son mandat expirera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2012.

Note * : Monsieur Fabrice de Saint Sauveur a démissionné de son mandat d'administrateur début janvier 2008.

Note ** : Monsieur Christophe Chausson a démissionné de son mandat d'administrateur début juillet 2008.

Monsieur David Znaty a été coopté en remplacement de Monsieur Fabrice de Saint-Sauveur par le conseil d'administration du 28 juillet 2008. La confirmation de sa nomination est proposée au vote de l'assemblée générale du 18 décembre 2008.

Rémunération des mandataires sur la période

Mandataires sociaux au cours de l'exercice de 15 mois 2007-2008	Exercice 2007-2008			
	Salaires bruts	Avantages en nature	Rémunération variable	Jetons de présence
Loïc Péquignot	voir note *	-	-	-
Jean-Pierre Lecou (voir note **)	-	-	-	15.000-
Gérard Guillot (voir note ***)	-	-	-	15.000-
Christophe Chausson	-	-	-	5.000
Fabrice de Saint Sauveur	-	-	-	15.000
Raymond Sfeir	-	-	-	5.000
Pierre Camino (voir note ****)	143.000	4.092	119.000	-

- * Monsieur Pequignot n'est pas salarié du groupe et a facturé au titre de son mandat social 645 K€ d'honoraires sur 15 mois (incluant les charges sociales) par sa société de management (soit l'équivalent d'un salaire brut sur 12 mois de 400 K€ incluant 80 K€ de variable).
- ** Monsieur Guillot a été mandaté par le conseil d'administration en décembre 2007 pour une mission spécifique sur la renégociation des conventions leasers (voir **point 2.3** sur le retraitement IAS 18/39) et a facturé une prestation de services de 29 K€ en rémunération de cette mission.
- *** Monsieur Lecou a été mandaté par le conseil d'administration en avril 2007 pour une mission d'assistance sur les projets de croissance externe et a facturé une prestation de services de 20 K€ au titre de cette mission.
- **** la rémunération variable inclut un montant exceptionnel et non récurrent de 78 K€ lié à l'exercice de stock options (salaire brut annuel de base :150 K€ incluant 25 K€ de variable).

Autres mandats exercés par les mandataires

Les autres mandats exercés par les membres du conseil d'administration sont les suivants :

Nom et adresse professionnelle :	M. Loïc Péquignot
Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :	Administrateur et Président Directeur Général (depuis le 27 Avril 2006)
Fonction principale exercée en dehors de la Société :	Néant
Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :	Administrateur délégué de Risc Security Benelux Président du directoire de Risc Security Allemagne Président du conseil d'administration de Risc Security Espagne Gérant de eFlag Président du conseil d'administration d'Ornis (depuis le 28/09/07) Président du conseil d'administration de Risc Security Suisse (depuis le 09/11/07) Président du conseil d'administration de Risc Security Italie (depuis le 21/02/08)
Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :	Administrateur de : Minor Planet Systems (juin 2004)

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	M. Gérard Guillot
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur (renouvelé par l'AGO du 27/09/07)
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	Président directeur Général de la SA LEGSA – Président de la SAS Jean D'estrée Président de la SA I.S.D toutes ces Sté ayant leurs SS –au 9 rue Ampère Paris 75017 Gérant de la SARL GG.consultant
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	Néant
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	Président de Risc Group de février 2005 à mai 2006

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	M. Jean-Pierre Lecou
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur (renouvelé par l'AGO du 29/12/04)
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	Néant
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	Néant
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	Administrateur de Scorpa, S.A. Administrateur de Inexbee Président et administrateur de Ubizen S.A. (jusqu'en juin 2003)

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	M. Raymond R SFEIR
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur depuis le 18 décembre 2006
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	P.D.G. BMACOM S.A.
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	Néant
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	Gérant de 3 Filiales de BMACOM

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	M. Pierre Camino
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Administrateur (nommé par l'AGO du 18/12/06) Secrétaire Général de Risc Group
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	Néant
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	Administrateur de Risc Security Benelux Membre du conseil de surveillance de Risc Security Allemagne Administrateur de Risc Security Espagne Administrateur d'Ornis (depuis le 28/09/07) Administrateur de Risc Security Italie (depuis le 21/02/08)
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	Néant

<i>Nom et adresse professionnelle :</i>	M. David ZNATY 1 avenue de Tourville 75007 Paris
<i>Fonction ou mandat exercé dans la Société au cours de l'exercice écoulé :</i>	Néant
<i>Fonction principale exercée en dehors de la Société :</i>	Cabinet David Znaty Président du Directoire Metagenex
<i>Autres mandats et fonctions exercés dans le Groupe :</i>	Néant
<i>Autres mandats et fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années :</i>	PDG Publicis Technology Président du conseil Metagenex Administrateur Convergent Technology

15 - RAPPEL DES DIVIDENDES ANTERIEUREMENT DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 232 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués par Risc Group sur les trois derniers exercices ont été les suivants :

<u>Exercice</u>	<u>dividende</u>	<u>avoir fiscal</u>	<u>revenu global</u>
31/03/2007	0	0	0
31/03/2006	0	0	0
31/03/2005	0	0	0

16 - TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Vous trouverez ci-dessous le tableau des résultats des 5 derniers exercices.

Nature des indications	31/03/2004	31/03/2005	31/03/2006	31/03/2007	30/06/2008
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					15 mois voir note 1
capital social	509 365,60	620 298,10	10 195 048,10	18 173 750,50	36 604 578,50
nombre d'actions ordinaires existantes	10 192 712	12 405 962	203 900 962	363 475 010	73 209 157
nombre d'actions à dividende prioritaire					
nombre maximal d'actions futures à créer					
par conversion	2 933 333	693 411	693 411	693 384	693 207
par exercice de droit de souscription			6 505 000	43 789 346	2 143 000
Opérations & Résultats de l'exercice	euros	euros	euros	euros	euros
Chiffre d'affaires hors taxes	2 916 652	3 050 047	5 363 734	6 468 621	41 812 441
Résultat avt impôts, part.sal. & dot.amort./prov.	-52 425 145	2 806 750	-1 054 080	-1 719 920	2 977 610
Impôts sur les bénéfiques	-480 434	0	0	0	0
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, part. sal. & dot.amort./prov.	-51 944 711	2 468 991	-1 198 194	-1 885 715	1 818 334
Résultat distribué	0	0	0	0	0
RESULTAT PAR ACTION	euros	euros	euros	euros	euros
Résultat après impôts, part.sal. avt dot.amort./prov.	-4,84	0,23	-0,01	0,00	0,04
Résultat après impôts, part.sal. & dot.amort.& prov.	-5,10	0,20	-0,01	-0,01	0,02
Dividende attribué à chaque action NET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PERSONNEL	euros	euros	euros	euros	euros
Effectif moyen des salariés employés pdt l'exercice	28	26	23	23	265
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 061 938	1 781 869	1 592 455	1 550 493	14 392 335
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	390 659	636 189	598 248	630 064	5 958 026

Note 1 : Risc Group a absorbé sa filiale Risc Security France au 1 er avril 2007 (voir **point 1.1**)

17 - TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN COURS

L'état des autorisations financières en vigueur est le suivant (AGE du 12 juillet 2007):

Nature de l'autorisation	Montant maximum de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'émission	Plafond cumulé	DPS	Durée	Utilisation
Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres	2.000.000 €	25.000.000 €	oui	26 mois	-
Augmentation de capital par émission d'actions et/ou d'autres valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la société.	15.000.000 €		oui	26 mois	14.861.676 €
Augmentation de capital par émission d'actions et/ou d'autres valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la société.	15.000.000 €		non	26 mois	-
Option de surallocation	15% du montant de l'émission initiale		-	26 mois	-
Emission d'options de souscription ou d'achat d'actions.	10% du capital social		non	26 mois	aucune option attribuée
Emission d'actions gratuites	10% du capital social		non	38 mois	5.968.448 actions gratuites attribuées (dont 5.200.448 émises)

L'augmentation de capital du 23 août a augmenté le capital de 14.861.676 € sur une autorisation de 15.000.000 €, soit un solde de d'autorisation d'augmentation de capital au nominal de 138.323 €.

18 – INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

De par sa nature, l'activité du Groupe n'a pas de conséquence sur l'environnement.

19 - PROJET DE RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 18 DECEMBRE 2008

- 1^o Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 30 juin 2008 ;
- 2^o Affectation du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2008 ;
- 3^o Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2008 ;
- 4^o Jetons de Présence ;
- 5^o Approbation des conventions soumises aux dispositions des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce ;
- 6^o Approbation de la convention conclue entre LMP Management SPRL et Risc Security SA (Belgique) conformément aux dispositions des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce ;
- 7^o Confirmation de la cooptation de M. David Znaty en tant qu'administrateur ;
- 8^o Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes
- 9^o Autorisation au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la société ;

Nous espérons que les propositions qui précèdent recevront votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

RISC GROUP

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 36.996.185 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt

RCS NANTERRE 379 067 390

RAPPORT DU PRESIDENT SUR LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET SUR L'ORGANISATION DU CONTROLE INTERNE

En application de l'article L.225-37 du Code de Commerce, le présent rapport, joint au rapport de gestion et institué par la loi de sécurité financière a été établi à l'effet de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration de la société, ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place dans le groupe.

1 – Le Conseil d'administration

1.1 Composition du Conseil d'Administration au 13 octobre 2008

Au 13 octobre 2008, le conseil d'administration est composé du Président Directeur Général du groupe, M. Loïc Pequignot, et de cinq administrateurs.

- M. Gérard Guillot,
- M. Jean Pierre Lecou,
- M. Raymond Sfeir,
- M. Pierre Camino,
- M. David Znaty.

M. Guillot a été Président du conseil d'administration de *Risc Group* du 24 février 2005 au 27 avril 2006, date à laquelle M. Pequignot a été nommé Président Directeur Général.

M. Guillot a conservé son mandat d'administrateur et a été nommé Président d'honneur de *Risc Group*. Son mandat d'administrateur a été renouvelé par l'assemblée générale du 27 septembre 2007.

MM. Sfeir, et Camino ont été nommés administrateurs par l'assemblée générale du 18 décembre 2006.

MM. Christophe Chausson et Fabrice de Saint-Sauveur, nommés également administrateurs par l'assemblée générale du 18 décembre 2006 ont démissionné de leur mandat respectivement en janvier 2008 et juillet 2008.

M. Znaty a été coopté en remplacement de M. de Saint Sauveur le 28 juillet 2008. La confirmation de sa cooptation est proposée à l'Assemblée Générale du 18 décembre 2008.

MM. Guillot, Lecou, Sfeir, et Znaty sont administrateurs indépendants et non salariés de *Risc Group*. M. Camino est le Secrétaire Général du groupe, salarié de *Risc Group*.

Un administrateur est réputé indépendant s'il n'exerce pas de fonction de direction dans la société ou une société de son groupe, et est dépourvu de lien d'intérêt particulier (comme actionnaire, salarié, client ou autre) avec celle-ci qui puisse raisonnablement compromettre l'exercice de sa liberté de jugement.

En conséquence, l'administrateur indépendant ne doit pas être :

- (i) un salarié, le président ou le directeur général de la société ou d'une société de son groupe.
- (ii) un actionnaire de la société ou d'une société de son groupe ni une personne ayant un lien d'intérêt significatif particulier avec un actionnaire détenant plus de deux pour cent (2%) du capital de la société,
- (iii) lié de quelque manière que ce soit à un partenaire commercial significatif et habituel de la société ou des sociétés de son groupe.

1.2 Rôle du conseil d'administration

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utile.

1.3 Evolution du conseil d'administration sur les deux derniers exercices

Du 1^{er} avril 2006 au 27 avril 2006, le conseil d'administration a été présidé par M. Gérard Guillot, qui avait pris la Présidence de *Risc Group* le 24 février 2005, suite à la démission de M. Patrick de Roquemaurel. M. Guillot était jusqu'à cette date et depuis juin 2003 administrateur indépendant de *Risc Group*.

Les administrateurs ont été les suivants du 1^{er} au 27 avril 2006 :

- M. Jean-Pierre Lecou,
- Verlinvest, représenté par M. Frédéric de Mévius,
- M. Jacques Reboul.

Le 27 avril 2006, la société *Verlinvest*, représentée par Monsieur de Mévius, a démissionné de son mandat d'administrateur et le conseil d'administration a coopté Monsieur Loïc Pequignot, Directeur Général de *Risc Group* et PDG de *Risc Security France* depuis le 11 mai 2005.

Le 27 avril 2006, M. Gérard Guillot a démissionné de son mandat de Président tout en conservant son mandat d'administrateur et le conseil d'administration a nommé M. Loïc Pequignot Président Directeur Général de *Risc Group*.

M. Jacques Reboul est décédé en mai 2007.

Le 18 décembre 2006, sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale a nommé quatre nouveaux administrateurs :

- M. Raymond Sfeir,
- M. Christophe Chausson,
- M. Fabrice de Saint Sauveur
- M. Pierre Camino.

MM. Sfeir, Chausson et de Saint-Sauveur en tant qu'administrateurs indépendants, M. Camino étant à cette date, le directeur administratif et financier salarié du groupe.

MM. de Saint Sauveur et Chausson ont démissionné de leur mandat respectivement en janvier 2008 et juillet 2008.

M. David Znaty a été coopté en remplacement de M. de Saint Sauveur par le conseil d'administration du 28 juillet 2008.

1.4 Organisation du conseil d'administration

a) Mode d'organisation de la direction générale

Depuis le 27 avril 2006, les fonctions de Président et de Direction Générale sont regroupées et M. Loïc Pequignot est Président directeur général de *Risc Group*.

b) Vote et décisions

La majorité qualifiée des 3/4 au sein du conseil d'administration est requise pour les décisions importantes, à savoir :

- toute décision relative à toute modification, immédiate ou à terme, du capital social et toute décision relevant de l'assemblée générale extraordinaire,
- tout endettement, investissement ou désinvestissement supérieur, en une ou plusieurs fois sur douze (12) mois, à dix (10) pour cent de la capitalisation boursière de *Risc Group* au jour de la prise de décision du conseil d'administration, le consentement de toute sûreté sur les actifs de *Risc Group* ainsi que les avals, cautions et garanties non prévus au budget annuel,
- toute décision de retrait de la cotation des actions de *Risc Group*, toute décision de coter les actions sur un autre marché réglementé. Il est également prévu de faire application des mêmes dispositions par le conseil d'administration en ce qui concerne la prise de décisions concernant les filiales de *Risc Group*.

Un règlement intérieur a été adopté par le conseil d'administration du 25 octobre 2006.

c) Comités spécifiques

Trois comités spécifiques ont été mis en place au sein du conseil d'administration.

Comité d'Audit

Les membres du comité d'audit sont nommés par le conseil d'administration.

Le Comité d'Audit a pour mission d'apporter son assistance au Conseil d'Administration dans sa mission de contrôle permanent de la gestion de la société telle que prévue par la loi et les statuts de la société, et le cas échéant un devoir d'alerte en cas d'irrégularité ou d'anomalie identifiées dans les états financiers ou les procédures de contrôle de la Société. Le Comité d'Audit assiste le Président du Conseil d'Administration pour la rédaction du rapport sur le contrôle interne et les travaux du Conseil.

Dans ce cadre, le Comité d'Audit examine les états financiers annuels et semestriels du groupe tels que présentés par la direction avant qu'ils ne soient soumis au Conseil d'Administration. A ce titre, le Comité d'Audit entend les commissaires aux comptes et reçoit communication de leurs travaux d'analyses et de leurs conclusions.

Le Comité d'Audit est associé aux propositions de nomination et de remplacement des commissaires aux comptes de la société et de ses filiales sur lesquelles il formule un avis.

M. Guillot est Président du comité d'audit depuis le 25 octobre 2006.

Comité des Rémunérations et des Nominations

Le Comité des Rémunérations et Nominations a pour mission :

- de proposer le mode et le montant de la rémunération du Président, du Directeur Général, des éventuels Directeurs Généraux Délégués et des membres du Comité de Direction, et, à ce titre, de proposer les critères qualitatifs et quantitatifs de détermination de la partie variable de cette rémunération,
- de proposer les éléments de rémunération, les indemnités ou les avantages dus au Président, au Directeur Général ou aux Directeurs Généraux Délégués lors de la cessation de leur fonction ou postérieurement à celle-ci,
- d'apprécier l'ensemble des rémunérations et des avantages en nature dont bénéficient les dirigeants et mandataires sociaux, en particulier le montant et l'allocation des jetons de présence,
- d'apprécier l'ensemble des systèmes de rémunérations et des avantages en nature appliqués au sein du groupe par catégorie de salariés, et notamment le mode de rémunération des équipes commerciales,
- de procéder à l'examen des projets de plan d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'actions gratuites consentis aux salariés et aux dirigeants du Groupe afin de permettre au Conseil d'Administration de fixer le nombre global et/ou individuel d'options de souscription attribuable, ainsi que les conditions et modalités d'attribution, et plus généralement, d'examiner tous les projets d'actionnariat salarié dont la mise en place est envisagée au sein de la Société ou du Groupe,
- d'examiner les candidatures aux organes de direction et de contrôle et au Conseil d'Administration en qualité d'administrateur ou de censeur au regard de leur expérience de la vie des affaires, de leur compétence et de leur représentativité économique, sociale et culturelle,
- de veiller à ce que le Conseil d'Administration comprenne toujours un nombre suffisant d'administrateurs indépendants.

M. de Saint Sauveur a présidé ce comité du 14 février 2007 au 15 janvier 2008. Il a été remplacé à ce poste par M. Lecou le 26 mars 2008.

Comité stratégique

Le Comité Stratégique est chargé de proposer et de veiller à la mise en œuvre des décisions stratégiques du Groupe, en particulier dans le cadre de la politique de développement mise en œuvre par le Groupe et de sa stratégie de croissance externe.

Ce Comité est dit Comité Stratégique et d'Acquisitions.

Le Comité Stratégique a ainsi pour attributions :

- d'examiner les projets de nouveaux investissements en France ou à l'étranger ou de développement des implantations existantes ainsi que tout projet de cession d'actifs ou de participations afin de permettre au Conseil d'Administration de donner les autorisations nécessaires,
- d'effectuer périodiquement un suivi des investissements réalisés et de procéder à toute étude ou toute mission appropriée,
- d'examiner les propositions de prises de participation éventuelles dans le capital de Risc Group, formulées par des investisseurs financiers ou par des groupes industriels, notamment dans le cadre de rapprochement d'activités.

A cet effet, le Comité Stratégique dispose, en relation avec le Président, ou le Directeur Général, de la collaboration des directions fonctionnelles et opérationnelles du Groupe.

Il peut également faire appel, sur autorisation du Conseil d'Administration, à tout conseil ou expert extérieur.

Le Comité rend compte périodiquement au Conseil d'Administration de ses travaux, études et recommandations, à charge pour le Conseil d'apprécier souverainement les suites qu'il entend y donner.

Le Comité se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son Président, lequel a la possibilité d'organiser toute réunion supplémentaire si les circonstances le nécessitent.

Un nouveau comité stratégique a été mis en place en juin 2008, incluant MM. Znaty et Sfeir ainsi que des personnalités extérieures à la société :

Pierre Lasbordes, député :

Il est l'auteur du rapport remis en 2006 au Premier ministre dressant un état des lieux de la façon dont notre pays assure la sensibilisation des acteurs à la sécurité des systèmes d'information au travers de six recommandations qui correspondent à une double ambition : renforcer la posture stratégique de l'Etat en matière de TIC et de SSI et assurer la mise en œuvre opérationnelle des politiques et des décisions de l'Etat en matière de SSI.

Olivier Midière :

En 2007, il a créé le Club de l'Economie Numérique afin d'offrir un cadre de collaboration performant et audacieux encourageant les partenariats et les coopérations entre les acteurs du marché IT et les réseaux d'appui institutionnels, tant au niveau national, que régional ou local.

Christian Giacomini :

En 1988, il rejoint l'agence RUMEUR PUBLIQUE dès sa création où il occupe tout d'abord la fonction de business development, puis se tourne rapidement vers la partie opérationnelle des Relations de Presse.

Spécialiste des technologies et des marchés émergents, il a notamment contribué à la notoriété en France de sociétés comme BEA Systems, EMC2, Cognos, Apple, ou Business Objects,

d) Procédure d'adoption du budget

Au plus tard un mois après le début de l'exercice en cours, le conseil d'administration reçoit de la direction de la Société et étudie les principales orientations budgétaires de la Société pour l'exercice suivant concernant les objectifs de croissance des ventes, de résultat opérationnel, et d'effort de recherche et développement.

Cette étude sert de base à l'établissement par la direction de la Société du budget annuel détaillé de la Société, avec des objectifs définis pour chaque trimestre, qui est présenté à la réunion suivante du conseil d'administration.

Dans le mois suivant la fin de chaque trimestre, la direction de la Société présente au conseil d'administration les réalisations et écarts par rapport au budget initial et, le cas échéant, propose les mesures correctives permettant de s'assurer au mieux de la réalisation du budget.

e) Communication financière

Le conseil d'administration détermine les grandes options en matière de communication financière ainsi que le choix des intervenants extérieurs à la Société.

1.5 Fonctionnement du conseil d'administration sur la période

Sur les 15 mois du 1^{er} avril 2007 au 30 juin 2008, le conseil d'administration s'est réuni 15 fois :

- pour arrêter les comptes annuels et semestriels, examiner les budgets et décider de l'orientation stratégique du groupe ;
- pour lancer la convocation de l'AGE du 12 juillet 2007 ;
- pour approuver le traité d'apport de *Backup Avenue* ;

- pour lancer l'augmentation de capital de 53,5 M€ avec maintien du DPS puis pour constater cette augmentation de capital de 53.5 millions d'euros le 28 août 2007 ;
- pour étudier et décider plusieurs projets de croissance externe et de lettres d'intention ;
- pour transférer le siège social du groupe de Gennevilliers à Boulogne Billancourt ;
- pour mettre en œuvre le regroupement des actions (division par 10 du nombre d'actions en circulation) ;
- pour examiner l'évolution de l'activité du groupe et son organisation ;
- pour analyser la structure juridique du groupe et son optimisation ;
- pour analyser son actionnariat ;
- pour constater l'augmentation de capital liée à l'émission d'actions gratuites ;

2 – Le Contrôle interne et le système de reporting dans le groupe

2.1 Organisation & périmètre du groupe

L'activité du groupe, concentrée sur les Services de Management de la Sécurité (« MSS ») sur le secteur des TPE au cours de l'exercice précédent, a évolué sur la période vers le concept de GMSP (*Global Managed Services Provider*), soit l'interlocuteur unique des TPE/PME pour leur informatique, leur sécurité et leur télécoms.

Cette orientation stratégique s'est confirmée avec le rachat de plusieurs sociétés ou groupe sur la période :

- *Backup Avenue (BUA)*, pour renforcer le positionnement de leader du groupe sur la sauvegarde au niveau du secteur des Grands comptes ;
- *Itemos*, pour renforcer le positionnement du groupe sur la sauvegarde au niveau du secteur TPE en mode de vente indirecte ;
- *Ornis*, pour diversifier sa gamme de produits avec une nouvelle offre de service d'infogérance des réseaux et de la ToIP.

Le groupe a donc sectorisé son activité sous deux axes :

- le secteur TPE qui regroupe l'activité historique de vente directe de backup aux TPE en France et à l'étranger, ainsi que l'activité de vente indirecte via *BESDI et Itemos*;
- le secteur PME qui regroupe les nouvelles acquisitions *BUA et Ornis* sur les ventes de services aux PME / Grands Comptes,

en accompagnant cette sectorisation d'une nouvelle stratégie de marques :

- *Risc Group Inbox* pour le secteur TPE-PME qui s'adresse aux sociétés de 5 à 100 postes,
- *Risc Group IT Solutions* pour le secteur PME-Grands Comptes qui s'adresse aux sociétés de 100 à 1.000 postes.

Sur le secteur *Inbox*, ont été créées deux nouvelles filiales en croissance organique sur la période

- en Suisse sous le modèle *Risc Security* historique ;
- en France avec eFlag, une société incubée par *Risc Group* sur le créneau de la vidéosurveillance

2.2 Objectifs du contrôle interne

Les procédures de contrôle interne mises en place au sein du groupe visent à atteindre avec une assurance raisonnable les mêmes objectifs :

- réalité et optimisation des opérations,
- fiabilité des opérations financières et conformité aux lois et réglementations en vigueur,
- sauvegarde des actifs.

Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant pas garantir de façon certaine et absolue l'élimination de tous les risques.

Il faut souligner que ces procédures ne sont pas uniquement l'affaire du conseil d'administration ou des comités de direction mais de l'ensemble des membres du personnel.

2.3 Description de l'activité *Risc Group Inbox* (modèle *Risc Security*)

a) Organisation de l'activité *Risc Security* et modèle économique :

Pour adresser le marché européen des TPE-PME, le pôle *Risc Security* est organisé autour de quatre filiales opérationnelles :

- *Risc Group*, qui a absorbé sa filiale française *Risc Security SA* au 1er avril 2007 et qui couvre pour la France couvrant le territoire français via 14 établissements ou agences commerciales,
- *Risc Security AG* pour l'Allemagne avec 4 agences,
- *Risc Security NV* pour la Belgique avec 3 agences basée à Bruxelles, Anvers et Gand,
- *Risc Group SL* pour l'Espagne avec 3 agences à Barcelone, Madrid et Valence,
- *Risc Security SA* pour la Suisse avec 1 agence à Genève,
- *Risc Security SRL* pour l'Italie avec une agence à Milan.

Risc Group détient les titres des filiales européennes à 100% (sauf AG à 98%).

Les différentes filiales et agences commerciales ont un marché qu'elles adressent directement au moyen de leur force de vente. Les clients sont déclarés ensuite en France sur les plateformes de sauvegarde (situées à Nanterre et à Clichy) par le service d'intégration qui planifie et organise le service de sauvegarde automatique.

Risc Group dispose d'un service de recherche et développement d'une dizaine de collaborateurs, basés à Lyon et à Paris. Leurs travaux consistent à faire évoluer le produit phare de télé-sauvegarde du groupe « Backupia » mais aussi à maintenir la base de données qui permet d'administrer tous les contrats actifs du groupe en Europe (« Back Office ») et le CRM (Gestion des Relations Clients) qui a été mis en place en juin 2007.

L'objectif est d'avoir :

- un outil de sauvegarde toujours adapté aux demandes du marché, avec notamment la dernière version « Backupia Evolution » lancée en octobre 2006 en partenariat avec IBM
- un outil de gestion permettant un suivi performant des contrats et une optimisation de la relation et du suivi client.

De la même manière, *Risc Group* dispose d'un service de « hot line » basé à Orléans et composé de 28 collaborateurs dont la mission est d'être l'interface entre le client et les compétences techniques ou commerciales pour toute question sur le produit distribué (télé-sauvegarde, anti-virus, firewall ou anti-spam).

La particularité du modèle de vente *Risc Security* réside dans le fait que le client s'engage sur un contrat de 4 ans, une partie du contrat couvrant le droit d'utilisation du logiciel (94%) et une partie couvrant le service quotidien et la maintenance (6%).

Les partenaires financiers (organismes de leasing) du groupe assurent pour le compte de *Risc Group* et de ses filiales, les prélèvements mensuels, le recouvrement et le préfinancement de ces contrats.

L'intérêt économique du modèle prend tout son sens une fois les 4 premières années écoulées.

En effet, après la date anniversaire du contrat initial, la période de renouvellement permettra de récupérer la relation contractuelle avec le client final avec un coût d'acquisition commercial réduit, de renouveler ce contrat pour une nouvelle période, améliorant d'autant la rentabilité unitaire par client.

C'est la clé du modèle économique *Risc Security*.

Au 30 juin 2008, le modèle *Risc Security* ou « TPE » génère 70% du chiffre d'affaires du groupe, sachant que les sociétés acquises sur la période n'ont pas été consolidées sur les 15 mois de l'exercice.

b) Organisation de l'activité BESDI et modèle économique :

BESDI, société acquise le 28 septembre 2006 et *Itemos* acquise en juillet 2007, ont un modèle économique proche de celui développé par *Risc Security* mais avec un système de vente indirecte, travaillant à partir d'un réseau d'agents commerciaux.

Ce modèle présente l'avantage d'avoir moins de coûts fixes, les agents commerciaux n'étant rémunérés que sur les ventes effectivement réalisées.

Au 30 juin 2008, le modèle *BESDI / Itemos* génère 4% du chiffre d'affaires du groupe.

c) Organisation de l'activité PME et modèle économique :

Ce secteur nouveau au sein de Risc Group développe une activité de services purs facturés au fil de l'eau sur la durée des contrats (36 mois en moyenne). Il présente à ce niveau un atout majeur en termes de récurrence d'activité, chaque nouveau contrat signé venant « s'empiler » sur les autres et apporter sa contribution marginale au résultat.

d) Evaluation des risques

Le principal risque de l'activité *Risc Security* est lié à son montage économique et financier.

En effet, la relation avec le leaser est au cœur de l'équilibre de l'ensemble, surtout lors des quatre premières années de la société. Le refus éventuel du scoring client et les rachats de contrats aux leasers sont des composantes majeures de l'équilibre financier du modèle.

La gestion de la relation avec le leaser, se traduisant par le traitement opérationnel des éventuels rachats de contrats est animée par le service de relation clientèle au sein du département Administration des Ventes (AdV).

Le suivi des rachats de contrats clients auprès des leasers et les litiges éventuels pouvant en découler avec le client final demeuraient historiquement le risque essentiel de l'activité, au-delà du simple risque technique avant la négociation de nouvelles conventions.

Ce risque de rachat est matérialisé par une provision statistique servant à appréhender les rachats futurs, comptabilisée au passif du bilan en avoirs à établir.

Les différents risques encourus par *Risc Security* sont, dès identification, portés à la connaissance du comité de direction pour actions.

L'acquisition des sociétés *Ornis*, *BUA*, et *Clunk Click* apporte un équilibre dans les modèles économiques du groupe : des sociétés développent une activité de service pur avec un chiffre d'affaires comptabilisé au fil de l'eau. Ce modèle économique non financé et fondé sur des revenus récurrents représentera à terme 50 % de l'activité du groupe et viendra équilibrer le modèle de vente plus agressif du secteur *Risc Security*. Le risque principal sur ce modèle est l'adéquation des charges fixes de production et du « point mort » avec le chiffre d'affaires. *Ornis* et *BUA* ont dépassé ce point d'inflexion depuis plus de 12 mois.

e) Procédures

e1) Le risque de rachat de contrat est encadré par une procédure interne opérante qui a été formalisée sur l'exercice 2005-2006 avec la refonte complète du service administration des ventes et son rapatriement au siège sous la direction financière. La même organisation et les mêmes procédures de contrôle ont été mises en place dans les filiales belge et allemande sous la responsabilité du service Administration des Ventes France (AdV). Une analyse mensuelle des rachats approuvés est documentée servant de base à l'approche statistique revue semestriellement.

e2) Les litiges clients déclarés et provisionnés au passif du bilan sont depuis octobre 2004 gérés par un service juridique interne qui suit les différents contentieux historiques avec les avocats du groupe.

Tous les nouveaux contentieux sont gérés en amont conjointement par le service juridique, le service AdV et la hot line, avec comme objectif de solutionner les problèmes soulevés ou de transiger avec le client en cas de réelle incapacité à honorer le contrat.

Un suivi mensuel des litiges est assuré entre le service juridique et la comptabilité avec un reporting à la direction.

e3) Le service AdV est en charge de la facturation des contrats et s'assure que chaque « production » mensuelle est entièrement recouverte avant la fin du mois suivant afin d'optimiser la trésorerie.

e4) Les dépenses sont validées au moyen de demandes d'engagement de dépenses (ou DED) et suivent un flux interne demandeur et responsable du demandeur. Au final, la direction financière s'assure de la pertinence de la demande, vérifie sa budgétisation préalable et sur la bonne période. Le système retenu est donc la gestion des dépenses par engagement.

e5) La procédure de note de frais mise en place en 2004-2005 est révisée et actualisée pour mise à jour des bases de remboursement et dupliquée sur toutes les sociétés du groupe.

e6) L'arrêté des comptes est mensuel et répond au principe de la remontée des comptes au moyen d'outils de gestion classiques et standards. Des réunions de pré-clôture avec les différents acteurs ont lieu régulièrement afin de définir un calendrier commun. Le comité exécutif examine mensuellement les reportings avec une analyse par rapport au budget.

e7) Toutes les sociétés acquises sur la période passent dès leur intégration sur le système de reporting mensuel du groupe décrit au point précédent et sont spécifiquement supervisés par un des contrôleurs de gestion de Risc Group. De même, toutes les comptabilités et les gestions de trésorerie sont rapatriées sur le service comptable au siège du groupe.

f) Point sur les réalisations 2007-2008

f1) Les résultats obtenus sur la gestion des rachats au cours de l'exercice, tant sur l'analyse de leur nature que sur le contrôle de leur calcul et leur validation, sont très significatifs sur les trois pays :

	2006	2007	2008 (12 mois à fin mars 08)
	-----	-----	-----
Total :	2 350 K€	990 K€	898 K€

Pour mémoire, en France les rachats de contrats comptabilisés sur 2004-2005 étaient de 2,6 millions (et de 3,7 millions sur 2003-2004).

Ces excellents résultats ont permis une reprise significative de la provision pour rachats sur l'exercice précédent 2006-2007 (voir **point 1.16** du rapport de gestion) confirmée à nouveau par les reprises au 30/09/07 (304 K€ sur les 3 pays France, Allemagne et Belgique).

Cette baisse continue des rachats a permis de renégocier les contrats avec les leasers en confirmant avec effet rétroactif sur l'ensemble du parc la notion de transfert du risque financier. Le leaser supporte donc l'intégralité des risques liés sauf évidemment si le rachat résulte d'un problème technique clairement identifié sur la technologie de Risc Group.

Ces nouvelles conventions sont essentielles également dans le cadre de l'application de la norme IAS 39 sur le bilan consolidé (voir **section E des comptes consolidés**).

f2) La provision pour litiges clients est passée de 0,5 million d'euros au 31 mars 2006 à 0,3 million d'euros au 31 mars 2007 grâce à la négociation sur la période de certains litiges significatifs et au nombre limité de nouveaux cas déclarés sur la période, suite à la procédure précontentieuse mise en place depuis 2005.

Le choix de la négociation en amont du contentieux client combiné à l'effet du caractère éprouvé de la licence TSM font que sur l'exercice clos au 30 juin 2008, le montant des litiges provisionné sur la période s'est limité à 73 K€.

f4) Une procédure d'analyse et de préparation des contrats en fin de premier cycle et à reconduire a été établie en France sur l'exercice précédent afin d'optimiser le taux de reconduction et le chiffre d'affaires associé. Cette procédure, basée sur un système d'extraction appliqué sur la base de contrats du groupe, a été reconduite sur l'exercice au 30 juin 2008 et élargie aux périmètres belge et allemand. Le contrôle du taux de rachat se fait a posteriori et a conduit le management à redéfinir un taux cible de 35 % à atteindre progressivement par palier.

f5) Dans le cadre des procédures d'optimisation des coûts administratifs, une révision complète de la gestion des frais généraux et notamment de la flotte automobile est en cours. Une mission déployée par un cabinet extérieur réputé a analysé en détails toutes les familles d'achat et produira ses pleins effets sur le second semestre civil 2008 (pour une économie brute attendue d'environ 300 K€). Cette approche a été étendue à la partie fiscale avec un autre cabinet (CIR & TP). Cette approche sera réitérée tous les 3 ans.

f6) L'automatisation de la production des reportings mensuels sur Sage via un générateur d'état et/ou en gestion avancée, prévue l'an passé, a été mise en place partiellement sous Sage et totalement sur Excel. Ce nouvel applicatif nous permet ainsi de transférer le temps de production des états en question en analyse et mise en place de mesures de correction. Par contre, l'établissement de la consolidation automatique a été suspendu en raison des mouvements très importants enregistrés sur le périmètre au cours de cet exercice. Une réorganisation juridico fiscale préalable et prévue sur le prochain exercice est nécessaire avant de relancer ce projet.

f7) Il a été mis en place un système de compte de résultats par centre de profits (agences commerciales) afin de sensibiliser les directeurs d'agence. La présentation de ces résultats est faite lors de réunions mensuelles avec les DA/DR (effectif depuis janvier 2007). Cette procédure a été étendue à l'Espagne et à la Belgique cette année.

f8) Une automatisation de la production mensuelle des KPIs (Key Performance Indicator) suivis par la Direction est également en projet afin de déclencher un alignement stratégique et une émulation au sein de l'entreprise étendue sur les sociétés acquises en cours d'exercice et adaptés à leur business model (en particulier les business model aux revenus récurrents comme *Ornis & BUA*.)

g) Plans de progrès 2008-2009

g1) L'optimisation du logiciel interne de gestion des contrats reste un des objectifs de l'exercice 2008-2009, toujours dans un souci d'automatisation de sortie automatique et fiable des indicateurs de performance du groupe. Ce projet sera notamment à adresser par l'auditeur interne du groupe embauché en mai 2008.

g2) La finalisation du paramétrage sous Sage afin d'obtenir une interface linéaire entre le module comptable et le module reporting est prévue sur l'exercice 2007-2008. La finalisation de l'outil de consolidation sera effectuée une fois l'architecture juridico fiscale du groupe établie clairement, la consolidation des états ne souffrant d'aucune modification de périmètre en cours d'année.

g3) La déconsolidation des créances et des dettes liées à l'application des normes IAS 18 & 39 sur le modèle Risc Security est un objectif affiché du prochain exercice, clé dans la volonté de clarifier la lecture de l'information financière du groupe.

g4) Suite à la TUP de Risc Security SA au profit de Risc Group, la définition et le déploiement d'une nouvelle architecture analytique a été réalisé en 2007/2008. Cette architecture analytique du groupe entièrement redéfinie en cours d'année doit être déployée sur les régulières acquisitions. Sur l'exercice 2008-2009, l'objectif est d'étendre cette architecture sur Ornis et BUA nous l'avons étendue sur Ornis (même approche de sectorisation par BU).

g5) De même, une étude des systèmes de facturation va être lancée afin de déterminer un ou deux produits de référence au sein du groupe en fonction des cahiers des charges des différents modèles économiques ;

g6) Le déploiement de nouveaux outils de système d'information va être lancé afin d'optimiser la productivité comptable mais aussi d'automatiser les tableaux de bord établis manuellement (ADV, paie, NDF avec Nautilus, Gesco pour la gestion des stocks sur Ornis, interfaçage « maison » de la saisie des règlements dans le BO et Sage....)

g6) Avec la nouvelle stratégie du groupe axée autour de la Risc Box la gestion des stocks physiques de serveurs va devenir un enjeu important. A cet effet, un auditeur interne va travailler sur l'exercice 2008-2009 sur le paramétrage de l'outil interne qu'est le BO pour optimiser cette gestion qui sera accompagnée par la mise en place de process spécifiques.

g7) Plus généralement, un programme d'audit interne mensuel « standard » est en cours de déploiement sur les filiales RSS dans un premier temps afin d'harmoniser ou de justifier les process locaux.

g8) Sur Ornis, des process particuliers de contrôle ont été jugés nécessaires et seront mis en place sur le premier semestre 2008/2009 avec la mise en place d'un process de contrôle industriel sur le contrôle des coûts des boucles locales pour les réseaux, et l'automatisation de la facturation mensuelle et uniformisation des sources d'accès.

2.4 Budgets et organisation du reporting

La procédure budgétaire 2008-2009 a été conduite en mai et juin 2008 avec les principaux acteurs opérationnels du groupe et la direction générale a émis les hypothèses multi-pays de reconnaissance du revenu et validé les charges associées.

Le budget consolidé du groupe pour 2008/2009 a été approuvé en séance du conseil d'administration le 28 juillet 2008.

La déclinaison du processus budgétaire a conduit à mettre en place un reporting mensuel adapté mettant en évidence d'une manière classique les résultats de l'année dernière au regard du réel du mois et du budget.

Le contrôle budgétaire associé permet de produire une analyse pertinente pour réagir et corriger si besoin, et confirmer l'atteinte des objectifs opérationnels. Les éventuels écarts entre filiales identifiés lors du rapprochement des comptes réciproques sont ajustés mensuellement.

Les délais de production du reporting mensuel multi-pays sont fixés à une sortie au 20 du mois suivant. Le reporting est constitué d'un package financier comportant le compte de résultat, le bilan et un état de flux de trésorerie sur la période.

En parallèle, toutes les filiales émettent un état de trésorerie quotidien pour la France et hebdomadaire pour les filiales étrangères.

Une fois le reporting finalisé dans la construction technique, une présentation formelle a lieu mensuellement en comité de suivi pour approbation et réactions.

Toutes les sociétés qui ont intégré le groupe sur la période ont adopté les procédures décrites ci-dessus

2.5 Consolidation

Le groupe publie des comptes consolidés annuellement et semestriellement. Ces comptes font l'objet d'un audit complet par les commissaires aux comptes pour l'arrêté annuel et d'une revue limitée pour les comptes semestriels.

En interne, le groupe produit des comptes consolidés par trimestre.

Les consolidations sont établies sur la base des reportings mensuels décrits au point précédent.



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 36.996.185 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2008</p>
--

4 – Rapport général des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels du 01/04/07 au 30/06/08
Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés du 01/04/7 au 30/06/08

APLITEC
44, quai de Jemmapes
75 010 PARIS

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

RISC GROUP

Société Anonyme
7 - 11 rue Castéja
92 100 Boulogne Billancourt

Rapport général des Commissaires aux Comptes

Comptes Annuels - Exercice de 15 mois clos le 30 juin 2008

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice de 15 mois clos le 30 juin 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société RISC GROUP, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La direction de Risc Group est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent principalement les tests de dépréciation des titres de participation et du fonds commerce, selon les principes décrits dans les notes 3.1 « immobilisations incorporelles » et 3.3 « immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 30 octobre 2008

Les Commissaires aux Comptes

APLITEC

DELOITTE & ASSOCIES

Bernard Girodroux-Lavigne

Jean-Luc Berrebi

Aplitec
44 quai de Jemmapes
75010 PARIS

Deloitte & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

RISC GROUP

Société Anonyme

7 - 11 rue Castéja
92100 Boulogne Billancourt

Rapport des Commissaire aux Comptes

Comptes Consolidés - Exercice de 15 mois clos le 30 juin 2008

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société RISC GROUP relatifs à l'exercice de 15 mois clos le 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes 3.13 et 3.15 aux états financiers décrivent les jugements et estimations significatifs retenus par la direction dans le cadre de l'application des normes IAS 18 et IAS 39. Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces jugements et estimations, à revoir, par sondages, les calculs effectués par la société et à vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée sur les hypothèses retenues par la société.

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note 3.2 aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 3.2 donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur Seine, le 30 octobre 2008

Les Commissaires aux Comptes

APLITEC

DELOITTE & ASSOCIES

Bernard Girodroux-Lavigne

Jean-Luc Berrebi



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 36.996.185 €

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

<p>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 JUIN 2008</p>
--

5 – Attestation du rapport financier annuel



SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 36.996.185€

Siège social : 7/11, Rue Castéja – 92100 Boulogne Billancourt
RCS NANTERRE 379 067 390

Boulogne-Billancourt, le 31 octobre 2008

Attestation du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en page ... présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Loïc Pequignot
Président